

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**RETOUR SUR UNE EXPÉRIENCE DE RECHERCHE PARTENARIALE
DANS LE MILIEU DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

**Suivi de considérations sur la recherche engagée et sur la mobilisation des
connaissances**

Par

Guillaume TREMBLAY-BOILY

B. Sc. Études internationales

Essai pour obtenir le grade de

Maître ès arts, M.A.

Maîtrise en pratiques de recherche et action publique

Janvier 2015

Cet essai intitulé

**RETOUR SUR UNE EXPÉRIENCE DE RECHERCHE PARTENARIALE
DANS LE MILIEU DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

**Suivi de considérations sur la recherche engagée et sur la mobilisation des
connaissances**

et présenté par

Guillaume TREMBLAY-BOILY

a été évalué par un jury composé de

Mme Nicole GALLANT, directrice de recherche, INRS-UCS

Mme Julie-Anne BOUDREAU, examinatrice interne, INRS-UCS

Mme Katina BINETTE, examinatrice externe, AQOCI

RÉSUMÉ

Cet essai porte sur une expérience de recherche partenariale avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), dont l'objectif était de réaliser une enquête qualitative sur les retombées des stages *Québec sans frontières* (QSF) pour les stagiaires.

Nous verrons d'abord que le projet initial a surtout été élaboré en fonction de préoccupations académiques, mais que les échanges avec l'AQOCI ont permis de faire une réelle place aux besoins et aux questionnements de celle-ci.

Certains des résultats de recherche obtenus seront ensuite présentés. Ils permettront de voir que le stage *Québec sans frontières* donne à ses participant-e-s la possibilité de « mettre des visages sur des enjeux » et que, dans bien des cas, il accroît leur motivation à s'engager socialement à leur retour. Nous pourrons aussi constater que le concept de citoyenneté mondiale, souvent employé dans le milieu de la solidarité internationale, revêt plusieurs sens différents et qu'il ne fait pas l'unanimité. Toutefois, tou-te-s les stagiaires interviewé-e-s valorisent l'ouverture sur le monde.

Les derniers chapitres de cet essai porteront sur le transfert et la mobilisation des connaissances. Il sera démontré que, dans le contexte du stage, des efforts de diffusion des connaissances ont porté leurs fruits, mais que des mesures auraient pu être prises pour enrichir le processus de recherche partenariale. Finalement, nous pourrons voir comment la mobilisation des connaissances peut contribuer à la démocratisation du processus de production des connaissances, à condition qu'elle ne soit pas soumise à la logique économique et qu'elle se perçoive comme complémentaire de la recherche conventionnelle.

Mots-clés : Mobilisation des connaissances, Recherche partenariale, Engagement, Citoyenneté mondiale, Québec sans frontières.

ABSTRACT

This master's essay offers a reflexive account of a partnership research project with the Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Through a qualitative study, the project's main objective was to analyse the impacts of a *Québec sans frontières* (QSF) international volunteering experience on its participants.

In the first chapter, I describe how this project was initially designed mainly according to academic priorities, but collaboration with the AQOCI allowed it to take on a new form, more in line with the principles of partnership research.

The second chapter presents some of the research results. These findings suggest that the QSF volunteering experience allows its participants to « put a human face on international issues », making them more tangible. Partly as a consequence of this phenomenon, volunteers tend to be more inclined towards civic and community engagement after their QSF experience. I also argue that the concept of global citizenship, often used in the field of international solidarity, holds multiple and contested meanings for the interviewed QSF participants, even though they all share a cosmopolitan orientation.

The final chapters deal with knowledge transfer and knowledge mobilization. Although some changes could have improved the partnership research process, successful efforts were made to ensure knowledge dissemination during the project. In the last section, I argue that knowledge mobilization can be a helpful tool to democratize the production of knowledge. However, it must be seen as a complement to conventional research and it has to avoid the pitfalls of an entrepreneurial vision of university.

Keywords: Knowledge mobilization, Partnership research, Civic and community engagement, Global citizenship, International volunteering.

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements sont bien sûr destinés à Nicole Gallant, ma directrice de recherche. Entre étudiant-e-s, on discute de temps à autre de l'encadrement que l'on reçoit et on réalise vite que cela peut faire toute la différence entre une maîtrise vécue comme une épreuve et une maîtrise vécue comme une expérience réellement enrichissante. Personnellement, je n'aurais pu espérer mieux que l'encadrement offert par Nicole. Malgré la distance géographique, j'ai senti dès le début que j'étais membre à part entière d'une équipe de recherche, qu'une grande confiance m'était accordée et que mon point de vue était pris en compte. Merci aussi pour tes commentaires assidus et pour ton écoute dans les moments de questionnement.

Je remercie sincèrement tous mes collègues de la PRAP, mais plus particulièrement Anne-Marie Turcotte et Philippe Poliquin, les deux autres prapistes de ma cohorte. Nous formions, je crois, un excellent trio. Un grand merci aussi à tous ceux et à toutes celles avec qui j'ai partagé le bureau 3102 : Hans-Olivier Poirier-Grenier, Martin Boire, Annie Bilodeau, Marie-Ève Gingras et Frédérick Nadeau. Ce fut un plaisir de travailler à vos côtés.

Mon séjour à l'INRS n'aurait pas du tout été le même s'il n'y avait pas eu la grève étudiante de 2012. Riche en émotions fortes, le printemps étudiant m'a permis de découvrir une communauté étudiante UCS avec laquelle j'ai partagé bien des slogans et une même volonté de faire bouger les choses. Je salue chaleureusement toutes les personnes avec qui j'ai discuté en assemblée générale ou avec qui j'ai marché dans les rues de Montréal. Parmi celles-là, j'adresse des salutations toutes spéciales à Maude Cournoyer-Gendron, à Maude Séguin et à Véronique Chadillon-Farinacci. Je veux aussi souligner à quel point j'ai apprécié être membre, pendant deux ans, de l'exécutif de l'association étudiante du centre. J'y ai côtoyé des gens formidables, grâce auxquels on peut dire que le centre UCS est un véritable milieu de vie.

Je souhaite aussi remercier Katina Binette, ma superviseure de stage à l'AQOCI, pour les rencontres toujours agréables et pour avoir accepté avec enthousiasme de m'accueillir comme stagiaire.

Merci aussi à Marie-Ève Dugas, pour son temps et pour sa capacité phénoménale à déjouer les ruses de Microsoft Word.

Merci à mes parents, qui m'ont toujours soutenu, quels que soient mes projets. Finalement, merci à Gab, à Pascal et à Thomas, pour leur amitié de tous les jours.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	ix
Liste des abréviations et des sigles.....	ix
Introduction	1
Chapitre 1 : Description du stage.....	3
Le projet de stage	3
Le milieu de stage.....	4
La genèse du projet	5
Le déroulement du stage	10
<i>La confection de la grille d'entretien</i>	<i>10</i>
<i>Le comité consultatif.....</i>	<i>11</i>
<i>Le recrutement des interviewé-e-s</i>	<i>11</i>
<i>Les entretiens.....</i>	<i>12</i>
<i>L'analyse et la rédaction.....</i>	<i>13</i>
Chapitre 2 : Résultats de recherche.....	15
S'engager au retour du stage.....	15
<i>Des personnes déjà engagées.....</i>	<i>15</i>
<i>Une diversité de lieux d'engagement.....</i>	<i>17</i>
<i>« Mettre des visages sur des enjeux »</i>	<i>18</i>
<i>Trouver l'énergie pour s'engager.....</i>	<i>20</i>
<i>Choc du retour et retour du désir de s'engager</i>	<i>21</i>
Citoyenneté mondiale et identité québécoise	22
<i>Respect pour les autres cultures, solidarité humaine et conscience globale.....</i>	<i>23</i>
<i>Pluralité des appartenances ou centralité de la culture nationale?</i>	<i>25</i>
<i>L'ouverture sur le monde, une idée consensuelle.....</i>	<i>28</i>
<i>Une reformulation des frontières de l'appartenance</i>	<i>29</i>
Chapitre 3 : Description et justification des activités de transfert réalisées.....	33
Rencontre du comité consultatif	33

Présentation lors d'un colloque sur l'engagement des jeunes, ACFAS, 6 mai 2013.....	34
Présentation dans le cadre d'un cours de méthodes quantitatives PRA8110, 9 septembre 2013	35
Présentation lors du colloque annuel de l'AÉDDHUM, 25 septembre 2013.....	36
Soutien lors de la conception du questionnaire de l'enquête quantitative, 30 septembre et 7 octobre 2013.....	37
Présentation lors des Journées de concertation de l'AQOCI, 10 octobre 2013	38
Présentation des résultats de l'enquête quantitative dans le cours PRA8110, 16 décembre 2013	39
Rapport de recherche, été 2014	40
Réflexion critique sur les retombées des activités de transfert	41
Chapitre 4 : Bilan critique du stage.....	43
Les contraintes de temps	44
Une faible présence sur les lieux de travail de l'AQOCI	45
L'absence d'ancrage dans le milieu	46
Chapitre 5 : Réflexion critique sur le programme PRAP et sur la mobilisation des connaissances.....	49
Les apprentissages effectués	49
Améliorer la formation en recherche	50
Lier recherche et action, une idée ancienne.....	53
Les apports et les limites de la mobilisation des connaissances	57
Conclusion.....	65
Bibliographie	67
Annexe 1 : Revue de la littérature sur le thème de la citoyenneté mondiale	70
Annexe 2 : Schéma d'entretien	89
Annexe 3 : Rapport de recherche remis à l'AQOCI.....	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nombre de milieux d'implication avant le 1^{er} stage QSF 15

Tableau 2 : Nombre de milieux d'implication 16

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ACFAS	Association francophone pour le savoir
AÉDDHUM	l'Association des étudiant-e-s diplômé-e-s du département d'histoire de l'Université de Montréal
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
ARUC	Alliance de recherche universités-communautés
CSI	Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke
INRS	Institut national de recherche scientifique
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
OCDE	Organisation de coopération et développement économiques
OJS	Observatoire Jeunes et société
PRAP	Pratiques de recherche et action publique
QSF	Québec sans frontières
SAI	Secrétariat à l'aide internationale
UCS	Urbanisation Culture Société
UQAM	Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

Dans le cadre de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, les étudiant-e-s sont amenés à faire un stage qui, en vertu des principes de la mobilisation des connaissances, doit leur permettre de faire le pont entre le milieu scientifique et un milieu d'action. Cet essai relate mon expérience de stage en collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

L'objectif central du stage a été de mener une étude qualitative sur les retombées des stages d'initiation à la solidarité internationale *Québec sans frontières* (QSF) pour les stagiaires. Le premier chapitre de cet essai sera consacré à la description des différentes étapes du stage. Un accent particulier sera mis sur la genèse du projet, afin de répondre à la question suivante : dans quelle mesure le projet a-t-il été conçu en fonction des besoins, des intérêts et des préoccupations du milieu de stage?

Puisqu'il s'agissait avant tout d'un stage de recherche, il m'apparaissait important de présenter certains des résultats obtenus. Le chapitre 2 dévoilera donc mes résultats de recherche en ce qui concerne l'impact d'un stage QSF sur l'engagement social et sur les sentiments d'appartenance des stagiaires.

Le chapitre 3 portera sur les activités de transfert des connaissances effectuées pendant et après mon stage. En effet, une des exigences de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique est de réaliser au moins une activité de transfert vers le milieu scientifique et une activité de transfert vers le milieu d'action. Au fil de mon parcours, plusieurs opportunités de transfert se sont présentées. Elles seront décrites et analysées, puis je me livrerai à une réflexion critique sur leurs retombées.

Dans le chapitre 4, j'étendrai la réflexion au stage lui-même, pour me pencher sur quelques facteurs qui peuvent avoir une influence sur le succès d'un processus de recherche partenariale.

Enfin, dans le dernier chapitre, je traiterai des apprentissages effectués dans le cadre de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique et je suggérerai des pistes pour enrichir le programme en améliorant la formation en recherche et en inscrivant davantage la mobilisation des connaissances dans une perspective historique. Je présenterai ensuite quelques jalons de l'histoire des liens entre recherche et action publique, avant d'aborder les apports et les limites de la mobilisation des connaissances.

CHAPITRE 1 : DESCRIPTION DU STAGE

Ce chapitre servira d'abord à décrire le projet de stage et le milieu dans lequel le stage a été effectué. Je présenterai ensuite les grandes étapes du stage, en plus d'expliquer comment et pourquoi certains choix méthodologiques et théoriques ont été effectués. L'accent sera notamment mis sur la genèse du projet, ce qui nous permettra de voir dans quelle mesure celui-ci a été conçu en ayant en tête les besoins et les préoccupations du milieu d'action, comme le veulent les préceptes de la mobilisation des connaissances.

Le projet de stage

Le stage dont il sera question ici a été réalisé dans le cadre de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique (PRAP) du centre Urbanisation culture et société (UCS) de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Cette maîtrise, selon le guide du programme, « vise à former des spécialistes de l'interface entre la recherche sociale et l'action publique » (INRS, 2013, p. 12). Il s'agit en fait de former des individus capables de faire le pont entre le monde académique, plus précisément celui des sciences sociales, et les milieux d'action¹, que ce soit des organismes communautaires, des ministères, des institutions scolaires ou tout autre organisme pouvant tirer profit de la recherche. Dans cette optique, la maîtrise en pratiques de recherche et action publique préconise un processus (ou un ensemble de processus) qu'on nomme la mobilisation des connaissances, dont il sera question plus loin. Au lieu de produire un mémoire, comme c'est le cas dans un programme de maîtrise classique, les étudiant-e-s de la maîtrise PRAP doivent effectuer un stage qui sera suivi de deux activités de transfert de connaissances, l'une dans le milieu scientifique et l'autre dans le milieu d'action. Ils ou elles doivent ensuite rédiger un essai qui rend compte du stage lui-même et qui propose une réflexion sur la recherche en partenariat et sur la mobilisation des connaissances.

Les stages de la maîtrise PRAP peuvent prendre des formes très différentes, selon les besoins du milieu ou les intérêts des étudiant-e-s. Certains stages sont plus près de la pratique et peuvent ressembler à une expérience de chargé-e de projet. Par exemple, Véronica Vivanco, diplômée en 2011, a travaillé à la mise sur pied d'une communauté de pratique visant à mieux intégrer l'égalité femmes-hommes à l'AQOCI (Vivanco, 2011). D'autres stages sont de nature

¹ Dans le cadre de la maîtrise PRAP, les milieux d'action sont aussi communément appelés « milieux de pratique ». Dans cet essai, les deux expressions seront considérées comme des synonymes.

plus académique et semblent plus près de ce qui se fait habituellement dans le monde universitaire. Ainsi, Hans-Olivier Poirier-Grenier, diplômé en 2013, a réalisé une enquête sur la conduite d'urgence en contexte policier en partenariat avec l'École nationale de police du Québec (Poirier-Grenier, 2013).

Personnellement, je suis depuis longtemps engagé auprès de différents mouvements sociaux et politiques. Je m'étais donc inscrit à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique parce que je tenais à ce que mes travaux de recherche aient une certaine pertinence sociale et parce que j'aimais l'idée qu'ils puissent être utiles à un milieu d'action. Cependant, j'envisageais de poursuivre une carrière académique. Je souhaitais donc faire un stage qui serait grandement axé sur la recherche.

Mon stage a été effectué auprès de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Ma principale tâche a été la production d'une étude qualitative sur les retombées des stages de solidarité internationale *Québec sans frontières* (QSF) pour les stagiaires. Plus précisément, l'étude a porté sur quatre thématiques, soit les liens que les stagiaires ont développé avec les gens de leur pays d'accueil, leur vision des relations Nord-Sud, leur engagement social et politique et leurs sentiments d'appartenance. Elle a mené à la rédaction d'un rapport de recherche d'une quarantaine de pages ainsi qu'à la préparation de plusieurs présentations et conférences. Ces activités de transfert seront décrites en détail dans le chapitre 3 de cet essai.

L'objectif du stage était double :

- Fournir à l'AQOCI des données qui pourront lui servir à mettre en valeur ou à réformer certains aspects du programme QSF, en fonction des résultats obtenus dans le cadre du projet de recherche.
- Alimenter la réflexion scientifique sur des thèmes comme la solidarité internationale, les transformations du concept de citoyenneté et l'engagement des jeunes.

Le milieu de stage

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) est un organisme à but non lucratif qui regroupe 65 organisations œuvrant au développement d'un monde durable et humain. Elle a pour mission de promouvoir et de soutenir le travail de ses membres ainsi que leurs initiatives dans le domaine de la solidarité internationale. Plus

spécifiquement, elle participe à l'élaboration des politiques gouvernementales en matière de coopération internationale, soutient ses membres par des formations et par la création d'outils, favorise la concertation entre ses membres, publie des analyses sur les questions internationales et fait de la sensibilisation auprès du public québécois (AQOCI, 2012).

Le programme *Québec sans frontières* (QSF) est un des programmes phares de l'organisme. Depuis 1995, à chaque année, il permet à environ 350 jeunes Québécois-e-s de 18 à 35 ans de réaliser des stages de solidarité internationale en Afrique francophone, en Amérique latine et dans les Antilles. Les stages QSF sont organisés par des organismes membres de l'AQOCI en collaboration avec des partenaires du Sud. Le programme est cogéré par l'AQOCI et par la Direction de la solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). Il offre une grande diversité d'expériences à ses participant-e-s, tant en ce qui concerne la destination que le type de projet (alphabétisation, sensibilisation au VIH/sida, protection de l'environnement, etc.) ou l'organisme partenaire (des organismes de toute taille provenant de toutes les régions du Québec).

La genèse du projet

Comment le projet de recherche a-t-il été mis sur pied? La question est pertinente dans le cadre de cet essai puisque la mobilisation des connaissances, l'approche promue dans le programme de maîtrise PRAP, est un processus qui valorise un échange soutenu entre les chercheur-e-s et les gens des milieux d'action. On s'attend donc à ce que les préoccupations et les questionnements des acteurs et actrices des milieux d'action soient intégrés dès la conception du projet de recherche. C'est notamment ce que soutiennent Elissalde, Gaudet et Renaud, membres du groupe de recherche Médias et santé (maintenant appelé ComSanté) et auteur-e-s d'un article sur la circulation des connaissances. Ils prônent en effet une approche collaborative, qui permet des échanges réguliers visant « à insérer les préoccupations des partenaires terrain dans la définition des projets d'intervention et de recherche et d'interprétation des données » (Elissalde *et al.* 2010, p. 137). Jean-Marc Fontan, professeur de sociologie à l'UQAM ayant été codirecteur d'une *Alliance de recherche universités-communautés* (ARUC), abonde dans le même sens :

Le modèle de recherche partenariale développé au sein de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale [...] repose sur l'association d'acteurs et de chercheurs impliqués dans l'élaboration et la réalisation d'activités de recherche. Dans un tel contexte

de production de connaissances, de la conception à la diffusion des résultats, les chercheurs et les acteurs participent à toutes les étapes du processus de recherche (Fontan, 2011, p. 133).

Selon cette perspective, l'aller-retour entre les chercheur-e-s et les praticien-ne-s doit avoir lieu pendant toute la durée du projet, mais il va de soi que la phase de conception est cruciale puisqu'elle aura des répercussions importantes pour la suite des choses. Dans le cas qui nous intéresse, décrire la genèse du projet nous permettra de voir comment (et dans quelle mesure) sa conception a été influencée par le milieu d'action, en l'occurrence l'AQOCI. On verra en fait que les questions à la source du projet étaient surtout de nature académique, mais que les rencontres que j'ai eues avec Katina Binette, chargée de programmes à l'AQOCI, ont permis d'infléchir le projet de manière à ce qu'il reflète bel et bien des préoccupations du milieu, notamment en ce qui concerne certaines thématiques et certains choix conceptuels.

Alors que j'étudiais au baccalauréat en études internationales à l'université de Montréal, j'ai appris l'existence du programme de maîtrise en pratiques de recherche et action publique par le biais du coordonnateur des stages de mon département, qui envoyait régulièrement des offres de stage provenant de divers milieux. L'une de ces offres provenait de Nicole Gallant et concernait un projet de recherche portant sur la participation des jeunes Québécois-e-s dans des mouvements politiques globaux et son impact sur l'identité québécoise. Interpellé par ce sujet, j'ai contacté Nicole Gallant et je me suis ensuite inscrit à la maîtrise sous sa direction. Pour diverses raisons d'ordre logistique, ma participation à ce projet de recherche s'est limitée à une seule séance de travail au cours de laquelle j'ai moi-même été interviewé afin de tester la grille d'entretien. Cependant, j'ai plus tard eu l'occasion de participer activement, en tant qu'assistant de recherche, à un autre projet explorant des thématiques semblables. Ce second projet visait initialement à documenter et à analyser le développement d'une conscience cosmopolite chez les jeunes, et ce sous trois angles :

- L'angle identitaire : sentiment d'appartenance, conception de la citoyenneté.
- L'angle politique : engagement citoyen, contestation politique, enjeux globaux.
- L'angle culturel : pratique culturelles et valeurs, culture populaire globale.

Étant intéressé par les questions soulevées par ce projet, j'ai voulu trouver un projet de stage qui pourrait être complémentaire à ce projet de recherche plus vaste. Compte tenu de ma formation en relations internationales et de mon intérêt soutenu pour la politique, je me suis spontanément tourné vers l'angle politique du projet. Dans le cadre de demande de bourses, j'ai élaboré une proposition de recherche portant sur la socialisation politique des jeunes ayant

participé à des stages de solidarité internationale (Quelles attitudes politiques ces jeunes sont-ils amenés à acquérir?). Prendre les jeunes ayant participé à des stages de solidarité internationale comme objet d'études me semblait pertinent parce que, durant mon baccalauréat, j'avais côtoyé plusieurs personnes qui avaient fait de tels stages. J'étais intrigué par ce phénomène qui semblait prendre de l'ampleur et je me demandais quel impact pouvait avoir un tel stage sur ses participant-e-s, notamment sur le plan de l'engagement politique et social et sur le plan de l'identité. De plus, alors que le projet de recherche dirigé par Nicole Gallant portait sur le développement d'une conscience cosmopolite chez l'ensemble des jeunes Québécois-e-s, le mien allait porter sur une frange de la jeunesse québécoise qui avait de fortes chances d'être particulièrement cosmopolite puisqu'elle avait voyagé et pris part à une expérience internationale. D'un point de vue scientifique, il me semblait qu'il allait être intéressant de comparer les résultats issus des deux projets.

On comprend donc que le projet, dans sa forme initiale, avait été développé d'abord et avant tout en fonction de préoccupations académiques, dont celle d'ajouter une pierre à l'édifice d'un projet de recherche plus vaste. Cet extrait de mon premier courriel envoyé à l'AQOCI le démontre clairement :

En ce moment, je suis intégré à une équipe de recherche de l'Observatoire Jeunes et Société qui se penche sur le développement d'une conscience cosmopolite chez les jeunes et sur la transformation de la notion de citoyenneté. J'aimerais profiter d'un stage avec l'AQOCI pour aborder des questions qui sont liées à ces enjeux. Par exemple, je pourrais m'intéresser à la socialisation politique des jeunes qui participent aux stages QSF ou à un sujet connexe. Je suis évidemment ouvert aux suggestions.

À ce stade-ci, l'ébauche du projet ressemblait à celle d'un projet de recherche universitaire classique. Toutefois, suite à des discussions avec Katina Binette et suite à la lecture de documents de l'AQOCI, le projet allait se rapprocher davantage d'un véritable projet de recherche partenariale, qui tient compte à la fois des intérêts du milieu d'action et de ceux du milieu scientifique.

Lors de notre première rencontre, Katina Binette m'a indiqué qu'en 2010 et en 2011, le programme *Québec sans frontières* avait été soumis à une évaluation participative de l'ensemble de ses composantes. L'objectif était de mener une réflexion en profondeur pour déterminer si le programme était encore « compétitif » et s'il répondait bien aux besoins des jeunes du Québec et des partenaires du Sud. Cette réflexion s'inscrivait dans un contexte où l'offre de stages internationaux s'est multipliée et diversifiée et où les stages internationaux ont pris une importance accrue pour les jeunes depuis la création du programme (AQOCI, 2011, p. 1). L'approche préconisée dans le cadre du processus d'évaluation avait été d'accorder « une

place centrale aux personnes directement concernées par les changements et les recommandations éventuels » (p. 3), soit les organismes de coopération internationale, les partenaires du Sud et les stagiaires. Il s'agissait donc d'un bon reflet des préoccupations du milieu.

Dans ce rapport, il est mentionné qu'il existe encore peu d'études portant sur les impacts des stages de solidarité internationale pour les participant-e-s. On y note que quatre études² sur ce sujet ont été effectuées au cours de la dernière décennie, mais que deux d'entre elles se limitent aux stagiaires d'un organisme de coopération internationale spécifique. De plus, on y affirme que les retombées des stages sont surtout d'ordre qualitatif et que les organismes de coopération internationale sont actuellement mal outillés pour évaluer ces retombées (AQOCI, 2011, p. 8). Un autre rapport, publié en 2004 par le Secrétariat à l'aide internationale (SAI), mentionne qu'il « serait intéressant de creuser davantage l'impact des stages QSF pour les Québécoises et Québécois en incluant, par exemple, une dimension plus qualitative » (p. 42). Il a donc été convenu, après discussion avec Katina Binette, que mon stage viendrait combler en partie ces lacunes en fournissant un éclairage qualitatif sur les retombées des stages QSF pour les participant-e-s. Il y avait donc convergence entre mes intérêts de recherche initiaux et des besoins identifiés par le milieu d'action avec lequel j'allais collaborer.

La question des retombées des stages QSF est cependant très vaste³. Il importait donc de trouver un angle de recherche spécifique, à la fois pour éviter l'éparpillement, pour mieux approfondir certaines thématiques et pour permettre un éclairage nouveau par rapport à ce qui avait été fait précédemment. Là encore, le rapport d'évaluation participative offrait une piste intéressante. Dans le questionnaire utilisé pour l'évaluation participative, on demandait aux organismes de coopération internationale quelles étaient les retombées des stages *Québec sans frontières* pour les stagiaires. La réponse qui revenait le plus souvent était le développement d'une conscience de citoyenneté globale (AQOCI, 2011, p. 46). Dans un mémoire présenté au Secrétariat à la jeunesse, l'AQOCI utilisait un concept semblable en affirmant que le programme QSF favorisait la construction d'une citoyenneté mondiale active (AQOCI, 2009, p. 7). Cette idée de citoyenneté mondiale allait servir de fil conducteur à la

² Il s'agit de deux enquêtes quantitatives (SAI, 2004; Bélisle, 2005), d'une enquête employant à la fois des données quantitatives et des données qualitatives (Gauthier et Olivier-d'Avignon, 2005) et d'une enquête qualitative (Choquette, 2008).

³ À titre indicatif, dans une enquête quantitative effectuée auprès d'ancien-ne-s stagiaires du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, Annick Bélisle identifiait 14 dimensions par rapport auxquelles un stage QSF pouvait avoir un impact. Ces dimensions incluent par exemple l'engagement, l'intérêt pour une nouvelle langue, les projets et rêves de vie, les relations aux autres et le choix de carrière ou d'études.

recherche, d'abord parce qu'elle était invoquée par les organismes de coopération internationale eux-mêmes et ensuite parce qu'elle permettait de faire le lien avec mes intérêts de recherche initiaux. En effet, le concept de citoyenneté comporte une dimension identitaire, qui a trait à l'appartenance (« Je suis citoyen de... ») et une dimension plus politique, qui a trait à l'engagement (le « devoir de citoyen »). Par ailleurs, quoiqu'utilisée régulièrement dans les textes et les documents de plusieurs organismes de coopération internationale, la notion de citoyenneté mondiale était rarement définie de manière formelle. Il allait donc être intéressant de sonder la signification de ce concept pour les acteurs et actrices du milieu et pour les stagiaires QSF.

Par ailleurs, dans le rapport d'évaluation participative, la conscience de citoyenneté globale était mise en relation avec une plus grande compréhension des enjeux internationaux, de la communication interculturelle et des liens entre les pays du Nord et du Sud. En adoptant le concept de citoyenneté globale comme fil conducteur, j'ai donc décidé, par le fait même, d'intégrer ces thématiques au projet de recherche. De plus, au contact de l'AQOCI, la notion de socialisation politique, centrale dans mon projet de recherche initial, a été mise de côté. En effet, après avoir mieux pris connaissance de la réalité de mon milieu de stage, il me semblait plus opportun de traiter plutôt de l'engagement social et politique des stagiaires. Plus large, cette notion apparaissait plus conforme à ce qui était mis de l'avant par l'AQOCI, soit un engagement citoyen qui pouvait prendre différentes formes (gestes quotidiens, implication dans une organisation ou à travers son travail), alors que la notion de socialisation politique évoque davantage la sphère de la politique institutionnelle et partisane⁴. Le concept d'engagement⁵ pouvait aussi être rattaché à celui de citoyenneté globale, comme on l'a vu.

On peut donc dire que le projet de recherche a d'abord été élaboré en fonction de soucis essentiellement académiques, mais que, par la suite, il a évolué pour refléter et intégrer les besoins de l'AQOCI en ce qui concerne la thématique générale et certaines thématiques

⁴ En fait, selon Sophie Maurer, politologue, les études sur la socialisation politique adoptent deux postures scientifiques différentes. L'une privilégie les mécanismes de socialisation politique au sens strict, c'est-à-dire les mécanismes par lesquels se transmettent les opinions politiques, les préférences partisans et les orientations électorales. L'autre se penche surtout sur l'apprentissage de la citoyenneté, au sens plus large. La première posture est cependant plus ancienne et a été historiquement dominante (2000, p. 7).

⁵ Au début de mon stage, j'ai d'ailleurs pu assister à une rencontre de l'AQOCI qui a confirmé ce choix conceptuel. Réunis pour faire une séance de brassage d'idées sur l'image que le programme *Québec sans frontières* devait projeter, de nombreux responsables d'organismes de coopération internationale semblaient s'entendre pour dire que l'engagement devait être présenté comme un aspect central du programme, particulièrement alors que les valeurs de solidarité et de responsabilité sociale venaient d'être remises à l'avant-scène par ce qu'il est convenu d'appeler le printemps érable (cette rencontre a eu lieu à l'hiver 2013).

spécifiques. De plus, l'utilisation du concept de citoyenneté globale comme fil conducteur a permis une bonne adéquation entre mes intérêts de recherche et les intérêts du milieu d'action.

Le déroulement du stage

La confection de la grille d'entretien

Dès le départ, il avait été convenu que la recherche que j'effectuerais serait une recherche qualitative utilisant principalement les entretiens semi-dirigés comme méthode de collecte de données. Cela était cohérent avec les constats et suggestions contenus dans le rapport d'évaluation participative et dans le rapport du Secrétariat à l'aide internationale mentionnés ci-haut. C'était aussi cohérent avec ma formation, puisque j'allais réaliser plusieurs entretiens de ce type en tant qu'assistant de recherche de Nicole Gallant.

L'entretien semi-dirigé permet de comprendre le sens que donnent les répondant-e-s à leur expérience et permet « d'explorer le ressenti, les sentiments, les impressions, les opinions, les attitudes » (Trépanier, 2011, p. 9), ce qui correspondait aux besoins de cette recherche. Il prend normalement la forme d'une conversation orientée plus ou moins librement en fonction d'une grille d'entretien préparée à l'avance. La confection de la grille d'entretien a donc été une étape cruciale du projet de recherche. Cela dit, j'avais préalablement eu l'occasion de participer à l'élaboration de la grille d'entretien utilisée pour le projet de recherche sur le cosmopolitisme des jeunes Québécois-e-s. J'ai donc pu m'inspirer de cette grille pour certaines sections. Certaines questions, comme celle sur le fait de se dire ou non « citoyen-ne du monde »⁶, sont d'ailleurs tirées directement de cette première grille. Par la suite, la grille d'entretien que j'avais élaborée a été soumise à Katina Binette, qui a proposé quelques modifications pour que le vocabulaire utilisé corresponde bien à celui qui est employé par l'AQOCI. Puis, elle a été présentée au comité consultatif de l'AQOCI qui a été formé pour le projet⁷.

⁶ « Il y a des gens qui se perçoivent comme des "citoyens du monde", tandis que d'autres rejettent cette étiquette. Qu'est-ce que ça évoque pour toi, le concept de "citoyen du monde"? Toi, te définirais-tu comme "citoyen du monde"? »

⁷ La version finale de la grille d'entretien se trouve en annexe.

Le comité consultatif

Lorsque le besoin se fait sentir, l'AQOCI a coutume de mettre sur pied des comités consultatifs formés de représentant-e-s d'organismes de coopération internationale qui se penchent sur une question précise. Un tel comité a été constitué dès le début de ce projet de recherche. Il s'est réuni à la mi-avril 2013. Il était composé de sept personnes provenant d'autant d'organismes différents.

Cette rencontre a rempli trois fonctions. D'abord, elle m'a permis de mieux me familiariser avec la vision et les objectifs du programme *Québec sans frontières*, et notamment d'intégrer le vocabulaire spécifique au programme. Ensuite, elle a été une occasion de discuter du contenu de la grille d'entretien qui a été utilisée, afin que soient intégrées les préoccupations des acteurs et actrices du milieu. D'autres questions méthodologiques ont aussi été abordées, comme celle de la représentativité hommes-femmes et de la représentativité régionale de l'échantillon. Finalement, la rencontre du comité consultatif a aussi permis de parler de ce que signifient certains concepts pour les responsables des stages QSF. Elle a donné lieu à des échanges approfondis autour de notions comme la citoyenneté mondiale ou la vision des relations Nord-Sud. Un des objectifs était de pouvoir par la suite comparer les conceptions exprimées par les membres du comité consultatif avec les propos tenus par les ancien-ne-s stagiaires interviewé-e-s, afin de voir dans quelle mesure leurs façons de voir les choses se recoupent et donc dans quelle mesure la participation à un stage QSF a les répercussions escomptées par les acteurs et actrices du milieu.

Dans un contexte de mobilisation des connaissances, un comité de ce genre permet aux chercheur-e-s d'être réellement en contact avec plusieurs personnes issues du milieu d'action avec lequel ils ou elles collaborent. Jean-Marc Fontan appelle ce type d'instance un « comité de suivi ». Il suggère que ce comité devrait participer à différentes étapes du projet de recherche, dont l'analyse des données (Fontan, 2011, p. 133). Cependant, contrairement à ce que recommande Fontan, le comité consultatif dont il est question ici ne s'est réuni qu'une seule fois. Nous verrons pourquoi dans le chapitre 4 de cet essai.

Le recrutement des interviewé-e-s

Le recrutement a été une tâche assez aisée. En effet, les participant-e-s à la recherche ont été recrutés grâce à un appel sur la page Facebook du programme *Québec sans frontières*. L'appel

a rapidement permis de trouver des répondant-e-s motivé-e-s. Dans certains cas, dans le courriel envoyé pour manifester leur intérêt par rapport au projet, les personnes intéressées mentionnaient que le stage avait changé leur vie ou qu'elles y pensaient encore constamment. Cela démontrait en quelque sorte la pertinence d'un projet de recherche sur les retombées des stages QSF, mais rappelait en même temps un biais significatif : si les participant-e-s suivent la page Facebook de QSF et s'ils ou elles ont voulu participer au projet, c'est dans presque tous les cas parce qu'ils ou elles ont beaucoup apprécié leur expérience de stage. Les personnes qui ont cessé d'être en contact avec *Québec sans frontières* ne font donc pas partie de l'échantillon. Or, il est plausible de penser que le stage QSF a eu moins d'influence sur le parcours de celles-ci.

Des efforts ont été faits pour recruter des participant-e-s qui reflètent la diversité des parcours et des expériences des stagiaires QSF. Une attention particulière a été accordée au genre, au pays de stage, à l'organisme de stage et à l'année de stage des répondant-e-s. De plus, à la demande de représentant-e-s d'organismes de coopération internationale situés en dehors de la région de Montréal, qui souhaitaient que leur réalité soit bien prise en compte, quelques entretiens ont été réalisés à Sherbrooke et à Québec. Néanmoins, force est de constater que les interviewé-e-s résidant à Montréal sont surreprésenté-e-s dans l'échantillon. Cela est peut-être attribuable en partie au numéro de téléphone (514) qui était fourni dans l'appel de recrutement.

Les entretiens

Quatorze entretiens semi-dirigés ont été effectués, entre le 15 avril et le 10 juillet 2013. D'une durée moyenne d'environ une heure, ils ont tous donné lieu à une conversation passionnante et enrichissante.

Il est à noter que les premiers contacts avec l'AQOCI en vue de la réalisation de ce stage avaient été faits au début de l'hiver 2012. Il avait été convenu que mon stage commencerait au printemps même, mais la grève étudiante (à laquelle l'association étudiante de l'INRS-UCS a participé activement) est venue chambouler ces plans. Le stage a donc véritablement commencé à l'hiver 2013. Ce délai a pu avoir certains effets positifs. Lorsque le projet de stage a été élaboré, je n'avais jamais réalisé d'entretiens semi-dirigés. J'ai cependant eu l'occasion d'en faire plusieurs à partir du mois de juillet 2012 pour le projet de recherche sur le

cosmopolitisme. Quand j'ai commencé mes entretiens auprès d'ancien-ne-s stagiaires *Québec sans frontières*, j'avais donc acquis une certaine expérience.

De surcroît, les entretiens pour le projet de recherche sur les retombées des stages QSF paraissaient en quelque sorte un peu plus faciles à mener que les entretiens pour le projet de recherche sur le cosmopolitisme. En effet, la réalisation d'un bon entretien repose sur l'établissement d'une certaine relation de confiance, d'une « connexion » avec la personne interviewée⁸. Celle-ci a de bonnes chances d'être plus facile à établir quand on partage des points communs avec la personne, ce qui était le cas avec mes répondant-e-s QSF puisque nous faisons généralement partie d'une même nébuleuse plutôt de gauche, la plupart du temps universitaire (souvent en sciences sociales), engagée socialement et préoccupée par les enjeux internationaux. Dans le projet de recherche sur le cosmopolitisme, la population cible était l'ensemble des jeunes Québécois-e-s. La distance sociale entre les répondant-e-s et moi était donc parfois plus grande.

L'analyse et la rédaction

Selon le modèle de recherche partenariale proposé par Jean-Marc Fontan, « tout au long de la réalisation de l'activité de recherche, les mises en dialogue entre les praticiens et les chercheurs permettent de valider le traitement qui est fait des données (tant pour la collecte que pour l'analyse) » (2010, p. 11). Pour ce projet de recherche, l'analyse et la rédaction ont plutôt été faites en solitaire. Il aurait été intéressant et pertinent de faire une présentation des résultats préliminaires devant le milieu d'action, par exemple au cours d'une deuxième rencontre du comité consultatif. Toutefois, cette étape a été escamotée, essentiellement faute de temps. Néanmoins, des échanges avec Katina Binette, ainsi que le travail sur l'enquête quantitative qui a fait suite au projet⁹, ont permis une certaine rétroaction au cours du processus. De plus, des résultats préliminaires ont été présentés devant des membres de la communauté scientifique, ce qui a permis de faire avancer l'analyse. Celle-ci ne s'est donc pas faite en vase clos. Cette présentation en milieu scientifique sera abordée plus en détails dans le chapitre 3.

Le stage que j'ai effectué a donc été avant tout un stage de recherche dont la forme a été façonnée par la convergence de mes intérêts académiques et des besoins de l'AQOCI. Dans

⁸ Du moins selon la perspective défendue entre autres par Jean-Claude Kaufmann, sociologue français. Voir *L'entretien compréhensif* (2004).

⁹ Voir le chapitre 3 de cet essai.

les deux chapitres suivants, il sera question des réalisations qui ont découlé de ce stage. Le chapitre 2 présentera les résultats de recherche à proprement parler, tandis que le chapitre 3 traitera des activités de transfert de connaissances et de leurs retombées.

CHAPITRE 2 : RÉSULTATS DE RECHERCHE

Comme on l'a vu dans la section précédente, le stage a mené à la publication d'un rapport de recherche dont le point de départ et le fil conducteur ont été les thèmes de l'engagement et de la citoyenneté mondiale. On trouvera donc dans ce chapitre les principaux résultats de recherche concernant ces deux thématiques. Dans la première section, on verra notamment que le stage QSF permet aux participant-e-s de « mettre des visages sur des enjeux » et, dans bien des cas, d'accroître leur motivation à s'engager à leur retour. Dans la deuxième section, on pourra constater que la citoyenneté mondiale est un concept polysémique qui ne fait pas l'unanimité, mais que tou-te-s les stagiaires interviewé-e-s valorisent l'ouverture sur le monde¹⁰.

S'engager au retour du stage

D'une manière ou d'une autre, tou-te-s les participant-e-s à cette étude sont sensibles aux questions politiques, sociales et environnementales et veulent transformer le monde qui les entoure. Mais concrètement, que font-ils et que font-elles en ce sens? Quelle forme prend leur engagement et comment celui-ci a-t-il été façonné (ou non) par le stage QSF?

Des personnes déjà engagées

De prime abord, il faut mentionner que les stagiaires QSF sont souvent déjà engagé-e-s socialement avant leur expérience de stage. Une enquête statistique menée par le Secrétariat à l'aide internationale en 2004 auprès de l'ensemble des ancien-ne-s stagiaires QSF montrait effectivement que 85% d'entre eux et elles étaient impliqué-e-s avant leur stage :

Tableau 1 - Nombre de milieux d'implication avant le 1^{er} stage QSF

	Répondants
2 milieux d'implication ou plus	45 %
1 seul milieu d'implication	40 %
Aucune implication	15 %

Source : SAI, 2004, p. 24

¹⁰ Les personnes intéressées à lire l'ensemble du rapport pourront le consulter en annexe.

Ce sondage date un peu, mais il est plausible de penser que les réponses seraient semblables si la question était posée aujourd'hui. Les résultats ne sont nullement surprenants, dans la mesure où l'implication sociale et communautaire fait souvent partie des critères de sélection des stagiaires, bien que ces critères diffèrent selon les organismes de coopération internationale participant au programme.

Par ailleurs, certain-e-s stagiaires sont impliqué-e-s depuis longtemps. Dans les entretiens réalisés, plusieurs personnes ont mentionné avoir eu leurs premiers contacts avec l'implication sociale et politique à l'école secondaire (parfois dès l'âge de 12 ans), grâce à l'organisme Amnistie internationale. Elles étaient donc déjà sensibilisées à des enjeux internationaux, dont plusieurs qui sont abordés dans le cadre du programme *Québec sans frontières* (droits humains, environnement, droits des femmes, etc.). D'autres ont débuté leur implication active plus tard, mais ont l'impression que la volonté de changer les choses est présente chez eux et chez elles depuis un certain temps. Ainsi, Stéphane¹¹ dit que c'est par une grève étudiante au cégep qu'il a véritablement commencé à s'impliquer socialement et politiquement, mais qu'il a toujours eu un « côté politique » et de la « graine de militant ».

Le stage QSF contribue sans doute à activer ou à renforcer chez certain-e-s une « sensibilité militante » déjà présente. Selon l'étude du Secrétariat à l'aide internationale citée précédemment, il semble avoir un impact, quoique modeste, sur l'implication des stagiaires :

Tableau 2 - Nombre de milieux d'implication

	Avant le 1^{er} stage QSF	6 mois après le 1^{er} stage QSF
2 milieux d'implication ou plus	45 %	56 %
1 seul milieu d'implication	40 %	32 %
Aucune implication	15 %	12 %

Source : SAI, 2004, p. 24

On peut voir que les stagiaires, pour la plupart déjà impliqué-e-s avant leur expérience QSF, le sont plus fortement après celui-ci. En effet, six mois après leur stage, ils et elles sont légèrement moins nombreux-ses qu'avant le stage à n'avoir aucune implication et la proportion de stagiaires affirmant s'impliquer dans plus d'un milieu passe de 45% à 56%. Dans une autre enquête,

¹¹ Afin de préserver l'anonymat des personnes interviewées, tous les prénoms utilisés sont fictifs. De plus, pour réduire les chances d'identification, le pays de stage ou l'organisme avec lequel le stage a été fait ne sont pas mentionnés.

menée par Annick Bélisle en 2005 auprès de gens ayant effectué leur stage QSF avec le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke (CSI), 59% des répondant-e-s ont dit s'impliquer de façon active dans la société depuis la réalisation de leur stage (2005, p. 47).

Une diversité de lieux d'engagement

Savoir dans quelle mesure les stagiaires sont impliqué-e-s ne nous dit cependant rien sur la forme que prend leur implication. Afin de mieux comprendre ce que les personnes ayant répondu à son sondage considéraient comme de l'implication active, Annick Bélisle avait donc choisi d'intégrer à son enquête une question ouverte pour permettre aux participant-e-s de décrire leur engagement. Elle a ensuite pu regrouper les formes d'engagement en quatre catégories différentes (p. 30-31) :

- L'implication dans une structure formelle (association étudiante, groupe d'aide aux immigrants, groupe environnemental, etc.)
- L'implication au quotidien (choix de consommation, sensibilisation des proches)
- L'implication dans des projets de coopération internationale
- L'implication à travers son travail (tenter de changer les choses dans son milieu de travail ou choisir sa carrière en fonction de ses valeurs)

Les résultats des entretiens que j'ai effectués vont dans le même sens en ce qui concerne la diversité des lieux d'implication¹². Ils permettent aussi de voir comment une même personne s'implique de plusieurs manières différentes et à plusieurs échelles. Ainsi, un des répondants est impliqué dans son travail dans le domaine du développement durable; il habite dans une

¹² Cela dit, lorsqu'on leur demande si elles sont engagées socialement, plusieurs des personnes interviewées mettent surtout l'accent sur l'engagement dans des structures formelles. Elles ont donc parfois tendance à se considérer comme peu engagées ou moins engagées si elles ne sont pas activement impliquées dans un groupe, même si elles pratiquent des formes d'engagement plus informelles. Cet extrait d'entretien montre l'ambiguïté de la notion :

[En parlant de la consommation « éthique » ou « responsable »]

- Élizabéth: *Oui, c'est vrai que ça peut être une forme d'engagement, là.*

- Intervieweur: *Mais spontanément, tu le percevrais pas comme une forme d'engagement?*

- Élizabéth: *Non, j'avoue que j'y avais pas pensé. Ben c'est juste... Dans ma tête, engagement, c'est comme aller faire du bénévolat pour Équiterre. Fait que j'fais pas ça en ce moment, fait que j'me sens pas comme une personne engagée, mais j'prends le vélo, le transport en commun, j'ai pas de voiture. Ma vision de l'engagement, j'pense que c'est pas tant de faire des dons à des organismes, du bénévolat dans les organismes. J'aimerais ça, là, avoir le temps pis... Mais ma vision, c'est aussi, genre, au quotidien, qu'est-ce que tu peux faire? C'est utiliser ton vélo, acheter des produits bio, faire du sport, prendre soin de ta santé, prendre soin de la... de ton entourage. C'est comme l'impact qu'on a. Fait que j'sais pas. C'est vrai que ça peut être ma vision de l'engagement.*

coopérative; il siège sur le CA de plusieurs organismes; il a participé activement aux manifestations du printemps 2012; et il est maintenant organisateur de projets de coopération internationale. Un peu plus de la moitié des personnes interviewées ont un profil d'engagement semblable, soit celui d'individus qui sont fortement impliqués et dont l'implication correspond en même temps aux quatre types décrits par Annick Bélisle¹³. D'autres s'impliquent d'abord et avant tout dans le domaine de la solidarité internationale. D'autres encore disent s'impliquer surtout au quotidien à travers leurs choix de consommation ou dans leur vie personnelle en optant pour des emplois et des activités qui correspondent à leurs valeurs sociales, ce qui correspond à une tendance observée par Anne Quénari (2008) chez la jeunesse québécoise. Certain-e-s déplorent le fait de ne pas être aussi engagées qu'ils ou elles le voudraient. Toutefois, cependant, ont nommé au moins une des formes d'engagement décrites par Annick Bélisle dans son étude sur les ancien-ne-s stagiaires du CSI Sherbrooke.

« Mettre des visages sur des enjeux »

Il semble donc que les stagiaires s'impliquent plus à leur retour qu'avant leur expérience QSF, mais comment peut-on expliquer que le stage influence leur engagement? Dans une étude qui avait été faite pour Plan Nagua en 2005, les auteures notaient que le stage amenait les répondant-e-s à s'impliquer davantage entre autres parce qu'il leur donnait une expérience concrète à laquelle ils et elles pouvaient se référer pour justifier leur implication et parce qu'il leur permettait de prendre conscience des impacts de leurs actions (Gauthier et Olivier-d'Avignon, 2005, p. 28). À travers l'expérience du terrain, les réalités liées au développement, aux relations Nord-Sud, à la mondialisation et à d'autres concepts souvent appris durant la formation pré-départ cessent d'être abstraites. Pendant la rencontre du comité consultatif, une intervenante a bien décrit ce processus par lequel les stagiaires de groupes qu'elle a côtoyés en sont arrivés à « mettre des visages sur des enjeux » :

Ils ont mis des visages sur les phénomènes ou les enjeux, en fait. Le commerce équitable, en ayant travaillé avec des gens qui cultivaient du café équitable. Ben maintenant, ils ont des visages sur des gens qui cultivent. Ou on a rencontré des gens qui ont fui au Mexique pis aux États-Unis, là, illégalement et clandestinement. Ben maintenant, ils connaissent des gens. Ça a pu mettre des visages, des noms, des

¹³ Ce nombre élevé de personnes très engagées est peut-être un effet du mode de recrutement. En effet, ces personnes sont probablement plus susceptibles de se porter volontaires pour participer à un projet de recherche dont les thématiques rejoignent en partie leurs engagements. Néanmoins, il se peut aussi que cela reflète la réalité des ancien-ne-s stagiaires QSF. Le tableau du Secrétariat à l'aide internationale présenté ci-haut montrait en effet que plus de la moitié des ancien-ne-s stagiaires s'impliquaient dans deux milieux ou plus.

histoires, qu'ils ont vraiment côtoyés sur des enjeux dont on entend parler. Ça les sensibilise pis [...] ça enlève la distance, des fois. [...] Ça permet de côtoyer ces enjeux-là, en fait. De voir vraiment les impacts. Le coup d'État du Honduras en 2009, ben on a pu côtoyer des gens qui nous ont dit: "À cause de ça, ça a coupé l'aide internationale. Ça a coupé telle affaire". Donc ça vient mettre des visages pis des exemples micros qu'ils vont relier avec des enjeux mondiaux, en fait.

Plusieurs des personnes que j'ai rencontrées abondent dans le même sens et donnent des exemples de ce processus. Florence explique qu'elle a fait son stage dans un village où la pollution environnementale était flagrante, ce qui l'a amenée à prendre fortement conscience de l'ampleur du problème de la gestion des déchets et à remettre en question les pratiques occidentales :

Là-bas, n'importe quel petit déchet, on le gardait avec nous pis on attendait de retourner à la capitale pour le jeter dans une place qui a de la gestion de déchets plutôt que de le jeter dans la rivière comme tout le monde le faisait là-bas. [...] On voyait l'impact de chaque petit déchet là-bas. Fait que c'est ça qui m'a marqué plus au retour: toute la consommation, tous les déchets qu'on créait, le plastique qu'on produit ici. Fait que j'essayais de sensibiliser mon entourage proche au départ pis c'était pas toujours facile.

Ici, comme dans bien des cas, la prise de conscience est liée à une question environnementale et mène à une critique de ce qui se fait au Québec. Mais voir ce qui se passe ailleurs peut aussi amener une personne à faire un retour sur le sens de certains choix qui ont été faits au Québec dans le passé. Jean-François fait remarquer qu'on a tendance à prendre pour acquis certaines mesures sociales ou certains programmes sociaux, notamment parce qu'on n'a pas connu comment c'était avant qu'ils existent et parce qu'on n'a pas accès à des témoignages de l'époque. La découverte de la situation qui prévaut dans un autre pays vient alors éclairer notre compréhension de notre propre société et des décisions qu'elle a prises :

Ça nous permet de voir ce qui se passait avant, dans certains cas. [...] Tsé, des fois, l'assurance-maladie, dans certains pays, ça fait pas si longtemps qu'ils l'ont, par exemple. Mais là, tu comprends... T'as des témoignages vivants de cette époque-là. D'avant, comment c'était horrible, les assurances. Tsé, il y a des pays où l'avortement est illégal. Pis là, tsé, tu leur parles à ces gens-là, pis ils t'expliquent [...] qu'est-ce que ça amène l'avortement illégal. [...] Fait que c'est comme un espèce de rappel de pourquoi on a pris des décisions. Parce que des fois, ici, on oublie, tsé, pourquoi on a fait ça.

Par le fait même, pour Jean-François, cette prise de conscience a renforcé sa conviction selon laquelle certaines mesures étaient nécessaires et lui a permis d'étayer son discours lorsqu'il devait les défendre dans un débat. Une autre stagiaire utilise aussi ce qu'elle a vu lors de son stage pour étayer son discours, mais elle le fait dans le cadre de son travail pour un organisme de coopération internationale, en donnant des exemples concrets issus de son expérience personnelle dans un pays du Sud pour faire comprendre certains enjeux aux gens avec lesquels elle traite.

Trouver l'énergie pour s'engager

Deux stagiaires ont mentionné que le stage QSF avait été un point de départ de leur engagement. Une autre, Sarah, a présenté son séjour à l'étranger comme une sorte de moment-bilan, une occasion de réfléchir sur la personne qu'elle est et sur la personne qu'elle veut être. Le stage lui a permis de se rendre compte qu'elle voulait poursuivre dans la voie qu'elle avait choisie en ce qui concerne ses pratiques de consommation et ses implications sociales. Quelques-unes des stagiaires considèrent que le stage n'a pas réellement changé leur manière de s'engager, même s'il a pu confirmer ou renforcer des tendances déjà présentes. C'est que, selon elles, le stage s'adresse à des personnes qui sont souvent déjà convaincues. L'impact du stage est donc moindre. De plus, les personnes qui participent au programme QSF peuvent revenir au pays avec l'envie de partager ce qu'elles ont vécu avec leurs proches, mais vite se rendre compte qu'elles sont entourées de personnes qui sont déjà sensibilisées ou de gens qui ne veulent pas vraiment en entendre parler. Dans les deux cas, le potentiel de changement du stage est alors limité.

Toutefois, parmi les personnes rencontrées, celles qui disaient que le stage leur avait fourni la motivation pour s'engager étaient plus nombreuses que celles qui exprimaient de tels bémols. Anna s'investissait déjà dans différents groupes et comités avant de faire l'expérience QSF, mais elle dit en être revenue « trois fois plus motivée » à s'impliquer. Cela rejoint les propos de Philippe, pour qui voir les effets de son action dans le cadre de son stage a donné un second souffle à son engagement :

Ça m'a comme mis dans une situation où j'avais pas le choix de faire ça pis où j'voyais tout de suite la réaction que ça apportait. Ça m'a comme enthousiasmé pis ça m'a montré que j'étais capable aussi. Fait qu'il y avait ça qui était une espèce de valorisation, tsé, qui fait que la motivation vient par la suite, là, tsé.

Dans le même ordre d'idées, quelques ancien-ne-s stagiaires soulignent l'énergie positive et l'impression d'être utile qu'ils et elles ont ressentis dans leur pays d'accueil. Pour Jean-François, cela contraste avec ce qu'il a vu dans le milieu communautaire québécois, dans lequel il a travaillé :

J'trouvais que le milieu [communautaire] avait une énergie lourde, négative par moments. Il y a tellement de coupures. Il y a tellement du bon monde qui essaient de se battre, mais qui n'ont aucunement les moyens de quoi que ce soit. Pis j'trouve qu'au moins, en coopération [internationale], même si t'amènes rien, presque rien, c'est déjà mieux que rien. [...] C'est un peu égoïste, mais j'trouve que le milieu coopératif a une énergie positive, plus. Tsé, dans le fond, t'amènes de quoi. Qu'importe ce qu'il y a, t'amènes de quoi.

Ses expériences lui ont donc donné le goût de poursuivre son engagement dans le milieu de la coopération internationale, sans pour autant délaisser son implication au Québec. En somme, la participation à un stage QSF peut donner aux stagiaires une motivation accrue à s'engager socialement par la suite, lorsque leur engagement dans le contexte du programme QSF a été valorisant et lorsqu'ils en ont vu les retombées.

Choc du retour et retour du désir de s'engager

Pour plusieurs stagiaires, la période du retour est particulièrement marquante. Ils et elles peuvent vivre une sorte de choc qui prend une forme différente pour chacun-e. Le phénomène est bien connu des organismes de coopération internationale. Une intervenante du comité consultatif le décrivait de cette façon :

Quand ils reviennent dans leur société québécoise, ils ont souvent un choc. On dit un choc de retour. Oui, c'est psychologique et tout, mais c'est parce qu'on ne comprend plus, on a de la misère à comprendre. On ne sait plus trop comment réfléchir pis nos points de repère sont un peu brouillés et tout.

Pour certain-e-s, ce choc du retour se manifeste en pratique par une volonté de changer radicalement ses pratiques de consommation. Une stagiaire raconte par exemple qu'en voyant la quantité d'objets qu'il y avait dans sa chambre à Montréal, elle a été atterrée parce qu'elle ne voyait plus la pertinence de posséder autant de biens. Elle a donc décidé, sur le coup, de donner énormément de choses. Elle affirme aussi s'être chicanée avec des proches parce qu'elle voulait tout changer, ce qui la poussait à critiquer et à confronter les gens. Cette attitude a été partagée par d'autres stagiaires qui avaient un très fort désir de sensibiliser leurs proches dans les semaines suivant leur retour, mais qui avaient tendance à le faire d'une manière agressive :

J'étais beaucoup dans la dénonciation. [...] J'confrontais. Pis c'était pas la meilleure technique à adopter parce que c'était pas super bien reçu, mais c'était dans ce mode-là que j'me sentais. C'est ça. Au retour, c'était beaucoup ça.

Le retour d'un stage QSF est donc un moment de grande sensibilité, qui peut mener à des changements majeurs à court terme. Cette sensibilité s'estompe par la suite. Certaines pratiques et certaines attitudes que les stagiaires ont adoptées à leur retour s'effacent. D'autres qu'ils avaient abandonnées reviennent :

Tsé, tu reviens, t'es super confrontée. "Hey, tu gaspilles l'eau!" Tsé, on dirait que tu fais la morale à tout le monde, là. Mais tsé, on dirait que ça... On la reprend vite, cette habitude-là.

Pourtant, ça ne veut pas dire que le stage n'a pas eu d'effets à long terme. Des idées et des habitudes acquises au cours du stage peuvent disparaître pendant un temps, puis ressurgir beaucoup plus tard, quand le contexte s'y prête. Le parcours d'un des répondants est révélateur à ce sujet. Martin n'était pas du tout impliqué avant son stage QSF. À son retour, le fait d'avoir vécu dans un pays d'Afrique de l'Ouest l'aide à tisser des liens avec l'association des étudiants africains de son université. Il fait alors le relais entre les demandes des étudiants africains et l'administration de l'université. Ensuite, il participe à la fondation d'un comité d'intégration des étudiants internationaux qui marche très bien. Après l'université, pourtant, différents facteurs font en sorte qu'il cesse presque complètement de s'impliquer. Plus de dix ans plus tard, il a une rencontre marquante avec quelqu'un qui est parti à l'étranger. Il se dit alors :

Ah, c'est vrai! Moi, j'avais cette fibre-là en moi. Ça serait peut-être bon que je la réanime.

Il décide donc à ce moment-là de contacter un organisme de coopération internationale bien connu. Depuis, il fait régulièrement du bénévolat avec cet organisme et il est devenu ambassadeur QSF.

On peut donc penser que le stage QSF a des effets qui restent enfouis et qui ressortent quand le contexte le permet. De plus, le séjour sur le terrain contribue à stimuler l'engagement social des stagiaires parce qu'il leur permet de voir concrètement des réalités dont ils et elles ont entendu parler auparavant et parce qu'il leur donne la possibilité de constater quelle influence leurs gestes peuvent avoir. Dans bien des cas, cette prise de conscience les incite à donner davantage de leur temps au profit de différentes causes.

Citoyenneté mondiale et identité québécoise

Comme on l'a vu dans le chapitre 1, l'expression « citoyen-ne du monde » a été un des points de départ de cette recherche. Cette expression est utilisée par l'AQOCI et par les organismes de coopération internationale. Elle est aussi employée dans le monde académique et apparaît de temps à autre dans les médias de masse, mais il est rare qu'elle soit définie clairement. Lors des entretiens réalisés, j'ai cherché à savoir ce que cette expression pouvait signifier pour d'ancien-ne-s stagiaires QSF et dans quelle mesure ils ou elles s'y reconnaissaient.

Respect pour les autres cultures, solidarité humaine et conscience globale

Environ la moitié des répondant-e-s s'est définie comme « citoyen-ne du monde ». Parmi ceux-ci et celles-ci, plusieurs l'ont fait spontanément et avec enthousiasme en cours d'entretien ou en réponse à une question ouverte sur les groupes ou les communautés auxquels ils ou elles s'identifient, avant même que j'aie posé de questions à ce sujet. Pour ceux et celles qui se disent citoyen-ne-s du monde, l'expression revêt plusieurs sens différents, mais complémentaires. D'abord, elle renvoie au constat selon lequel les sociétés d'aujourd'hui sont toutes multiculturelles :

J'suis citoyenne du monde avant tout. Ouais, ben on est tellement dans des sociétés... Le monde est multiculturel, maintenant. Comme juste être à Montréal... En fait, c'est ma première année à Montréal aussi, pis là, j'suis sous le choc de "Wow, il y a tellement d'origines"... Les gens sont tous d'origines différentes.

Abondant dans le même sens, Geneviève souligne qu'il est impossible de nier la diversité culturelle de nos sociétés puisqu'on la voit partout autour de nous. Elle donne l'exemple d'un restaurant moyen-oriental qui se trouve en face du lieu où se déroule l'entretien. Selon elle, la diversité culturelle constitue une richesse et il importe de s'intéresser aux autres cultures, de faire preuve de respect envers celles-ci, notamment en voyage :

J'pense qu'être citoyen du monde... voyager citoyen du monde, là, c'est beaucoup de respect envers l'autre culture, je pense.

Au-delà du respect envers les autres cultures, l'expression « citoyen du monde » renvoie aussi, pour ceux et celles qui y adhèrent, à l'idée d'une solidarité qui s'étend à l'humanité entière. Les citoyen-ne-s du monde se considèrent comme partie prenante d'un ensemble qui inclut tous les êtres humains et dans lequel tous devraient être également reconnus. Chloé se dit ainsi qu'elle est ouverte sur le monde, mais aussi issue du monde :

On fait partie d'un tout. Citoyen du monde, c'est de dire : « J'appartiens à l'ensemble de la planète. Je vaudrais autant qu'un monsieur qui vient de n'importe où sur la planète, du coin le plus reculé. C'est un citoyen autant que moi ».

Bien sûr, ceux et celles qui mettent de l'avant cette idée savent très bien qu'il s'agit d'un idéal qui est loin d'être atteint dans la pratique. Chloé juge d'ailleurs que l'expression « citoyen-ne du monde » a quelque chose de « québécoise », même si elle s'y reconnaît. Sarah, quant à elle, dit s'identifier fortement comme citoyenne du monde tout en admettant que ça peut sembler naïf :

C'est juste un refus des frontières dans l'fond. [...] Justement, on est tous des êtres humains pis il n'y a aucune raison que toi, tu n'aies pas le droit de passer là [...] pis il n'y a pas de raison que tu décides que ça, c'est chez toi, ça, c'est chez moi. La Terre appartient à tout le monde. C'est vraiment une question aussi d'égalité de tout le monde. Si tu veux

venir chez nous [...], il n'y a pas de raison qu'on t'en empêche. [...] C'est naïf, là, comme définition. Clairement. C'est juste que ça a quelque chose de très solidaire qui me plaît, là.

La solidarité envers les autres humains reste souvent implicite dans le discours des interviewé-e-s. Ce qui est le plus mentionné, pour décrire ce que peut être une « citoyenneté mondiale », c'est plutôt l'idée d'une conscience globale. Il s'agit de s'informer sur ce qui se passe ailleurs, sans pour autant négliger ce qui se passe là où l'on se trouve :

[J]'habite à Montréal, mais je garde l'œil ouvert sur la situation mondiale.

Cette capacité à se tenir au courant de ce qui se passe ailleurs dans le monde dépend des démarches personnelles de l'individu (pour s'informer par le biais des médias), mais aussi de ses liens avec des personnes qui se trouvent ailleurs ou qui sont originaires d'ailleurs. Stéphane parle en ce sens de son travail dans un milieu multiethnique :

À cette époque-là, on se disait tout le temps: « Ah, on est des citoyens du monde. On est branché. On a de la famille ailleurs. On sent que, quand on se parle, on est capable d'être feedé sur le monde en même temps ».

Mais, pour les stagiaires, avoir une conscience globale, ce n'est pas seulement savoir ce qui se passe dans d'autres pays; c'est surtout en tenir compte dans sa vie quotidienne. Insistant sur l'importance d'être conscient-e de l'interdépendance des sociétés, les ancien-ne-s stagiaires interviewé-e-s soulignent que, justement parce que toutes les sociétés sont interreliées, il faut que nous prenions en considération les impacts de nos gestes. Pour eux et pour elles, il ne s'agit donc pas de s'intéresser de manière abstraite au reste du monde, comme s'il s'agissait d'une réalité extérieure à la leur. Il s'agit au contraire de reconnaître pleinement que la vie des habitant-e-s des autres pays a des répercussions sur la nôtre et que les actions posées en Occident – par des individus ou par des organisations, des entreprises et des gouvernements – ont des impacts ailleurs dans le monde. À ce sujet, les opinions exprimées par les employé-e-s d'organismes de coopération internationale qui ont participé au comité consultatif font écho à celles des ancien-ne-s stagiaires interviewé-e-s. Reflétant des affirmations semblables faites par d'autres membres du comité, une intervenante décrit ce qu'est être citoyen-ne du monde :

C'est de poser tes actions en pensant : « On est tous interreliés ». Pis on s'en rend compte en faisant QSF qu'on est tous interdépendants, tous interreliés pis que la citoyenneté mondiale, c'est quand tu commences à prendre conscience que chacune de tes actions, ben elle a un impact à travers la planète. [...] Fait qu'on dirait que ça m'a interpellé, tout à coup, cette expression-là. Poser des gestes en étant conscient de... Vivre son quotidien en ayant conscience de l'interrelation des gens sur la planète.

Les stagiaires interviewé-e-s tiennent des propos similaires. Par exemple, Stéphane affirme que le terme « citoyen-ne du monde » lui va tout à fait, dans le sens où il pense qu'on est citoyen-ne du monde quand on est en phase avec la réalité de gens de partout et quand cette réalité

influence notre propre vie. Pour clarifier ce qu'il veut dire, il se lance dans un récit où il explique comment, selon lui, il faut être cohérent et tenir compte des impacts de nos choix, notamment en matière de consommation. En effet, une collègue lui parlait avec enthousiasme de son idée de vendre du chocolat pour financer un projet de coopération internationale en Afrique, mais elle n'avait pas pensé à s'assurer que le chocolat vendu serait équitable. Il lui a fait remarquer qu'il y avait là une incohérence à laquelle il fallait remédier. Du point de vue des ancien-ne-s stagiaires QSF qui adhèrent à ce concept, la « citoyenneté mondiale » n'est donc pas un concept passif. Elle implique d'être sensible à ce qui se passe autour de la planète, mais aussi d'agir en conséquence.

Pluralité des appartenances ou centralité de la culture nationale?

Cependant, plusieurs répondant-e-s rejettent l'expression « citoyen-ne du monde », affirmant qu'elle ne leur correspond pas du tout. Un stagiaire dit par exemple :

C'est comme trop galvaudé pour moi. J'étais en voyage là pis tsé: « Hey, I'm a citizen of the world. Oh, sorry, I don't speak French or I don't speak Spanish or I don't speak... ».

D'autres sont ambivalents par rapport à cette expression, ne sachant pas trop quoi en penser ou la trouvant trop abstraite. Pourtant, ceux et celles qui ne s'identifient pas comme citoyen-ne-s du monde partagent plusieurs des attitudes que les autres associent à la notion de « citoyenneté mondiale ». En effet, tou-te-s les stagiaires rencontré-e-s sont attaché-e-s à l'idée d'une solidarité qui s'étend à l'ensemble de l'espèce humaine. Qu'ils ou elles se disent citoyen-ne-s du monde ou non, les stagiaires ayant pris part à cette étude accordent tout autant d'importance au fait de comprendre et de respecter les autres cultures. De plus, ils ou elles parlent presque tou-te-s d'une manière ou d'une autre de conscience globale. Dans ce cas, comment expliquer que des gens qui semblent partager le même type de valeurs cosmopolites aient des réactions opposées face à une même expression qui, pour plusieurs d'entre eux et elles, est justement associée à ces valeurs?

Ce qui les distingue, en fait, c'est surtout l'importance qu'ils et elles accordent à la culture nationale dans la formation des identités. Tout en étant la plupart du temps attaché-e-s à leur identité nationale, ceux et celles qui se disent citoyen-ne-s du monde tendent parfois à minimiser l'importance de celle-ci. L'un des répondants, par exemple, explique que, pour lui, la citoyenneté au sens identitaire ou national du terme n'est pas importante. Elle peut être utile pour décrire d'où l'on vient, mais sans plus. Par contre, il accorde une importance fondamentale

à la citoyenneté au sens civique, c'est-à-dire celle qui concerne l'engagement social et politique dans une communauté. Par ailleurs, ceux et celles qui s'identifient comme citoyen-ne-s du monde ont tendance à insister sur la pluralité des appartenances, sur les sources multiples de l'identité d'une personne :

Ça veut dire que ben, entre autres, ma personnalité, je l'ai faite en voyageant donc, tsé, j'ai comme des aspects de plein de pays qui sont en moi. J'suis pas juste québécoise d'origine pis fixe.

La culture québécoise peut occuper une place importante, mais elle reste une appartenance parmi d'autres dans un contexte où l'individu est façonné par de multiples influences culturelles de toutes sortes. Suivant cette logique, l'une des répondantes s'est décrite comme « citoyenne du monde avant tout », ce qui implique, pour elle, d'éviter de se présenter comme québécoise lorsqu'elle est à l'étranger et de mettre plutôt de l'avant les identifications qu'elle a choisies, comme son domaine d'études (par opposition à l'identité nationale, qu'elle considère comme une catégorie imposée par la naissance).

À l'inverse, ceux et celles qui rejettent l'expression « citoyen-ne du monde » insistent sur la place centrale de la culture nationale dans leur identité. Quand on lui demande si elle se considère comme « citoyenne du monde », Florence répond :

Non, non, parce que j'ai toujours une appartenance plus forte au Québec. Non, je trouve ça drôle le monde qui se disent citoyens du monde. C'est trop hippie pour moi. [...] Ben non, parce que je me sens toujours plus chez moi ici qu'ailleurs pis même si je me sens bien ailleurs aussi, dans une autre culture, non, j'peux pas passer par-dessus le fait que j'suis quand même québécoise à la base, là.

Pour les ancien-ne-s stagiaires qui sont du même avis qu'elle, la culture nationale joue un rôle majeur dans la construction de soi parce qu'elle est véhiculée dès le plus jeune âge par la famille, les amis, les institutions. Ils et elles évoquent donc leurs racines, les lieux où ils et elles ont grandi, que ce soit au Québec ou ailleurs. En témoigne Anna, née hors du Québec :

Moi, je trouve qu'on a tous nos racines quelque part. Fait que moi, c'était en [Nom du pays] pis c'est grâce à ça que je suis la personne que je suis en ce moment pis c'est les expériences que j'ai vécues là-bas pis ici aussi qui m'ont aidées à me redéfinir, là. Mais j'peux pas dire absolument que je suis citoyenne du monde quand je sais qu'au fond de moi, j'suis plus définie par ma culture [d'origine].

Par extension, c'est justement parce qu'ils et elles considèrent que la société dans laquelle on grandit définit notre personnalité que les ancien-ne-s stagiaires qui partagent cette conception des choses veulent en savoir plus sur les autres cultures. En effet, pour comprendre une autre personne, il faut savoir d'où elle vient, ce qui suppose d'accorder une attention particulière à toutes les nuances de la diversité culturelle. De plus, en raison de la richesse et de la

complexité des différentes cultures, acquérir une véritable compréhension de l'autre demande du temps et de l'énergie. Ceux et celles qui rejettent l'étiquette « citoyen-ne du monde » sont donc généralement critiques des gens qui s'intéressent aux autres cultures uniquement de manière superficielle :

J pense pas qu'on puisse se dire citoyen du monde en ayant parcouru genre cent pays du monde, là, mais que t'as passé quatre jours dans la capitale de chacun de ces pays-là à aller dans une auberge de jeunesse avec des gens qui ne venaient pas de ce pays-là, mais bien de partout ailleurs dans le monde.

Dans certains cas, ils et elles critiquent aussi l'expression « citoyen-ne du monde » parce qu'elle peut être associée à une forme de privilège que détiennent les personnes occidentales, qui peuvent se permettre de voyager parce qu'elles en ont généralement les moyens financiers et parce que leur passeport est reconnu partout. De l'avis d'Élizabeth, les habitant-e-s du pays d'Amérique centrale où elle a séjourné pourraient bien vouloir se dire citoyen-ne-s du monde, mais ils et elles n'ont pas la même possibilité de parcourir le monde que les jeunes Nord-Américain-e-s issus de la classe moyenne. Un autre répondant, Jean-François, en rajoute, en soulignant que l'expression « citoyen-ne du monde » s'est aussi faite approprier par des individus qui n'ont pas le souci des autres et la conscience sociale qui sont valorisées par les ancien-ne-s stagiaires QSF : un homme d'affaires qui voyage constamment et qui a des usines partout dans le monde peut lui aussi se dire « citoyen du monde », mais l'expression aura alors un sens fort différent. L'observation faite par Jean-François coïncide avec les données recueillies par le chercheur Hans Schattle, qui s'est penché sur le sens donné à l'expression « citoyenneté mondiale » dans l'espace public. Ayant analysé 500 articles de journaux et plus d'une centaine d'entretiens avec des personnalités publiques qui emploient le concept de « citoyenneté mondiale », il en conclut que l'expression est principalement associée à deux grands courants. Le premier, qu'il qualifie de « républicain civique », met de l'avant des valeurs comme la conscience sociale, la responsabilité, la participation et l'empathie interculturelle. Quant au second, qu'il qualifie de « libertarien », il est associé à des notions comme la mobilité internationale et la compétitivité (Schattle, 2005, p. 120). Visiblement, c'est surtout ce dernier courant que rejette Jean-François, tandis que les stagiaires QSF qui se disent citoyen-ne-s du monde font surtout référence au premier courant, axé sur la participation sociale et sur la rencontre interculturelle.

L'ouverture sur le monde, une idée consensuelle

Bien qu'ils et elles se distinguent de manière significative sur le plan de l'importance accordée à l'identité nationale, les citoyen-ne-s du monde et ceux et celles qui ne se reconnaissent pas dans cette étiquette se rejoignent quant au fait d'avoir une sensibilité internationale. D'ailleurs, parmi ceux et celles qui ont des réticences par rapport à l'expression « citoyen-ne du monde », quelques-un-e-s ont affirmé qu'ils et elles se reconnaîtraient dans cette expression si on définissait un-e citoyen-ne du monde comme étant quelqu'un qui a une conscience globale, c'est-à-dire une conscience des liens entre les sociétés et des répercussions internationales de nos gestes.

De plus, tou-te-s les stagiaires interviewé-e-s se considèrent comme des personnes ouvertes sur le monde. À ce sujet, les définitions de l'ouverture sur le monde proposées se rejoignent sur l'essentiel. D'une part, il s'agit de s'intéresser aux autres en prenant véritablement le temps d'essayer de les comprendre et d'échanger avec eux. D'autre part, être ouvert-e sur le monde, c'est se retenir de juger précipitamment et dépasser ses premières impressions pour tenter de réellement connaître l'autre. Elizabeth le résume de cette manière :

Ça signifie que, quand t'arrives dans une nouvelle communauté, dans un nouveau pays, de pas juger au premier degré. Genre comment ça fonctionne dans ce pays-là. Pis de prendre le temps de s'asseoir avec les gens de ce pays-là pis de jaser avec eux pis de voir comment ça marche pour eux pis comment ils réfléchissent, comment ils conçoivent la vie.

L'ouverture sur le monde, toutefois, n'est pas une attitude qui se pratique exclusivement lorsqu'on est à l'étranger. Une ancienne stagiaire parle de « s'intéresser à ce qui t'entoure » en soulignant que « ce qui t'entoure », c'est autant l'environnement immédiat que la société dans laquelle on vit, ou encore le monde dans son ensemble. Cela met en évidence le fait que, pour les stagiaires QSF, il n'y a aucune contradiction entre s'intéresser à ce qui se passe ici et s'intéresser à ce qui se passe ailleurs. À l'inverse, il s'agit plutôt de choses complémentaires.

Il n'y a pas non plus de contradiction entre ouverture sur le monde et appartenance nationale. À l'exception d'une stagiaire ayant immigré au Québec relativement récemment et s'étant définie par son pays d'origine, tou-te-s les stagiaires interviewé-e-s se sont défini-e-s comme québécois-e à un moment ou à un autre de l'entretien¹⁴. De plus, lorsque je leur ai demandé « Spontanément, si tu devais te définir, peux-tu me dire à quelles groupes ou à quelles communautés tu appartiens », la moitié des répondant-e-s ont nommé leur nationalité

¹⁴ Même si, comme on l'a vu, cette identification est très importante pour certain-e-s et l'est moins pour d'autres.

en premier. Il semble donc clair que, dans la très vaste majorité des cas, s'ouvrir sur le monde n'implique aucunement d'abandonner son attachement à une collectivité nationale donnée. Cela est tout à fait cohérent avec d'autres études portant sur des sujets connexes. Par exemple, Jennie Germann Molz a étudié les blogues de voyage d'individus ayant choisi de faire le tour du monde. Elle a constaté que, pour ces voyageurs et voyageuses, visiter d'autres pays, s'intéresser à d'autres cultures, c'est souvent un moyen de cerner les contours de leur propre identité nationale (2005, p. 528).

Une reformulation des frontières de l'appartenance

Il est en effet probable qu'un voyage d'assez longue durée comme celui du stage *Québec sans frontières* amène les stagiaires à revoir leur conception de l'identité québécoise. Dans un ouvrage qui porte sur l'expérience vécue par des jeunes de l'Europe lors d'échanges étudiants internationaux, le sociologue Vincenzo Cicchelli parle de *reformulation des frontières de l'appartenance* pour décrire le mouvement par lequel les jeunes qui partent en échange développent des appartenances transnationales au fil de leurs rencontres. Sur la base de certains traits culturels communs à deux ou à plusieurs sociétés, ils et elles se reconnaissent comme membres d'un ensemble culturel plus large. Un exemple – qui peut paraître anecdotique, mais qui est tout de même révélateur – est celui de la cuisine :

Des jeunes Italiens et Grecs reconnaissent volontiers des points communs à leurs cuisines. Même si les recettes ne sont pas identiques, ils peuvent identifier des saveurs déjà connues et s'en servir pour conclure à une appartenance à un ensemble plus large transcendant leurs cuisines nationales respectives : ils utilisent alors l'expression de « cuisine méditerranéenne » (Cicchelli 2012, p. 219).

Le même phénomène s'observe parmi les personnes ayant fait un stage *Québec sans frontières*. Pour un des stagiaires, par exemple, le stage en Amérique latine a été une occasion de réaliser ce que le Québec partage avec cette région du monde :

Comme j'dis, j'ai vraiment un recul sur notre société. Ça m'a permis un recul social. [...] Pis même avec l'Amérique latine, ça m'a montré aussi d'être fier d'être latin. Pis que l'Amérique est latine. Souvent, on l'oublie au Québec. On a l'impression d'être une minorité, mais on est une majorité latine, tsé. On fait partie d'une majorité, mais on s'en rend pas compte. On est comme, oui, un bassin entouré d'anglophones, mais on fait partie d'une majorité qui est latine. Pis entre l'espagnol et le français, tsé, c'est très rapide, la compréhension. [...] En français pis en espagnol, tu penses à 98% de la même façon. [...] Moi, ça m'a permis vraiment de me rendre compte de ça, ouais. Que l'Amérique est latine. Que certaines façons de faire sociales québécoises ont un sens. Tsé, même si en Amérique du Nord, ça n'a pas de sens. En Amérique, ça a un sens.

Outre les similitudes perçues en termes de « façons de faire », il n'est pas anodin qu'il parle de la proximité linguistique. En plus d'être une part centrale de l'identité nationale, la langue sert à communiquer, et donc à établir des ponts pour franchir les différences culturelles et établir des contacts avec les habitant-e-s d'un autre pays. C'est aussi ce qu'a constaté Geneviève, qui a fait son stage en Afrique de l'Ouest et qui considère que la langue française permet de se rapprocher des francophones d'ailleurs :

[Ç]a a été mon identité québécoise qui m'a permis de nouer des liens avec ma famille [d'accueil] parce que j'suis francophone. [...] On a le même langage. On a le même code pour parler. Donc ouais. Moi, ça me touche beaucoup. J' préfère voyager dans des communautés francophones. Juste parce que j'trouve que l'échange est meilleur. Le contact, le premier contact est plus facile.

Le rapprochement peut aussi se faire sur la base d'une situation commune dans laquelle les différents peuples se trouvent ou se sont trouvés. Ainsi, pour deux des répondants rencontrés, le Québec a historiquement été une nation colonisée et il est donc possible d'établir certains parallèles avec ce qu'ont vécu les peuples africains. Selon Stéphane, cette expérience historique commune peut peut-être contribuer à une certaine compréhension mutuelle entre habitant-e-s de deux régions du monde qui ont connu une certaine forme de colonisation.

Ce qui relie ces différents exemples, c'est que la découverte de caractéristiques communes au Québec et au pays visité permet de voir le Québec comme une partie prenante d'un ensemble culturel plus grand qui peut prendre différentes formes (les pays latins, les pays francophones, les pays qui ont vécu la colonisation, etc.), mais qui, dans tous les cas, dépasse les frontières nationales. En rattachant le Québec à différents ensembles transnationaux, les stagiaires QSF se donnent la possibilité de redéfinir leur propre identité à la lumière de ce qu'ils ou elles ont pu constater dans le cadre de leur stage. C'est un processus semblable que décrit une intervenante lors du comité consultatif. Elle remarque que le séjour à l'étranger est l'occasion de mieux cerner les contours de notre propre identité nationale, notamment en prenant conscience de la façon dont elle a pu être influencée par différentes cultures :

Moi, j'ai tendance à penser que ça l'aide à définir notre propre identité quand on va ailleurs. C'est sûr qu'on revient avec des nouveaux éléments [...] avec lesquels on a pu développer des affinités. Personnellement, j pense que ça peut aider à comprendre plus notre identité. [...] J'ai discuté de ça souvent avec des gens qui ont fait QSF aussi, l'aspect de nous-mêmes de se réapproprier nos racines. Parce qu'étant donné qu'on a un passé aussi d'immigrant, le fait que tsé... Comme moi, j'prends mon exemple personnel, le fait d'avoir été dans des communautés andines et en lien avec les Premières nations, je reviens ici pis je me suis réapproprié mes racines autochtones. [...] Pis j'ai parlé de ça avec plein de gens aussi qui ont dit: « C'est vrai. La plupart des Québécois, on a des racines des Premières nations » ou « Ah ben, mon arrière-grand-mère est irlandaise ».

Donc l'identité... C'est quoi l'identité québécoise? C'est aussi le passé d'immigrant pis tout ça. Pis ça, souvent, c'est lié avec Québec sans frontières.

En somme, à travers leur expérience QSF, nombre de stagiaires prennent conscience de ce qui les rattache au reste du monde. Ils et elles développent ou approfondissent une conscience globale, qui leur permet de mieux cerner les liens d'interdépendance entre les pays. Ce faisant, leur engagement social et politique, à toutes les échelles, prend un sens nouveau puisqu'ils et elles ont alors le sentiment que leurs actions ont une portée plus large, sachant que les gestes posés ici ont aussi des répercussions ailleurs dans le monde.

CHAPITRE 3 : DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT RÉALISÉES

Une des exigences de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique est la réalisation d'au moins une activité de transfert de connaissances vers le milieu scientifique et une activité de transfert vers le milieu d'action. Au cours de mon stage, différentes opportunités de transfert se sont présentées. Celles-ci seront décrites et analysées dans l'ordre chronologique de leur réalisation. À la fin du chapitre, je tenterai de faire un bilan critique des retombées de ces activités.

Rencontre du comité consultatif

Lors de la rencontre du comité consultatif, sept personnes étaient présentes, provenant d'autant d'organismes de coopération internationale. Techniquement, cette rencontre n'était pas une activité de transfert. Elle avait plutôt pour but de jeter les bases du projet et de me permettre de bien cerner quelles étaient les conceptions des gens du milieu par rapport à certaines notions clés abordées dans le cadre du projet. Cela dit, pour lancer la discussion, j'ai commencé la rencontre par une courte présentation incluant des références à différentes études qui ont été faites sur les retombées de stages de solidarité internationale, au Québec et ailleurs dans le monde. Cette revue de la littérature, faite de manière informelle et non exhaustive, a permis aux intervenant-e-s du milieu de se renseigner dans une certaine mesure sur différentes études et sur différentes initiatives qu'ils et elles ne connaissaient pas nécessairement au préalable.

Par ailleurs, bien que l'AQOCI organise déjà plusieurs fois par année des événements qui permettent aux intervenant-e-s du milieu de réfléchir à leurs pratiques, la rencontre du comité consultatif a fourni une occasion additionnelle de questionner certaines façons de faire. En ce qui concerne la compréhension des liens Nord-Sud, par exemple, deux des personnes présentes se sont permis de lancer une discussion sur la façon de concevoir les formations destinées aux futurs stagiaires QSF. De l'avis d'un des intervenant-e-s, celles-ci devraient adopter une approche davantage pluraliste, où différentes perspectives parfois opposées seraient présentées pour donner la chance aux futur-e-s stagiaires de se forger leur propre opinion. Allant un peu dans le même sens, une autre intervenante a mis de l'avant l'idée d'intégrer aux formations des techniques pour amener les futur-e-s stagiaires à réfléchir de

manière plus approfondie et plus critique à ce qu'ils et elles apprennent. Comme il ne s'agissait pas de l'objet premier de la rencontre, ces réflexions n'ont pas été poussées beaucoup plus loin. On peut néanmoins penser que la rencontre a constitué un espace où ces idées ont pu circuler et être formulées publiquement, laissant présager d'autres échanges fertiles dans l'avenir.

Présentation lors d'un colloque sur l'engagement des jeunes, ACFAS, 6 mai 2013

L'édition 2013 du congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) a été l'occasion d'effectuer ma première activité de transfert vers le milieu scientifique. J'y ai fait une présentation intitulée « *Vers une citoyenneté globale? Devenir un citoyen engagé par le biais de la solidarité internationale* », dans laquelle je me penchais sur la forme que prend l'engagement des stagiaires QSF et sur la façon dont celui-ci s'articule avec leur conception de la citoyenneté.

Cette présentation a eu lieu devant une vingtaine de chercheur-e-s et d'étudiant-e-s dans le cadre d'un colloque organisé par l'Observatoire Jeunes et société et dont le titre était « Repenser l'engagement des jeunes : contraintes et actions dans diverses sphères de la vie ». L'objectif du colloque était de « revoir la notion d'engagement, à partir de divers champs d'expertise et terrains empiriques (engagement citoyen, engagement dans les études, engagement dans le travail, engagement familial, parental et conjugal, etc.) » (Gallant, 2013) afin de mettre en lumière ses différentes modalités. Dans ma présentation, j'ai notamment mis l'accent sur la pluralité des formes d'engagement des stagiaires QSF, tant en ce qui concerne l'échelle d'action (locale, nationale, internationale) que les lieux d'implication (structures formelles, engagement au quotidien, engagement dans le travail, etc.). Je m'inscrivais donc bien dans la thématique du colloque. À preuve, certains éléments mentionnés au cours de ma présentation ont par la suite été repris par d'autres participant-e-s au colloque au cours des échanges qui ont eu lieu durant l'évènement. Par ailleurs, ma présentation était complémentaire de celle de Frédérick Nadeau, qui participait au même panel que moi. En effet, l'exposé de celui-ci portait sur le rapport au politique et sur le degré de cosmopolitisme des collégien-ne-s de la région de Québec. Les thématiques abordées étaient donc semblables (engagement politique, cosmopolitisme), mais la population ciblée avait des caractéristiques différentes puisque Frédérick Nadeau avait voulu sonder les cégépien-ne-s en général tandis que je m'étais adressé à une catégorie de jeunes particulièrement cosmopolites. Cela a pu donner lieu à des échanges fructueux à partir de nos observations respectives.

Il est à noter que, lorsque j'ai effectué cette présentation, j'avais réalisé environ le tiers de mes entretiens semi-dirigés. Il s'agissait donc de résultats préliminaires et certaines des conclusions auxquelles j'étais parvenu ont par la suite été modifiées grâce à l'ajout de nouvelles données. L'exercice a cependant été intéressant dans la mesure où il m'a permis de faire les premiers pas de l'analyse et de les confronter à la discussion collective.

Présentation dans le cadre d'un cours de méthodes quantitatives PRA8110, 9 septembre 2013

Dans le cadre du cours de méthodes quantitatives PRA8110 offert à l'INRS pour l'obtention de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, la coutume veut que les étudiant-e-s réalisent ensemble une enquête quantitative. Normalement, cette enquête prolonge le travail effectué dans le cours de méthodes qualitatives qui a lieu à l'automne précédent (alors que le cours de méthodes quantitatives se donne à l'hiver). Pour l'année scolaire 2013-2014, toutefois, les deux cours ont été intervertis. Dans ce contexte, Nicole Gallant, qui enseigne le cours de méthodes quantitatives, a proposé que l'étude qualitative sur les stagiaires QSF que j'étais en train de mener serve de point de départ à la réalisation, par les étudiantes du cours, d'une enquête quantitative portant sur les mêmes thématiques, menée en partenariat avec l'AQOCI. Pour mettre en branle ce projet, j'ai donc fait une présentation devant les deux étudiantes du cours, qui ne connaissaient pas le sujet, mais qui se sont tout de même senties interpellées parce qu'elles connaissaient des gens qui avaient participé à des stages semblables aux stages *Québec sans frontières*.

Cette présentation a été l'occasion d'élaborer certaines questions de recherche auxquelles seule une enquête quantitative pouvait véritablement répondre :

- Est-ce que les ancien-ne-s stagiaires qui travaillent dans le domaine de la coopération internationale sont plus engagé-e-s socialement que ceux et celles qui ont opté pour un autre domaine professionnel?
- Est-ce que ceux et celles qui habitent dans une grande ville comme Montréal ou Québec ont un profil d'engagement plus diversifié que ceux et celles qui habitent en milieu rural ou dans de plus petites villes?
- Est-ce qu'il y a plus de personnes qui se disent citoyen-ne-s du monde dans les grandes villes?

Cette présentation a aussi jeté les bases d'une collaboration qui s'est prolongée tout au long de la session d'automne 2013.

Présentation lors du colloque annuel de l'AÉDDHUM, 25 septembre 2013

Chaque année, l'Association des étudiant-e-s diplômé-e-s du département d'histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM) organise un colloque. L'édition 2013 avait pour thème « Démo vs Cratie : La question du pouvoir de la multitude ». J'y ai fait une présentation plus théorique que ma présentation à l'ACFAS, mais dont plusieurs éléments étaient tout de même tirés des entretiens effectués dans le cadre de mon projet de stage. Le titre de cette communication était « Être citoyen du monde : une idée élitiste? ». Il s'agissait bien sûr d'une activité de transfert vers le milieu scientifique.

Le colloque de l'AÉDDHUM est ouvert à toutes les disciplines, mais est tout de même organisé par des gens du département d'histoire et la plupart des participant-e-s sont aussi issu-e-s de ce département. Ma présentation, touchant davantage à la sociologie et à la philosophie politique qu'à l'histoire, ne cadrerait donc pas tout à fait avec les autres présentations du colloque, ni avec celles des autres membres du panel dans lequel j'avais été placé. J'étais donc moins en phase avec les intérêts de recherche du public que je l'avais été lors du colloque sur l'engagement des jeunes. Malgré tout, la communication a été bien reçue, selon les commentaires faits par la suite par quelques auditeurs et auditrices. Environ quinze à vingt personnes étaient présentes.

Lors de la période de questions suivant ma présentation, un membre du public a demandé si j'avais élaboré une définition préalable du concept de « citoyen-ne du monde » avant de réaliser mes entretiens semi-dirigés. La réponse était non, puisque mon objectif était plutôt de « partir du terrain » pour voir ce que voulait dire l'expression pour les stagiaires et pour les professionnel-le-s du milieu. Cette démarche plus ancrée est peut-être davantage en phase avec celle de la mobilisation des connaissances. Un véritable processus de mobilisation des connaissances implique effectivement que les chercheur-e-s soient conscient-e-s de ce qui s'est écrit sur leur sujet de recherche dans le monde académique, mais qu'ils et elles évitent de se limiter aux conceptions issues du monde universitaire et qu'ils et elles s'assurent de bien prendre connaissance de la réalité du milieu de pratique. Dans le cas qui nous concerne, les discussions académiques entourant le concept de citoyenneté mondiale mettent souvent de l'avant une

définition politico-légale de la citoyenneté¹⁵ qui aurait été déphasée par rapport au discours des personnes interrogées dans le cadre de mon projet de recherche. En effet, ces personnes ne se référaient à peu près jamais à la dimension légale de la citoyenneté et pensaient celle-ci essentiellement en termes de participation civique. Évidemment, une démarche de recherche ancrée, qui prend la réalité empirique comme point de départ, peut se faire en dehors d'un contexte de mobilisation des connaissances ou de recherche partenariale. Les exemples de ce type de recherche inductive abondent. Toutefois, il me semble que, sans négliger la théorie, une démarche axée sur le terrain est une condition nécessaire de tout processus de mobilisation des connaissances.

Soutien lors de la conception du questionnaire de l'enquête quantitative, 30 septembre et 7 octobre 2013

Lors de deux séances du cours de méthodes quantitatives PRA8110 mentionné ci-haut, j'ai été amené à offrir mon soutien pour la conception du questionnaire de l'enquête quantitative. De toutes les activités de transfert que j'ai effectuées, c'est sans doute celle qui se rapproche le plus de ce que devrait être le rôle d'agent d'interface¹⁶. En effet, mon rôle consistait à fournir des connaissances sur la réalité du milieu de pratique (acquises durant mon stage) à des personnes du milieu scientifique qui s'en serviraient ensuite pour produire une enquête qui se devait d'être pertinente pour le milieu de pratique. Il s'agissait donc bel et bien d'une activité de transfert à la croisée du monde de la recherche et du monde de l'action publique.

Concrètement, j'ai présenté le vocabulaire utilisé dans le programme *Québec sans frontières*, pour que la formulation des questions tienne bien compte des termes employés par les gens du milieu et par les stagiaires. Par exemple, il fallait savoir que l'expression « famille d'accueil » est utilisée pour désigner les familles qui hébergent les stagiaires durant leur séjour dans un pays du Sud. J'ai aussi pu répondre à différentes questions concernant la situation des stagiaires, notamment :

- Selon les données recueillies dans mes entretiens, quelle est la fréquence des communications entre les stagiaires et les gens rencontrés pendant leur stage? Il

¹⁵ Du moins, dans les articles plus théoriques, généralement liés à la philosophie politique. Voir en annexe la section « Dimension éthique et dimension politique » du document rédigé pour le cours *Lectures dirigées*.

¹⁶ Un agent-e d'interface est un-e professionnel-le chargé-e de faire le pont entre le milieu de la recherche en sciences sociales et les milieux de pratique.

s'agissait d'avoir un ordre de grandeur approximatif pour décider des fréquences proposées dans les choix de réponses.

- Quelles sont les options d'hébergement, outre la famille d'accueil?
- Est-ce que le type de stage (agriculture, santé, services sociaux, etc.) a une influence sur les retombées et est-ce qu'il est nécessaire de récolter des données à ce sujet?

Mon rôle a aussi été de transmettre les documents de l'AQOCI que j'avais déjà obtenus et consultés. Ces documents ont entre autres servi à comparer l'échantillon de répondant-e-s au questionnaire à la population de stagiaires QSF. De plus, certaines des déclarations faites par les stagiaires durant les entretiens que j'avais réalisés ont pu être utilisées pour formuler des questions du type : « Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant ? ». Finalement, je me suis à quelques reprises occupé des communications avec Katina Binette, interlocutrice à l'AQOCI, lorsque cela était nécessaire.

Présentation lors des Journées de concertation de l'AQOCI, 10 octobre 2013

Dès le début de mon stage, il avait été déterminé que ma principale activité de transfert vers le milieu d'action se déroulerait lors des Journées de concertation de l'AQOCI. Ces journées annuelles constituent un moment de réflexion collective pour l'AQOCI et ses membres. Elles leur permettent d'échanger sur leurs expériences, sur leurs défis à relever et sur les améliorations à apporter au programme de stages QSF. Cela semblait donc être un moment idéal pour présenter les résultats de mon projet de recherche, puisque celui-ci leur fournissait un regard extérieur sur certains aspects de leur travail et pouvait donc alimenter leur réflexion.

La formule de ma présentation était très classique : une présentation d'une trentaine de minutes suivie d'une courte période de questions du public, composé d'environ 25 employé-e-s d'organismes de coopération internationale. Mes présentations précédentes à l'ACFAS et dans le cours de méthodes quantitatives ont servi d'ébauche pour élaborer celle-ci, plus complète. Il aurait été pertinent de concevoir une activité de transfert plus interactive, mais l'horaire très serré des journées de concertation (2 jours intensifs) ne le permettait pas nécessairement. Les 40 minutes qui étaient consacrées à ma présentation étaient d'ailleurs beaucoup, comparativement au temps alloué à d'autres activités prévues au programme.

Il n'y a pas vraiment eu de questions lors de la courte période qui a suivi la présentation. Somme toute, les interactions avec le public ont donc été assez limitées. Lors du dîner

précédant la communication, j'ai d'ailleurs pu constater que très peu de gens avaient entendu parler du projet que j'avais réalisé. On peut penser qu'en participant davantage aux différentes activités de l'AQOCI, j'aurais pu être mieux intégré et ainsi faire en sorte que mon travail soit mieux arrimé aux préoccupations des acteurs et actrices du milieu.

Néanmoins, les réactions des gens dans la salle au cours de la présentation (sourires, hochement de tête montrant qu'une personne se reconnaît dans ce qui est dit), notamment à la lecture de certaines citations d'intervinté-e-s, révélaient un intérêt pour ce qui était présenté. À la suite de la présentation, les représentants du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) ainsi que Katina Binette ont fait des commentaires positifs en soulignant que la présentation avait permis de faire un bilan intéressant et de mettre des mots et des concepts sur des éléments que les gens du milieu connaissent déjà, mais qu'ils ne parviennent pas toujours à nommer. Il s'agit d'un bon exemple d'une contribution qui peut être faite par un-e chercheur-e, puisque les universitaires sont justement formé-e-s entre autres pour réfléchir à des concepts et pour tenter de systématiser leur réflexion.

Présentation des résultats de l'enquête quantitative dans le cours PRA8110, 16 décembre 2013

Il était initialement prévu que l'enquête quantitative soit réalisée par les deux étudiantes du cours de méthodes quantitatives et qu'elle donne lieu à une présentation devant des employé-e-s de l'AQOCI à la fin de la session. Or, pour des raisons personnelles, une des deux étudiantes a dû abandonner le cours. Pour que la présentation prévue devant le milieu d'action ait tout de même lieu, Nicole Gallant, la professeure, et moi-même avons chacun pris en charge une partie de l'exposé. J'ai donc élaboré deux sections de la présentation (intérêt pour l'actualité du pays de stage et position par rapport à l'expression « citoyen-ne du monde » et à certains énoncés connexes). Les données issues des entretiens qualitatifs de mon stage ont été utiles pour interpréter et mettre en contexte les résultats quantitatifs. Dans une certaine mesure, j'ai aussi aidé l'autre étudiante, Carolina Lucchesi-Lavoie, à préparer sa section, en lien avec mes résultats de recherche.

La présentation a duré un peu moins de 45 minutes. Deux employées de l'AQOCI et une employée d'un organisme de coopération internationale étaient présentes. Cette faible participation s'explique peut-être par la date tardive, à la veille des vacances des fêtes, ou encore par le peu de publicité fait pour l'événement. Les personnes présentes ont paru

intéressées par les résultats. L'une d'elles a notamment mentionné qu'il était rare qu'elle était intéressée par la présentation de statistiques. Elle a peut-être été davantage interpellée parce qu'elle se sentait concernée par le sujet, mais aussi parce que les statistiques ont été interprétées et mises en contexte à l'aide d'un vocabulaire non-technique et en faisant référence aux propos tenus lors des entretiens qualitatifs qui ont précédé l'enquête quantitative. En ce sens, nous avons possiblement facilité l'appropriation des connaissances en utilisant un langage clair et en contextualisant l'information, ce qui était l'objectif de ce cours de méthodes quantitatives adaptées à la mobilisation des connaissances.

La présentation a aussi donné l'occasion à Nicole Gallant et à Katina Binette de discuter d'un possible partenariat à plus long terme pour refaire une telle enquête quantitative, ce qui permettrait éventuellement de comparer les données obtenues au fil des années. Le stage et ses activités connexes ont donc permis d'amorcer un rapprochement entre milieu scientifique (plus particulièrement Nicole Gallant et l'Observatoire Jeunes et société) et milieu d'action (Katina Binette et l'AQOCI). Il est à noter que l'AQOCI et le MRIF ont déjà passé un questionnaire à chaque cohorte de stagiaires, mais celui-ci ne couvre pas tout à fait les mêmes sujets que l'enquête qui a été menée dans le cadre du cours de méthodes quantitatives. De plus, les personnes en charge ne semblent pas avoir véritablement le temps de procéder à l'analyse des données et à leur présentation sous une forme accessible. La contribution de chercheur-e-s et d'étudiant-e-s pourrait donc être significative si une collaboration s'entame véritablement (ce qui n'est pas garanti, compte tenu des agendas chargés de part et d'autre).

Rapport de recherche, été 2014

Le point culminant du projet de recherche a été la rédaction et la publication d'un rapport d'environ 50 pages présentant les principales conclusions tirées de l'analyse des entretiens semi-dirigés. Bien que destiné surtout au milieu de pratique, le rapport est relativement long, mais il contient un résumé d'une page et une conclusion qui fait un retour sur les principaux éléments de contenu. De plus, il est divisé en quatre sections bien distinctes d'une dizaine de pages chacune.

Réflexion critique sur les retombées des activités de transfert

Comment juger de l'utilité et de l'impact des activités de transfert effectuées? Peut-on penser que celles-ci ont eu des retombées significatives en termes d'appropriation des connaissances par les personnes concernées? Outre des indices ici et là, on ne dispose pas de données fiables permettant de répondre à ces questions. Cela dit, il semble que l'activité de transfert ayant eu le plus de succès ait été la participation au congrès de l'ACFAS, à en juger par les quelques références aux données présentées qui ont été faites au cours des discussions subséquentes. Cela est sans doute lié au bon arrimage entre les résultats présentés, la thématique du colloque et les intérêts de recherche des participant-e-s.

La présentation lors des Journées de concertation, quant à elle, a été bien reçue, mais elle a peut-être pu paraître relativement éloignée des préoccupations immédiates des employé-e-s des organismes de coopération internationale, qui doivent réfléchir à des questions touchant par exemple à l'organisation des stages QSF, au recrutement des stagiaires ou au financement du programme. En ce sens, le projet de recherche que j'ai réalisé était peut-être plus proche des préoccupations du milieu scientifique que de celles du milieu d'action, du moins en ce qui concerne les besoins à court terme. Néanmoins, dans un contexte où de nombreux programmes gouvernementaux subissent des coupures budgétaires, l'AQOCI peut faire bon usage d'un document, le rapport de recherche final, qui traite notamment de plusieurs retombées positives de son programme de stages de solidarité internationale. De plus, mon projet de recherche se termine à point nommé, alors que l'AQOCI célébrera en 2015 le 20^e anniversaire du programme *Québec sans frontières*. Certains éléments de mon rapport de recherche pourront donc être repris dans les publications et les activités entourant cette commémoration.

De manière plus générale, force est de constater que, selon la définition que donnent Elissalde, Gaudet et Renaud du transfert de connaissances, les activités de transfert que j'ai effectuées doivent davantage être décrites comme des activités de diffusion. En effet, voici comment ces auteurs présentent le transfert de connaissances :

[L]e transfert des connaissances est une démarche continue, ponctuée par des allers-retours entre chercheurs [et] intervenants [...]. Elle n'arrive donc pas seulement une fois la formalisation des connaissances effectuée. Le mot processus prend donc toute sa dimension en ce sens que le transfert n'est pas l'ultime étape qui viendrait s'appuyer sur des connaissances « finalisées, figées », mais une interaction continue générant en soi des changements constants dans la compréhension des connaissances (Elissalde et al. 2010, p. 141).

Quant à la diffusion des connaissances, selon l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale, elle « consiste à rendre accessibles et à faire connaître à des auditoires susceptibles d'y être intéressés l'existence et les résultats d'une recherche, qu'ils soient préliminaires ou finaux » (2007, p. 7). Ce type d'activité est bien sûr essentiel et contribue certainement au rapprochement entre le milieu scientifique et les milieux d'action. Il aurait cependant été intéressant de faire en sorte que mon stage et les activités de transfert qui en ont découlées prennent davantage la forme du transfert de connaissances tel qu'il est promu par Elissalde, Gaudet et Renaud. Différents facteurs ont empêché qu'il en soit ainsi. Il en sera question dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 4 : BILAN CRITIQUE DU STAGE

De manière générale, mon stage auprès de l'AQOCI s'est très bien déroulé. Mes relations avec les personnes impliquées ont été excellentes, je n'ai rencontré aucun obstacle majeur et les produits réalisés tout au long du stage me semblent être pertinents tant du point de vue du milieu scientifique que du point de vue du milieu d'action. Cependant, dans une perspective d'amélioration continue, il peut être utile de se pencher sur les choses qui auraient pu se faire autrement, ainsi que sur les facteurs qui auraient pu faciliter davantage l'appropriation et l'utilisation par les personnes concernées des connaissances produites. Ce chapitre traitera donc de différents éléments qui ont pu avoir un impact sur la réalisation du projet de recherche, soit les contraintes de temps, ma faible présence sur les lieux de travail de l'AQOCI et mon absence d'ancrage dans le milieu de la coopération internationale.

À la fin du chapitre précédent, on a vu que Gaudet, Elissalde et Renaud distinguent la diffusion des connaissances, qui consiste à faire connaître l'existence et les résultats d'une recherche, du transfert des connaissances, qui implique des allers-retours continus entre chercheur-e-s et intervenant-e-s. Utilisant des termes différents, Landry, Amara et Lamari font une distinction semblable en présentant quatre modèles d'utilisation des connaissances issues de la recherche en sciences sociales. Le troisième modèle¹⁷, qu'ils nomment *modèle de la dissémination*, ressemble à ce que Gaudet, Elissalde et Renaud nomment la diffusion. Il s'agit, pour les chercheur-e-s, de prévoir à leur projet de recherche une étape de dissémination, durant laquelle ils ou elles font des efforts particuliers pour identifier des connaissances utilisables par des praticien-ne-s et pour les rendre accessibles (Landry *et al.* 2001, p. 335). Concrètement, ils ou elles peuvent s'assurer que leurs travaux seront utilisables en préparant des documents qui sont courts, qui se lisent aisément ou qui mettent l'accent sur des conclusions et sur des recommandations pertinentes pour le milieu d'action. Ils ou elles peuvent aussi multiplier les démarches pour faire connaître leurs résultats de recherche et en discuter avec les utilisateurs et utilisatrices potentiel-le-s (Landry *et al.* 2001, p. 338). Le quatrième modèle, celui de l'interaction, s'apparente sensiblement au transfert de connaissances tel que perçu par Elissalde, Gaudet et Renaud. Il implique une relation soutenue entre chercheur-e et praticien-ne

¹⁷ Les deux premiers modèles sont le *science push model* – dans lequel les projets de recherche sont entièrement élaborés par les scientifiques et ensuite diffusés auprès d'utilisateurs considérés essentiellement comme des récepteurs de connaissances – et le *demand pull model* – dans lequel les utilisateurs dictent leurs besoins aux scientifiques, qui exécutent en quelque sorte une commande (Landry *et al.* 2001, p. 334-335). Ces deux modèles ne seront pas abordés davantage dans cet essai puisque ni l'un, ni l'autre ne correspond à l'expérience vécue durant le stage PRAP. Tous deux s'éloignent considérablement des principes de la mobilisation des connaissances.

à toutes les étapes du projet de recherche, de la production des connaissances à leur intégration. Cette relation repose quant à elle sur des mécanismes de liaison qui passent entre autres par des contacts informels entre individus ou par la participation à divers comités (Landry *et al.* 2001, p. 338).

Évidemment, ces deux modèles sont complémentaires. Dans l'idéal, le processus de mobilisation des connaissances doit intégrer à la fois dissémination et interaction. À l'exception du comité consultatif et, dans une certaine mesure, du soutien à l'enquête quantitative, les activités décrites au chapitre précédent relèvent toutes de la dissémination. Celle-ci est souhaitable, puisque selon l'étude effectuée par Landry, Amara et Lamari, les efforts de dissémination entrepris par les chercheur-e-s ont réellement un effet positif sur l'utilisation des connaissances par les praticien-ne-s et les professionnel-le-s (2001, p. 346). Il en va de même des efforts investis pour renforcer les mécanismes d'interaction entre chercheur-e-s et utilisateurs et utilisatrices. Dans une optique de mobilisation des connaissances, il paraît ainsi optimal de recourir à la fois à la dissémination et à l'interaction. Dans le cas qui nous concerne, il aurait donc pu être pertinent de permettre davantage d'occasions d'interaction, d'autant plus que l'exemple du comité consultatif, formé au début du projet, semble nous montrer que celles-ci peuvent être fructueuses. En effet, il est à noter que la présentation quantitative du 16 décembre a attiré très peu de participantes, mais que l'une d'elles avait aussi été membre du comité consultatif. On peut supposer que la participation au comité a stimulé son intérêt pour le projet, ce qui l'a poussée par la suite à assister à d'autres activités liées à celui-ci.

Les contraintes de temps

Toutefois, l'organisation et le déroulement du comité consultatif démontrent un des obstacles à l'approfondissement des interactions entre chercheur-e-s et praticien-ne-s : le temps. L'idée selon laquelle le milieu de la recherche et le milieu de la pratique évoluent dans deux échelles de temps différentes est en quelque sorte un lieu commun de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique. Selon cette idée, mentionnée dans plusieurs de nos cours, les projets de recherche du monde universitaire sont généralement menés sur une période relativement longue, ce qui donne du temps de réflexion et permet une certaine prise de recul. Dans les milieux de pratique, à l'inverse, les impératifs de l'action au quotidien font en sorte que les projets doivent s'insérer dans des calendriers serrés qui laissent moins de place à la réflexion. Cette dichotomie entre le « temps long » de la recherche et le « temps court » de la

pratique n'est probablement pas toujours juste¹⁸, mais elle s'applique au cas présent. Le comité consultatif se voulait une occasion de réfléchir en profondeur à différentes questions liées au projet de recherche. Il a été raccourci de deux heures à une heure trente. De plus, il était initialement prévu pour la mi-mars, mais il a dû être reporté à deux reprises et a finalement eu lieu à la mi-avril. Ce report était dû aux contraintes des gens du milieu, qui avaient des échéances importantes à respecter (budgets à boucler, rapports annuels à remettre, etc.) au cours de cette période, mais il faut mentionner que des contraintes de ce type sont récurrentes dans le domaine de la coopération internationale. Véronica Vivanco, qui a aussi fait son stage de maîtrise avec l'AQOCI, en traite dans son essai. Elle considère que le manque de temps est une des contraintes qui a posé le plus de défis dans le cadre de son stage. Pour montrer que son cas n'était pas un cas isolé, elle cite à l'appui une conférencière qui affirme que « [I]es organismes de coopération internationale, comme la plupart des organismes communautaires et à but non lucratif, ont une culture organisationnelle de surcharge de travail et de gestion de crise » (Bucher, 2009, cité dans Vivanco, 2011, p. 23).

Au départ, une deuxième rencontre du comité consultatif devait être organisée après la réalisation des entretiens semi-dirigés. Elle n'a pas eu lieu pour des raisons de timing. Les entretiens ont été terminés au milieu de l'été, à un moment où il est difficile de réunir des gens, pour cause de vacances et de déplacements (les stages QSF se déroulent surtout durant l'été). Plus tard, au début de l'automne, le moment n'était pas propice pour moi, mon temps étant accaparé par l'analyse des entretiens, par la préparation de trois présentations (celle du cours de méthodes quantitatives, celle du colloque de l'AÉDDHUM et celle des Journées de concertation) et par la finalisation d'une tâche d'assistant de recherche. Pendant la même période, les employé-e-s d'organismes de coopération internationale étaient occupé-e-s par le processus de sélection des stagiaires de l'année suivante, une étape cruciale du programme *Québec sans frontières*.

Une faible présence sur les lieux de travail de l'AQOCI

Le manque de temps pour des rencontres formelles aurait pu être compensé par des discussions non officielles tout au long du stage. Landry, Amara et Lamari considèrent en effet,

¹⁸ En effet, les acteurs et actrices du milieu universitaire, professeur-e-s, étudiant-e-s, doivent souvent jongler avec plusieurs projets de recherche à la fois, en plus de devoir poursuivre la quête de subventions ou de bourses et de devoir s'acquitter de différentes tâches administratives, académiques et syndicales ou associatives. Ils et elles ont donc aussi le sentiment récurrent de manquer de temps pour tout faire.

comme on l'a vu, que les échanges informels entre individus font partie inhérente du modèle de l'interaction (2001, p. 338). Cependant, sauf au moment de l'élaboration du projet – où les contacts ont été riches et fréquents – ainsi qu'à quelques autres occasions, j'ai eu finalement assez peu d'échanges soutenus avec les gens du milieu d'action pendant mon stage. Ce constat peut, à mon avis, être expliqué en grande partie par un facteur en apparence anodin : le fait de ne pas avoir travaillé dans les bureaux de l'AQOCI. L'AQOCI m'avait pourtant proposé un espace de travail, mais, disposant d'un bureau auquel j'étais habitué à l'INRS, j'ai choisi de ne pas exploiter la possibilité qui m'était offerte. Je me disais qu'il serait facile de me rendre à tout moment aux bureaux de l'AQOCI puisque ceux-ci étaient à une dizaine de minutes de marche de mon propre bureau. Il me semblait aussi utile de travailler depuis l'INRS pour être près des étudiant-e-s, étant donné mon implication en tant que président de l'association étudiante. Or, passer un certain nombre d'heures par semaine à travailler à l'AQOCI aurait été une bonne idée. J'aurais aussi pu décider d'assister à différentes activités de l'AQOCI, peu importe qu'elles soient directement liées à mon projet de recherche ou non, afin de m'imprégner de l'atmosphère du milieu de la coopération internationale et de tisser des liens avec ses acteurs et actrices.

L'absence d'ancrage dans le milieu

De telles démarches auraient permis d'accroître mon ancrage dans le milieu. En effet, il faut dire que, n'ayant moi-même pas réalisé de stage QSF et n'ayant pas travaillé dans le domaine, je n'étais pas intégré au milieu de la coopération internationale. En tant que chercheur-e, le fait de ne pas être partie prenante du milieu dans lequel la recherche sera effectuée comporte son lot d'avantages, étant donné que cela permet de porter un regard extérieur sur le milieu et d'avoir une certaine distance critique. Cependant, Elissalde, Gaudet et Renaud mentionnent que les membres de leur groupe de recherche sont impliqué-e-s depuis plusieurs années dans les milieux de pratique avec lesquels ils ou elles travaillent, ce qui « renforce la prise en compte des contextes d'utilisation potentielle des connaissances » (2010, p. 137). Logiquement, un bon ancrage dans le milieu permet de multiplier les temps d'échanges. En retour, ces temps d'échanges confèrent plusieurs avantages non négligeables :

Les temps d'échange permettent aux partenaires et aux chercheurs d'évaluer les besoins de chacun, d'offrir des témoignages des pratiques, d'orienter les questions de recherche et de partager des intérêts. Les échanges font émerger autant les connaissances formelles que tacites, ainsi que les besoins en recherche. Enfin, ils favorisent le partage et la motivation à s'approprier les connaissances et à les « disséminer » et « repartager »

avec des membres de leur propre organisation ou d'autres organisations (Elissalde et al. 2010, p. 139).

Dans mon cas, si j'avais eu un ancrage dans le milieu avant de commencer ma maîtrise, cela aurait aussi pu avoir un impact majeur sur les choix méthodologiques effectués. En effet, d'un point de vue scientifique, l'évaluation des retombées des stages *Québec sans frontières* aurait sans doute eu plus de validité si j'avais pu interviewer des stagiaires avant leur départ, puis à leur retour, voire les accompagner pendant certains moments clés de leur formation pré-départ. D'une part, cela aurait permis d'isoler l'impact du stage de celui des autres expériences de vie vécues par les personnes rencontrées. D'autre part, cela m'aurait donné la possibilité d'avoir recours à la combinaison de plusieurs méthodes d'enquête, soit l'entretien semi-dirigé, l'observation participante et le groupe de discussion (« focus group »). C'est le choix méthodologique qu'a fait Dominique Choquette, qui a écrit un mémoire sur la rencontre de l'Autre lors d'un stage d'initiation à la coopération internationale (2008). Elle en a tiré de riches données, mais sa période de collecte s'est étalée de septembre 2005 à janvier 2007, pour couvrir l'ensemble du processus allant du recrutement des stagiaires à leur retour au Québec. Il va de soi que la formule du stage de maîtrise en pratiques de recherche et action publique ne permet pas un tel investissement en temps. Une démarche du genre est en outre grandement facilitée si l'on possède déjà un réseau de contacts au sein du milieu que l'on veut étudier. C'était le cas de Dominique Choquette, qui avait elle-même été stagiaire avec Mer et monde, puis gestionnaire de projets pour différents organismes (2008, p. 1). Cela dit, lors de discussions avec Katina Binette, il s'est avéré que l'AQOCI voulait aussi avoir une idée des impacts des stages à plus long terme. De ce point de vue, il était donc intéressant que mon échantillon contienne des stagiaires de plusieurs cohortes différentes, dont celles ayant participé au programme il y a dix ans et plus.

Dans tout projet de recherche, qu'il soit partenarial ou non, il est sans doute inévitable que des contraintes de temps nous poussent à repenser nos ambitions de départ. Ce fut aussi le cas ici, bien que mon projet de stage ait mené à plusieurs activités fructueuses de diffusion des connaissances. Pour améliorer le partage des connaissances, il aurait été utile que je prenne des mesures pour maximiser les occasions d'échanges informels, que ce soit en travaillant quelques heures par semaine dans les bureaux de l'AQOCI ou en participant davantage aux différentes activités de celle-ci. Je suis aussi d'avis que certaines modifications au programme de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique nous permettraient de mieux remplir notre rôle d'agent-e d'interface. C'est ce dont il sera question dans la première section du chapitre suivant.

CHAPITRE 5 : REFLEXION CRITIQUE SUR LE PROGRAMME PRAP ET SUR LA MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Dans ce chapitre, je commencerai par faire un retour sur les apprentissages effectués au cours de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, avant de procéder à des suggestions quant aux aspects de cette maîtrise qui devraient à mon avis être améliorés. J'essaierai ensuite de réfléchir plus largement à la question de la mobilisation des connaissances. Cette réflexion se fera en deux temps. Je présenterai d'abord quelques jalons d'une histoire des liens entre recherche et action publique, particulièrement en ce qui a trait au contexte de la sociologie nord-américaine et québécoise. Puis, je traiterai des apports et des limites de la mobilisation des connaissances.

Les apprentissages effectués

Mon passage à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, sous ses différentes facettes, a été riche en apprentissages. Tel que mentionné au chapitre 1, j'ai été pleinement intégré à une équipe de recherche, ce qui m'a permis de voir les différentes étapes de réalisation d'un projet de recherche. J'ai notamment participé à la préparation de grilles d'entretien, à deux collectes de données et à des séances de réflexion pour dégager des pistes d'analyse. De plus, en étant présent lors de deux ateliers de réflexion sur l'engagement des jeunes organisés par l'Observatoire Jeunes et société, j'ai pu côtoyer des professeur-e-s qui provenaient de plusieurs disciplines et qui travaillaient sur une multitude de sujets, mais qui tentaient d'arrimer leurs visions des choses pour mettre sur pied un projet de recherche commun.

Les expériences vécues et les connaissances acquises en tant qu'assistant de recherche ont ensuite été directement applicables durant mon stage. Celui-ci a aussi été un moment formateur. Il s'agissait en effet du premier projet de recherche que je menais de A à Z, c'est-à-dire de l'élaboration à la diffusion en passant par la collecte de données. Il s'agissait aussi d'une première expérience de recherche partenariale, une occasion intéressante de donner à la fois une visibilité et une utilité accrue au travail que j'allais effectuer. En soi, l'enquête que j'ai réalisée pendant mon stage m'a permis d'approfondir et d'appuyer mes réflexions sur des sujets par rapport auxquels je me questionnais depuis longtemps, comme l'engagement social et

politique des jeunes de ma génération, l'effet de la mobilité internationale sur les sentiments d'appartenance ou encore les rapports entre les jeunes voyageurs occidentaux et les habitant-e-s des pays du Sud.

Les cours offerts à la maîtrise PRAP ont aussi été d'un intérêt certain. Un des grands avantages du programme, par rapport à d'autres programmes de maîtrise en sciences humaines et sociales plus classiques, est de nous amener à réfléchir non pas seulement à un projet de recherche spécifique, mais aussi au milieu de la recherche en tant que tel. On s'y penche sur ses enjeux, sur ses transformations, sur ses relations avec d'autres secteurs de la société. La maîtrise en pratiques de recherche et action publique nous pousse aussi à nous demander quelle peut être notre place dans le milieu de la recherche. Une réponse est proposée, celle de la mobilisation des connaissances, qui fait encore l'objet de débats et de tentatives de définition, mais qui est en tout cas associée à un objectif louable : le rapprochement entre sciences et société.

Ces réflexions et ces questionnements sont omniprésents dans le programme, mais sont surtout abordés de front dans les cours *Savoirs en action, politiques et pratiques de recherche* et *Mobilisation des connaissances*. Quant au cours *Action publique*, il nous fournit de nombreux exemples de mobilisation des connaissances et de rencontre entre recherche et action, selon le point de vue d'invité-e-s agissant dans différents domaines. Les cours *Préparation du projet de stage/essai* et *Initiation aux relations d'interface* nous permettent de planifier rigoureusement notre projet de stage et nous montrent différentes dimensions de la relation entre le chercheur et les milieux d'action. Quant aux cours *Méthodes de recherche, Nouvelles régulations juridiques et économiques, Champs culturels* et *Lien social*, ils nous fournissent des notions de méthodologie et de précieux éclairages théoriques. Pris individuellement, chacun des cours de la maîtrise PRAP a sa pertinence. Cela dit, je crois que le cursus du programme ne nous prépare pas adéquatement à la recherche, alors que c'est ce que beaucoup d'étudiant-e-s en pratiques de recherche et action publique vont finalement faire dans le cadre de leur stage.

Améliorer la formation en recherche

Dans les cours qui touchent de près ou de loin à la mobilisation des connaissances, il me semble que l'accent est trop souvent mis sur l'exposition de principes généraux et de « bonnes pratiques » de la recherche partenariale. On nous indique par exemple qu'il faut être sensible aux cultures organisationnelles différentes du milieu de la recherche et des milieux d'action, ou

encore qu'il faut reconnaître les savoirs tacites issus des acteurs et actrices du terrain. Ces principes doivent bien sûr être mis de l'avant, exemples à l'appui. Le cours *Action publique* le fait d'ailleurs très bien en nous faisant entendre le discours ancré de personnes qui valorisent la recherche tout en étant investies depuis longtemps dans leurs milieux d'action respectifs. Ceci étant dit, c'est surtout par la pratique – donc essentiellement dans le cadre de leur stage¹⁹ – que les étudiant-e-s pourront intégrer et mettre en œuvre les principes de la recherche partenariale et de la mobilisation des connaissances.

Par ailleurs, ceux et celles qui s'inscrivent à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique sont déjà sensibles à ce genre de préoccupations. Dans son discours annuel de 2004 à titre de président de l'*American Sociological Association*, Michael Burawoy mentionne « [qu'u]n(e) doctorant(e) typique, parfois inspiré(e) par un(e) de ses professeur(e)s d'université ou épuisé(e) par son engagement dans un mouvement social, intègre un programme de doctorat avec des dispositions critiques. Il/Elle veut qu'on lui enseigne comment changer le monde » (2009, p. 129). C'est aussi le cas de beaucoup de candidat-e-s à la maîtrise PRAP. Ils ou elles ont généralement une expérience professionnelle ou militante qui les pousse à être critiques de la recherche universitaire traditionnelle et à vouloir s'assurer que leur recherche soit socialement utile. C'est d'autant plus vrai que cela correspond au profil recherché pour cette maîtrise. En témoigne le site internet du programme :

Le monde de la recherche vous attire, mais vous aimez d'abord travailler « sur le terrain », en contact direct avec des décideurs, des gestionnaires, des intervenants ou des militants ? Votre formation en sciences sociales et votre expérience de travail vous ont convaincu(e) qu'il est important de jeter des passerelles entre la recherche et l'action, mais vous souhaitez parfaire d'abord votre compréhension de cet enjeu? (INRS, 2011)

Ceux et celles qui se lancent dans la maîtrise PRAP ont déjà une sensibilité par rapport au rapprochement entre sciences et société. À travers le projet de stage, le programme nous donne la possibilité d'essayer d'effectuer ce rapprochement à notre échelle. Cependant, je suis d'avis qu'il ne nous offre pas une formation assez poussée en recherche. C'est pourtant ce qui nous serait le plus utile pour mener à bien le processus de mobilisation des connaissances²⁰. En effet, au début de notre stage, avant que se développent réellement les liens avec le partenaire, nous avons le milieu scientifique comme point de départ. Il est donc normal que les gens du milieu d'action nous considèrent comme des chercheur-e-s. Au commencement de mon stage,

¹⁹ Le cours optionnel *Pratiques de recherche partenariale* offre aussi une opportunité d'appliquer les principes de la mobilisation des connaissances à un véritable projet de recherche.

²⁰ Les réflexions qui suivent s'appliquent surtout à ceux et celles qui font un stage avec une orientation « recherche », mais c'est le cas d'une forte proportion, voire de la majorité, des étudiant-e-s de la PRAP que j'ai côtoyé-e-s au cours des trois dernières années.

j'ai moi-même eu le sentiment que Katina Binette me percevait comme un « spécialiste de la recherche ». De mon côté, j'avais l'impression de ne pas avoir suffisamment de maîtrise des outils méthodologiques et de connaissances théoriques en lien avec mon sujet pour être considéré comme tel. Pour bien asseoir notre projet sur le plan théorique et méthodologique, un cours analogue au cours *Projet de mémoire* offert en études urbaines pourrait être utile.

Il faut dire que les cours de la PRAP ne permettent pas toujours de travailler sur notre thématique de stage, en ce sens que l'option de travailler sur un sujet lié à notre projet est généralement offerte, mais que cela ne concorde pas nécessairement bien avec les éléments présentés dans le cadre du cours. Par exemple, dans le cours *Nouvelles régulations juridiques et économiques*, l'accent mis sur des questions économiques m'a porté à faire mon travail final sur l'impératif de mobilité internationale, de souplesse et de flexibilité qui s'impose aux travailleurs et aux travailleuses dans l'univers économique mondialisé dont nous faisons partie. Ce travail portait d'une certaine manière sur un sujet connexe à celui que j'ai abordé dans mon projet de recherche pour l'AQOCI²¹, mais il n'a pas été directement utile dans le cadre de mon stage. Bien sûr, il est souhaitable que les cours de maîtrise nous permettent d'explorer des thématiques variées, dont certaines qui n'auront rien à voir avec notre projet de recherche principal, mais qui enrichiront tout de même notre parcours académique. Cela dit, il faut aussi que les cours de la maîtrise PRAP nous donnent suffisamment d'occasions de travailler sur notre sujet de prédilection. Il est vrai qu'il peut être difficile d'enseigner à un public disparate des notions qui correspondront aux intérêts de recherche de chacun-e. Pour combler les besoins de tous, il serait pertinent d'avoir accès à un meilleur choix de cours thématiques, ce qui est actuellement impensable à l'INRS compte tenu du faible nombre d'étudiant-e-s à la maîtrise PRAP. Il conviendrait donc d'encourager et de valoriser la possibilité de suivre des cours à l'extérieur du programme (notamment en études urbaines) et à l'extérieur de l'INRS. En ce moment, cette possibilité existe dans le guide du programme, mais elle n'est pas vraiment présentée et elle n'est pas favorisée par la structure du programme.

Toujours dans le but d'être mieux préparé à la réalisation d'un projet de recherche d'envergure, il pourrait aussi être envisageable de rendre obligatoire la complétion du cours *Lectures dirigées* avant le début du stage. Personnellement, j'ai terminé ce cours après la réalisation de mes entretiens, mais avant l'analyse de ceux-ci et la rédaction de mon rapport final. Les lectures que j'ai effectuées m'ont été très utiles et j'aurais apprécié les avoir faites avant. Il existe peut-être un

²¹ Le soutien public à des programmes d'échanges internationaux comme *Québec sans frontières* peut en effet être interprété comme une façon d'accroître le « capital de mobilité » de futur-e-s jeunes professionnel-le-s.

risque d'être trop façonné par nos lectures préalables et d'être ainsi moins à l'écoute de notre milieu de stage, mais ce risque me semble minime par rapport aux bénéfices qu'apporte une connaissance solide de la littérature pertinente. Ceci est d'autant plus vrai que, par définition, une revue de la littérature, comme celle que l'on réalise dans ce cours, permet de confronter plusieurs points de vue divergents. Elle devrait donc en principe nous pousser à remettre en question des idées préconçues et à être ouvert à différentes pistes de réflexion.

Lier recherche et action, une idée ancienne

Un autre défaut majeur de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique est de n'offrir aucun cours portant sur l'histoire de la mobilisation des connaissances et, plus largement, sur celle des collaborations ou des tensions entre sciences et société. Dans les cours de la PRAP, très peu d'indications nous sont fournies sur l'origine du concept de mobilisation des connaissances, sur sa filiation et sur ce qui rapproche ou distingue ce concept – et les pratiques qui l'accompagnent – d'autres concepts semblables élaborés par les universitaires au fil du temps²². En fait, le discours sur la mobilisation des connaissances, tel qu'il est généralement présenté dans le programme PRAP, paraît amnésique. Il donne l'impression que l'idée de favoriser le rapprochement entre la recherche en sciences sociales et la société est nouvelle. Une citation de Carole Lévesque, ancienne directrice du programme PRAP, nous fournit l'exemple le plus frappant de cette tendance. Dans un court article portant sur les défis du rapprochement entre la recherche et la société, elle affirme qu'à l'heure actuelle, « [l']université s'ouvre à la société après nombre de générations passées de préférence en famille » (Lévesque, 2008, p. 5). Il est tout à fait pertinent de critiquer l'isolement de l'université par rapport au monde de la pratique, tout comme il est impossible de nier que les rapports entre université et société sont présentement en train de changer. Cela dit, de telles déclarations tendent à perpétuer le mythe de la tour d'ivoire universitaire alors que, dans les faits, une préoccupation pour la pertinence sociale de la recherche a toujours existé dans une certaine mesure.

²² Cependant, dans les cours, beaucoup de temps est consacré à démêler les différents concepts (transfert, mobilisation, coproduction, partage, valorisation, etc.) qui sont utilisés de nos jours pour désigner des processus et des pratiques qui s'apparentent à la mobilisation des connaissances ou qui en font partie. C'est bel et bien la perspective *historique* qui fait défaut.

Il est vrai que le concept de mobilisation des connaissances semble récent²³. Toutefois, l'idée sous-jacente à la mobilisation des connaissances, soit de jeter des passerelles entre la recherche et l'action (comme l'affirme le site de présentation du programme PRAP, cité plus haut), est ancienne. Parmi les différentes définitions de la mobilisation des connaissances qui existent, prenons l'une des plus simples, fournie dans le magazine de l'Association des universités et collèges du Canada. La mobilisation des connaissances serait un concept qui « cherche à décrire l'échange bidirectionnel d'information entre les chercheurs et la population ainsi que la transformation des connaissances en actions concrètes dans l'intérêt de la société en général » (Fitzpatrick, 2008, dans Marcoux, 2009, p. 18). Pour faire de la mobilisation des connaissances, il faut donc, selon cette définition, penser en termes de changement social. Il faut se demander quels sont les besoins de la société, mais aussi se demander quelles actions doivent être posées pour y répondre. En faisant de la mobilisation des connaissances, on s'éloigne donc définitivement de la posture du scientifique tentant de décrire et d'analyser la réalité sociale de manière neutre et détachée. Au contraire, le chercheur qui participe au processus de mobilisation des connaissances aspire à mieux comprendre les phénomènes sociaux afin de contribuer à résoudre des problèmes concrets. En ce sens, bien que les formes et les causes de l'engagement puissent varier énormément d'un-e chercheur-e à l'autre, l'histoire de la mobilisation des connaissances peut se rattacher à celle de la recherche engagée²⁴.

Or, la recherche engagée n'a rien d'une nouveauté. En effet, la sociologie a, dès sa naissance au 19^e siècle, été façonnée par le dialogue entre des groupes progressistes, philanthropiques et réformateurs, d'un côté, et les premiers sociologues, de l'autre (Burawoy, 2009, p. 137). Des exemples de ce dialogue entre sociologues et groupes sociaux sont déjà présents au moment de la fondation du premier département de sociologie aux États-Unis, à Chicago, au début des années 1890. À l'époque, alors que le département de sociologie lui-même est dominé par des hommes, certaines femmes sociologues, la plus célèbre étant Jane Addams, s'investissent dans la Hull House, sorte de centre communautaire offrant différents services sociaux à la population

²³ Sébastien Marcoux, premier diplômé de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, associe entre autres la demande en mobilisation des connaissances à un rapport intitulé *L'économie fondée sur le savoir*, publié en 1996 par l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en même temps que d'autres organisations internationales développaient des réflexions similaires (Marcoux, 2009, p. 16). Par la suite, la mobilisation des connaissances a été institutionnalisée et promue au Canada par les organismes subventionnaires fédéraux (p. 18).

²⁴ C'est du moins le cas en ce qui concerne la mobilisation des connaissances telle qu'elle est enseignée à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique, c'est-à-dire appliquée aux sciences sociales et tournée essentiellement vers le secteur public, le monde communautaire ou l'économie sociale. Un autre pan du discours sur la mobilisation des connaissances est plutôt associé à une vision entrepreneuriale de l'université. Il en sera question dans la section suivante.

du quartier ouvrier et immigrant où il est situé. Ces femmes ne font toutefois pas que de l'action caritative. Tout en effectuant de la recherche et en mettant au point de nouvelles techniques d'enquête sociale, elles se mobilisent en faveur de changements sociaux structurels, en partenariat avec les communautés locales (Croteau, 2005, p. 21). Ce travail ancré dans la communauté se poursuit pendant un quart de siècle, en collaboration avec le département de sociologie de l'université de Chicago. Cependant, à l'initiative de plusieurs hommes souhaitant donner une orientation plus « objective » à la sociologie, l'École de Chicago s'éloigne éventuellement de ces partenariats avec les acteurs et actrices du milieu. En 1920, les femmes affiliées au département de sociologie sont transférées au département de travail social, symbolisant ainsi la rupture entre recherche et pratique en vue du changement (Croteau, 2005, p. 22).

Cette rupture est annonciatrice d'une tendance à la séparation de la recherche et de l'action (du moins en ce qui concerne l'action auprès d'organismes de la société civile) qui allait s'accroître, pour culminer au lendemain de la Seconde guerre mondiale :

Après la Deuxième guerre mondiale, en raison de la professionnalisation, de la départementalisation des organisations universitaires et de l'effort de rationalisation des activités de recherche autour de besoins portés par l'État ou par des organisations privées, il s'est produit une mise à distance des universités états-uniennes et canadiennes par rapport à leur engagement citoyen (Fontan, 2010, p. 2).

Cela ne veut pas pour autant dire que la réflexion sur le rôle social de l'université disparaît pendant toute cette période. Au fil de ces années, plusieurs voix critiques s'élèvent pour revendiquer que les sciences sociales abordent de front les problèmes sociaux de leur temps, sans craindre l'engagement. En 1939, dans un livre intitulé *Knowledge for what?*, Robert Lynd, co-auteur d'ouvrages classiques de la sociologie américaine, dénonce le fait que les universitaires soient détachés des enjeux sociaux de l'époque :

Instead of engaging with the pressing issues of the day, Lynd argued that social scientists were « hiding behind their precocious beards of “dispassionate research” and “scientific objectivity” » (Croteau, 2005, p. 23).

Il lance un appel en faveur de sciences sociales « dérangeantes », qui remettent en question la situation présente et indiquent des chemins à emprunter pour transformer la société. Vingt ans plus tard, dans *L'imagination sociologique*, un ouvrage devenu célèbre dans la discipline, Charles Wright Mills formule une critique et un appel semblables. Il dénonce l'absence de pertinence de la sociologie des années 1950, affirmant que celle-ci dérive trop souvent vers une « grande théorie » difficile à saisir ou vers un empirisme abstrait insensé qui sépare radicalement les données du contexte (Mills, 1959, dans Burawoy, 2009, p. 127). Mills pave

alors la voie au renouveau, dans les années 1960 et 1970, d'une sociologie préoccupée par le changement social et travaillant en collaboration avec les acteurs et actrices des mouvements sociaux, notamment le mouvement féministe ou le mouvement des droits civiques (Croteau, 2005, p. 24). En somme, s'il est vrai qu'une part de la recherche sociologique s'est faite en retrait de la société, il y a toujours eu un autre courant de la sociologie nord-américaine qui a voulu tisser des liens avec la population et travailler à la « transformation des connaissances en actions concrètes dans l'intérêt de la société », pour reprendre les derniers mots de la définition de la mobilisation des connaissances citée plus haut.

À cet égard, la sociologie québécoise ne fait pas exception. Cependant, « la sociologie fut d'abord ici affaire de catholiques militants » (Warren, 2003, p. 115). En effet, jusque dans les années 1960, l'Église catholique – et sa doctrine sociale – ont grandement influencé le développement de la sociologie québécoise. D'abord organisée en grande partie en dehors du cadre universitaire, la recherche sociologique vise dès le départ à régler des problèmes sociaux, en fonction d'une certaine vision de l'intérêt de la société. Ainsi, mus par la devise *Voir, juger, agir*, les groupes de l'Action catholique spécialisée mènent des enquêtes sur des thématiques variées (les conditions de travail, l'habitation, le coût de la vie, etc.) (Warren, 2003, p. 55). Leurs collectes de données se veulent impartiales, mais toujours dans l'optique de fournir une description claire et précise de la situation qui puisse alimenter par la suite une action sociale efficace.

Dans le Québec de la première moitié du 20^e siècle, les efforts de recherche sont aussi, bien souvent, accompagnés d'une volonté de diffusion auprès d'un public large et diversifié. En témoigne l'exemple de l'École sociale populaire. Fondée en 1911, celle-ci donne des cours et des conférences dans différents centres de la province (Warren, 2003, p. 60). Ses séances d'études sociales attirent parfois jusqu'à 3000 auditeurs, dont beaucoup sont issus des rangs des patrons et des ouvriers. Au cours de son existence, c'est-à-dire jusqu'en 1959, l'École sociale populaire publie aussi nombre de brochures sur des thèmes variés. Elle se veut à la fois un lieu de réflexion pour « trouver des remèdes aux maux dont souffre la société » et « une tentative de mettre à la disposition du public, sur une grande échelle, un enseignement théorique basé sur une connaissance minimale des faits » (p. 61). Initiative semblable, les Semaines sociales constituent une sorte d'université ambulante dont le but est d'allier formation scientifique, théorique et pratique. Pour Monseigneur Amédé Gosselin, recteur de l'université Laval à la fin des années 1920, les Semaines sociales représentent « une extension de l'université dans le domaine de l'action » (Warren, 2003, p. 65). La science doit alors servir de

moyen pour connaître le terrain où l'on agit, afin de mieux œuvrer à la réforme générale de la société. C'est la même logique, celle d'un arrimage étroit entre recherche et action, qui préside à la fondation, dans les années 1930, de l'École des sciences sociales de l'Université Laval. L'enquête sociologique est alors vue comme une méthode pour mieux connaître les besoins de la population et ainsi organiser plus rationnellement la vie sociale (p. 100). Guy Rocher, sociologue, aura plus tard les paroles suivantes pour décrire ce qui l'a poussé à s'inscrire à l'université Laval à la fin des années 1940 :

C'est parce que j'ai senti une profonde coïncidence entre l'engagement social de l'Action catholique et celui de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval que je me suis dirigé vers cette Faculté en 1947. Mon objectif alors était clair: je voulais acquérir un complément de formation scientifique et philosophique, pour mieux m'armer en vue d'une action sociale qui me semblait être l'axe normal de ma vie (Rocher, 1984, p. 371).

Loin de vouloir détacher la recherche et l'action, de nombreux artisans de la sociologie québécoise de la première moitié du 20^e siècle les ont donc vues comme des entreprises complémentaires. Dans les années 1950, cependant, influencés par l'école de Chicago, plusieurs sociologues s'éloignent de cette posture pour tendre vers une pratique sociologique qui se veut plus « objective », plus proche du modèle des sciences physiques (Warren, 2003, p. 281). Cela ne met pas pour autant fin aux pratiques qui allient recherche et action. En effet, tout comme aux États-Unis (et ailleurs dans le monde), celles-ci connaîtront un renouveau à partir des années 1960 (Fontan, 2010, p. 3).

Cette présentation à grands traits de quelques pans de l'histoire de la sociologie américaine et québécoise montre que l'idée de jeter des passerelles entre la recherche en sciences sociales et l'action publique est loin d'être nouvelle : elle était présente aux origines mêmes de la discipline sociologique. Dans ces quelques pages, je n'ai pu présenter qu'une infime fraction de l'histoire des rapprochements entre l'université et la société. Il va cependant sans dire que ces rapprochements ont pu prendre des formes très différentes selon le pays, la période ou la discipline. Cette diversité d'approches mériterait d'être mieux étudiée à travers un cours ou des séances de cours portant sur l'évolution des rapports entre sciences sociales et société au fil du temps. En effet, mieux connaître cette histoire nous permettrait de mieux comprendre d'où peut venir la mobilisation des connaissances et ainsi mieux se positionner en tant que chercheur-e souhaitant avoir une pertinence sociale.

Les apports et les limites de la mobilisation des connaissances

Mieux connaître cette histoire, c'est aussi se donner la possibilité de mieux saisir quel est l'apport spécifique de la mobilisation des connaissances. De prime abord, il me semble que le principal apport de celle-ci, ce qui la distingue d'autres formes historiques de rapprochement entre recherche et action, est le fait d'intégrer les acteurs et actrices du milieu au processus même de la recherche. Revenons à la définition de la mobilisation des connaissances donnée plus haut, soit « l'échange bidirectionnel d'information entre les chercheurs et la population ainsi que la transformation des connaissances en actions concrètes dans l'intérêt de la société en général » (Fitzpatrick, 2008, dans Marcoux, 2009, p. 18). Dans la plupart des cas de rapprochements entre universitaires et membres de la communauté mentionnés dans la section précédente, il y avait bel et bien une volonté de transformer des connaissances en actions concrètes dans l'intérêt de la société. Il y avait aussi échange d'information entre les chercheurs et la population, comme le prouvent l'exemple de l'École sociale populaire ou encore celui des ateliers offerts par les femmes sociologues de la Hull House. Cependant, cet échange d'information n'était pas nécessairement bidirectionnel. Il ne reposait pas forcément sur l'idée que les acteurs et actrices locaux possédaient des savoirs qui devaient être reconnus et que ces savoirs pouvaient avoir une influence positive sur la recherche elle-même. Dans certains cas, au contraire, la relation entre l'universitaire et les personnes auxquelles il s'intéresse pouvait être nettement verticale, c'est-à-dire prendre la forme d'un transfert de connaissances du « haut » vers le « bas ». Par exemple, le service extérieur de l'Université Laval, créé en 1944 afin de faire le lien entre la Faculté des sciences sociales et la population, devait « amener le peuple à une meilleure compréhension de ses besoins sociaux et l'inciter à faire sa part pour les résoudre » (Laplane, 1948, cité dans Warren, 2003, p. 67). Ce genre d'énoncé de mission donne la désagréable impression que les universitaires détiennent la vérité et qu'ils et elles doivent la répandre auprès des masses.

À l'inverse, la mobilisation des connaissances se veut, en principe, horizontale; elle reconnaît la valeur de la contribution de chacun à la production des connaissances. Bennett et Bennett ont ainsi élaboré une typologie comptant 7 types de savoirs, incluant entre autres le savoir lié à la recherche (un savoir théorique et empirique basé sur une méthode scientifique) et le savoir lié à la praxis (une compréhension pratique d'un milieu, souvent intuitive, tacite et acquise par l'expérience) (2007, p. 38). Les deux auteurs affirment que c'est par la combinaison de ces différents savoirs que la mobilisation des connaissances permet d'atteindre une compréhension fine d'une situation donnée (p. 35). En pratique, cette combinaison passe par un dialogue et une reconnaissance mutuelle entre chercheur-e-s, praticien-ne-s et personnes intéressées ou touchées par un projet. Par le fait même, la mobilisation des connaissances laisse donc

entrevoir une conception égalitaire des rapports entre l'université et la communauté. Jean-Marc Fontan met de l'avant une idée semblable lorsqu'il avance que « le plus grand apport de la recherche partenariale est celui de la démocratisation du processus même de production des connaissances universitaires » (Fontan, 2010, p. 14).

Cette intégration des acteurs et actrices du milieu au processus de la recherche, sans doute rendue possible en grande partie par l'augmentation massive du taux de diplomation universitaire depuis les années 1960, m'apparaît comme souhaitable en soi, mais elle offre de surcroît des avantages pratiques indéniables. Alors que beaucoup d'individus empruntent la voie académique dans l'espoir de contribuer d'une manière ou d'une autre au changement social, ils sont souvent confrontés au peu de visibilité accordée à la recherche dans l'espace public, plus particulièrement dans l'espace médiatique. L'académicien-ne peut ressentir un certain isolement et craindre que ses écrits ne soient lus que par une poignée de personnes ou, pire, qu'ils accumulent la poussière sur les tablettes. La collaboration avec des partenaires issus de milieux de pratique permet alors de « rompre avec l'insularité » (Ollion, 2009, p. 117). Elle donne à la recherche un débouché immédiat et un moyen de se faire entendre auprès du public concerné. Ce faisant, elle peut permettre à la recherche d'avoir une pertinence accrue. C'est d'autant plus vrai qu'en théorie, si le partenariat est bien mené, il peut rendre la recherche plus en phase avec la réalité sociale. Fontan donne l'exemple d'acteurs et d'actrices de terrain qui, dans un cas, ont su mieux saisir les tendances économiques que ne l'auraient fait les indicateurs habituels (taux de chômage, taux de croissance):

Ces acteurs sont plus près du temps direct que ne le sont les chercheurs universitaires. En se rapprochant d'eux, [...] les chercheurs peuvent mieux se lier à la réalité, enrichissant de ce fait leur capacité de la comprendre et de l'analyser (Fontan, 2000, p. 95).

Une recherche engagée, soucieuse d'améliorer le monde et de rompre avec un certain élitisme du monde universitaire pour produire des résultats utiles, accessibles et ancrés dans le réel : c'était ce que j'espérais trouver en m'inscrivant à la maîtrise en pratiques de recherche et action publique. J'arrivais en effet d'un parcours militant et j'étais convaincu qu'il était possible de lier recherche et engagement. C'était, me semble-t-il, l'objectif de la mobilisation des connaissances. Comme je viens de l'expliquer, je crois encore que celle-ci peut être une force positive en ce sens. Toutefois, je constate aussi que le discours sur la mobilisation des connaissances a émergé dans un contexte néolibéral dont plusieurs aspects me paraissent problématiques. En avant-propos d'un livre intitulé *L'argent et le savoir*, Guy Rocher identifie quatre grandes périodes de l'histoire récente de la recherche québécoise et canadienne. La

première, *grosso modo* de la fin de la Deuxième guerre mondiale aux années 1970, est celle de la « république des chercheurs », au cours de laquelle la recherche valorisée se doit d'être « libre, inspirée par les seuls intérêts scientifiques du chercheur, plus fondamentale qu'appliquée, en vue d'une publication savante » (Rocher, 1998, p. 14). La deuxième période est celle de l'étatisation de la recherche. S'y mettent en place des mécanismes d'encadrement de la recherche en fonction de critères d'efficacité et de pertinence sociale décidés par les gouvernements. La troisième période, qui débute dans les années 1980, est caractérisée par le développement de réseaux de chercheur-e-s pancanadiens au nom de « l'excellence » et d'une productivité accrue. Selon Rocher, les années 1990 inaugureront une quatrième période marquée par la recherche quasi-obligée de partenariats :

La crise économique des années 1990 et la remise en question de l'État-providence allait toucher la recherche universitaire de plein fouet et ouvrir une quatrième période, celle que nous connaissons encore. L'État, qu'il soit canadien ou québécois, ne pouvait plus soutenir seul les dépenses faites en recherche. Mais il ne voulait pas non plus perdre l'emprise qu'il s'était acquise sur elle. L'idée du « partenariat » permettait d'imposer aux chercheurs subventionnés par les fonds publics des organismes subventionnaires l'obligation de chercher un complément de financement auprès d'un (ou plusieurs) partenaire susceptible d'être intéressé, qu'il s'agisse d'une entreprise privée, d'une quelconque institution ou même d'un autre organisme gouvernemental, voire d'un ministère (Rocher, 1998, p. 16).

L'explication historique de Guy Rocher recoupe l'analyse de Sébastien Marcoux, premier diplômé du programme PRAP, qui s'est intéressé, entre autres, à l'apparition de la demande en mobilisation des connaissances. Pour lui, cette dernière est associée à une nouvelle conception de l'innovation popularisée par un rapport de l'OCDE publié en 1996, *L'économie fondée sur le savoir*. Selon cette perspective, l'innovation naît de « l'interaction des producteurs et des utilisateurs dans l'échange des connaissances aussi bien codifiées que tacites » (OCDE, 1996, dans Marcoux, 2009, p. 13), et non de l'effort isolé des chercheur-e-s et des laboratoires de recherche. Pour faciliter l'innovation, les États sont donc encouragés à mettre en place des « systèmes nationaux d'innovation » qui permettent une communication intense entre différents partenaires – « entreprises, laboratoires, établissements universitaires et consommateurs » (p. 14) – pour produire de la recherche commercialisable, le tout dans une logique de développement économique.

Pour sa part, Hans-Olivier Poirier-Grenier, un autre diplômé de la maîtrise PRAP, a très bien expliqué dans son essai les risques que comportait la soumission de la recherche universitaire à des impératifs de développement économique (Poirier-Grenier, 2013, pp. 49-55) : en arrimant la recherche à des intérêts particuliers, on restreint potentiellement la liberté académique et on

peut donc, en bout de ligne, réduire la portée, la crédibilité et la pertinence de la recherche. Je souscris tout à fait à cette mise en garde. En effet, il m'apparaît important que le milieu universitaire préserve une certaine autonomie, surtout par rapport aux lieux de pouvoir. Sans nécessairement rejeter les partenariats, les universitaires doivent pouvoir conserver une distance critique face aux institutions de l'ordre établi, que ce soit l'État et les entreprises privées pour les chercheur-e-s d'aujourd'hui ou bien l'Église catholique et son « ordre social chrétien » pour le sociologue de jadis. En fait, même lorsqu'il s'agit d'un partenariat avec une petite organisation, il est utile que les différentes personnes impliquées gardent un bon degré d'indépendance. Cela peut se faire en prévoyant des moments propres à chacun des groupes concernés. Dans cette optique, Trépanier et Gosselin suggèrent qu'au terme d'un partenariat, « les acteurs de chacun des deux mondes impliqués se retrouvent entre eux pour débattre et décider, en fonction de leur propre contexte, de l'influence et de l'application des résultats obtenus » (2009, p. 610).

Plus largement, à l'heure où les organismes subventionnaires encouragent les chercheur-e-s à tisser des partenariats afin de produire de la recherche appliquée, il me semble aussi essentiel de rappeler l'importance de la recherche fondamentale, d'une part, et de la recherche réalisée selon une méthode plus classique, d'autre part. Bien souvent, les personnes qui privilégient la mobilisation des connaissances ont tendance à être critiques de la recherche conventionnelle. Cela est compréhensible, dans la mesure où elles cherchent à asseoir la légitimité du modèle qu'elles mettent de l'avant. Pourtant, la recherche conventionnelle, celle qui est faite par des chercheur-e-s universitaires en fonction de questionnements théoriques propres à un champ et sans nécessairement bâtir de relations avec des groupes non universitaires, n'a pas à être en compétition avec la recherche partenariale et avec la mobilisation des connaissances. En les mettant en concurrence, on peut faire craindre à certain-e-s que l'une en vienne à effacer l'autre. Cette crainte a d'ailleurs été observée par Sébastien Marcoux lorsqu'il a interviewé des acteurs et actrices du monde universitaire. L'un de ses répondant-e-s faisait remarquer qu'à trop insister sur la recherche immédiatement utile et pertinente, on perdait de vue des enjeux importants, mais plus lointains (Marcoux, 2009, p. 70). En fait, comme le dit Fontan, « les deux mondes ont tout avantage à coexister et à se reconnaître dans leurs forces et leurs faiblesses respectives » (2010, p. 13).

De même, bien que la mobilisation des connaissances puisse être un moyen approprié de lier recherche et engagement, il faut reconnaître que l'engagement social des chercheur-e-s ne doit pas nécessairement passer par la mobilisation des connaissances. Dans le cadre d'un récent

voyage académique à Détroit avec des collègues de l'INRS, nous avons rencontré un professeur de l'université du Michigan qui adoptait une posture critique dans ses recherches sur les politiques publiques appliquées à la ville de Détroit. Nous lui avons demandé s'il était lié d'une manière ou d'une autre à des groupes ou à des mouvements qui portaient eux aussi une critique semblable. Il nous a répondu que, tout en étant solidaire du travail de ces groupes, il se sentait plus utile socialement dans son rôle d'intellectuel produisant des travaux théoriques et empiriques. Il n'est pas le seul dans cette situation. Même sans être directement en contact avec des acteurs et actrices travaillant sur le terrain, un-e chercheur-e peut élaborer des réflexions qui nous aideront à voir le monde d'une autre manière – et éventuellement à le transformer. Fontan parle « d'engagement théorique » et « d'engagement pratique » pour distinguer ces deux voies, celle de l'intellectuel-le critique et celle de l'intellectuel-le travaillant effectivement en partenariat avec des groupes en quête de changement social (Fontan, 2000, p. 97). Dans le même ordre d'idées, un-e chercheur-e peut faire de la recherche de manière conventionnelle, mais être engagé-e dans son milieu en tant que citoyen-ne, en dehors de son travail. Cela ne veut pas pour autant dire que ses travaux de recherche seront tout à fait séparés de son engagement. Il y a fort à parier que ces deux pans de sa vie se nourriront mutuellement. En outre, il est possible pour un-e chercheur-e de mener certains projets de recherche selon les principes de la mobilisation des connaissances et d'autres de manière plus conventionnelle, selon ses intérêts du moment ou selon les opportunités qui se présentent à lui ou à elle. C'est d'ailleurs ce que beaucoup de chercheur-e-s font déjà, puisqu'ils et elles s'investissent souvent dans plusieurs projets à la fois.

La mobilisation des connaissances est donc une approche qui offre des possibilités intéressantes, puisqu'elle permet la reconnaissance de différents types de savoirs et admet que des gens de divers milieux puissent participer à la production des connaissances. Par le fait même, elle peut donner à la recherche en sciences sociales l'opportunité d'être plus en phase avec la réalité et d'atteindre directement un public qui se sentira concerné. Cela dit, elle n'est qu'une approche parmi d'autres, notamment pour les chercheur-e-s qui souhaitent adopter une posture engagée. Elle ne doit pas nous faire oublier le rôle important que peut jouer la recherche conventionnelle. Dans son appel en faveur d'une « sociologie publique », c'est-à-dire une sociologie qui entre activement en conversation avec divers publics, Michael Burawoy, ancien président de l'*American Sociological Association*, met de l'avant une idée similaire. Il souhaite que la sociologie publique, une façon de concevoir la recherche qui ressemble à la mobilisation des connaissances, prenne plus de place et qu'elle s'affirme dans le monde universitaire, mais pas au détriment de la sociologie académique (qui s'apparente à ce que j'ai

appelé la recherche conventionnelle). En fait, ce qu'il prône, c'est la complémentarité des sociologies publiques et académiques :

La sociologie publique et l'expertise sociologique ne peuvent exister sans une sociologie académique, qui fournit des méthodes rigoureuses et éprouvées, un ensemble de connaissances accumulées, des questions directrices et des cadres conceptuels. La sociologie académique n'est en rien l'ennemi des sociologies expertes ou publiques, mais la condition sine qua non de leur existence, de par les savoirs et la légitimité qu'elle leur prodigue (Burawoy, 2009, p. 117).

CONCLUSION

La notion d'engagement se trouve au cœur de cet essai. Elle a été une des thématiques explorées dans le cadre de l'étude que j'ai réalisée pour l'AQOCI. J'ai pu montrer que les stagiaires, la plupart du temps déjà engagé-e-s avant leur stage, l'étaient souvent plus à leur retour. Ce sursaut d'engagement peut être attribué au fait d'avoir pu « mettre des visages sur des enjeux », ainsi qu'à une conscience globale renforcée, qui donne aux stagiaires le sentiment que leurs gestes doivent être posés en tenant compte des impacts qu'ils peuvent avoir ici et ailleurs.

Il me semble aussi qu'une forme d'engagement est inhérente à la mobilisation des connaissances. En fait, faire de la mobilisation des connaissances, c'est surtout « s'organiser pour que les résultats servent » (Trépanier et Gosselin, 2009), c'est-à-dire être convaincu que la recherche universitaire peut avoir une utilité sociale, au-delà du monde académique, et faire les démarches nécessaires pour que ce soit bel et bien le cas. De là découle l'idée de faire de la recherche en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, afin de prendre en compte leurs besoins réels et de s'assurer que la recherche ne soit pas « déconnectée de la réalité », comme on le reproche souvent au monde universitaire. Comprise de cette manière, la mobilisation des connaissances est en quelque sorte la dernière-née d'une longue famille, puisque l'idée de lier recherche et action, de faire en sorte que les travaux des universitaires servent à résoudre des problèmes concrets, est peut-être aussi ancienne que l'institution universitaire elle-même.

À mon avis, il est souhaitable que la tradition d'engagement social du monde académique se poursuive et s'approfondisse, que ce soit par le biais de la recherche partenariale et de la mobilisation des connaissances ou bien sous d'autres formes. Cela dit, il m'apparaît tout aussi essentiel que l'université préserve une bonne part de l'autonomie qu'elle a acquise de haute lutte au fil des siècles. Il me semble que c'était là un des éléments clés de la grève étudiante de 2012, un moment fort d'engagement collectif. Face à un gouvernement qui concevait exclusivement l'université comme une usine à travailleurs et à travailleuses diplômé-e-s, il était impératif de mettre de l'avant une autre vision de l'éducation. Pour ma part, j'ai participé au mouvement étudiant en étant convaincu que l'université devait permettre la coexistence de deux rôles parfois complémentaires et parfois divergents. D'une part, elle doit être ouverte à ceux et celles qui souhaitent s'atteler à la résolution des problèmes sociaux de l'heure, aux côtés des divers groupes qui tentent d'améliorer la société. D'autre part, elle doit être un lieu où il est

possible de prendre du recul, de former son esprit critique et créer des œuvres qui auront peut-être une utilité sociale future, mais qui pourront aussi se valoir en elles-mêmes, du seul fait qu'elles s'ajouteront aux connaissances que nous avons de nous-mêmes et de notre monde.

BIBLIOGRAPHIE

- AQOCI. 2012. « Mission », [En ligne] <http://www.aqoci.qc.ca/spip.php?article307> (page consultée le 17 septembre 2012).
- AQOCI. 2011. *Rapport d'évaluation participative du programme QSF*. Montréal. Document interne.
- AQOCI. 2009. *Mémoire présenté par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale au Secrétariat à la jeunesse concernant la stratégie d'action jeunesse 2009-2011*.
- Bélisle, Annick. 2005. *Rapport d'évaluation de l'impact des stages outre-mer auprès des stagiaires*. Sherbrooke : Université de Sherbrooke. Rapport présenté au Carrefour de solidarité internationale.
- Bennet, David et Alex Bennet. 2007. *Knowledge Mobilization in the Social Sciences and Humanities : Moving from Research to Action*. Frost : MQI Press.
- Burawoy, Michael. 2009. « Pour la sociologie publique. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 176-177(1).
- Choquette, Dominique. 2008. « Les jeunes adultes québécois dans la rencontre de l'autre lors d'un stage d'initiation à la coopération internationale ». Mémoire de maîtrise. Montréal : UQAM.
- Cicchelli, Vincenzo. 2012. *L'esprit cosmopolite : Voyages de formation des jeunes en Europe*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Croteau, David. 2005. « Which Side Are You On? The Tension between Movement Scholarship and Activism ». Dans *Rhyming Hope and History: Activists, Academics and Social Movement Scholarship*, sous la dir. de David Croteau, William Hoynes et Charlotte Ryan, 20-40. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Elissalde, Jérôme, Judith Gaudet et Lise Renaud. 2010. « Note de recherche : Circulation des connaissances : modèle et stratégies. » *Revue internationale Communication sociale et publique* 3-4.
- Fontan, Jean-Marc. 2011. « La mobilisation des savoirs en contexte de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : quels apprentissages pour les administrations publiques? » *Télescope* 17(3).
- Fontan, Jean-Marc. 2010. « Recherche partenariale en économie sociale: analyse d'une expérience novatrice de coproduction des connaissances. » *La revue de l'innovation : La revue de l'innovation dans le secteur public* 15(3).
- Fontan, Jean-Marc. 2000. « De l'intellectuel critique au professionnel de service, radioscopie de l'universitaire engagé. » *Cahiers de recherche sociologique* 34.
- Gallant, Nicole. 2013. « Colloque 477 - Repenser l'engagement des jeunes : contraintes et actions dans diverses sphères de la vie », [En ligne] <http://www.acfas.ca/evenements/congres/programme/81/400/477/c> (page consultée le 6 août 2014).
- Gauthier, Christine et Geneviève Olivier-d'Avignon. 2005. *Retombées d'un séjour de coopération internationale sur l'implication sociale et sur les cheminements personnel et professionnel*. Québec: Plan Nagua.

- Germann Molz, Jennie. 2005. « Getting a "Flexible Eye": Round-the-World Travel and Scales of Cosmopolitan Citizenship. » *Citizenship studies* 9(5).
- Kaufmann, Jean-Claude. 2004. *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.
- INRS. 2013. *Guide 2013-2014 : Maîtrise (profil avec essai) en pratiques de recherche et action publique*. Montréal : INRS Centre Urbanisation Culture Société.
- INRS. 2011. « Programmes d'études : Les pratiques de recherche et l'action publique », [En ligne] <http://www.ucs.inrs.ca/ucs/etudier/programmes/pratiques-recherche-action> (page consultée le 16 juillet 2014).
- Landry, Réjean, Nabil Amara et Moktar Lamari. 2001. « Utilization of social science research knowledge in Canada. », *Research Policy* 30.
- Lévesque, Carole. 2008. « Cinq défis pour bâtir le rapprochement entre la recherche et la société », *Découvrir*, juin-juillet.
- Marcoux, Sébastien. 2009. « La demande de mobilisation des connaissances : analyse du système de recherche en sciences sociales du Québec ». Essai de maîtrise, Institut national de la recherche scientifique.
- Maurer, Sophie. 2000. « École, famille et politique », *Dossiers d'études du CAF* 16, [En ligne] http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/dossier_16_-_socialisation.pdf (page consultée le 4 septembre 2014).
- Poirier-Grenier, Hans-Olivier. 2013. « Expérience de recherche partenariale en contexte policier : Résultats, bilan et réflexion critique sur la mobilisation des connaissances. » Essai de maîtrise, Institut national de la recherche scientifique.
- Quénariat, Anne. 2008. « The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work. », *Youth and society* 40(2).
- Rocher, Guy. 1998. « Avant-propos ». Dans Pierrette Mulazzi, *L'argent et le savoir : Enquête sur la recherche universitaire* sous la direction de Guy Rocher, 13-18. Montréal : Éditions Hurtubise HMH Ltée.
- Rocher, Guy. 1984. « Le sociologue et le pouvoir ou comment se mêler des affaires des autres ». Dans *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec* sous la direction de Georges-Henri Lévesque, 369-383. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Schattle, Hans. 2005. « Communicating Global Citizenship: Multiple Discourses Beyond the Academy. » *Citizenship studies* 9(2).
- Secrétariat à l'aide internationale (SAI). 2004. *Impacts à court et à long terme des stages Québec sans frontières (QSF) sur les anciens participants du programme*. Québec. Rapport d'enquête.
- Trépanier, Michel. 2011. « L'entretien ». Powerpoint rédigé pour le cours PRA8110, donné à l'automne 2011.
- Trépanier, Michel et Pierre-Marc. Gosselin. 2009. « S'organiser pour que les résultats servent : réflexion sur les conditions d'utilisation des connaissances issues d'une expérience d'observation participante ». Dans *Notre DBA. Le meilleur des deux mondes : un doctorat en administration alliant pertinence et rigueur*, 587-612. GGC Éditions.

- Vivanco, Véronica. 2011. « La mobilisation des connaissances : le cas d'une communauté de pratique sur l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le milieu de la coopération internationale. » Essai de maîtrise, Institut national de la recherche scientifique.
- Warren, Jean-Philippe. 2003. *L'engagement sociologique : La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*. Montréal : Boréal.

ANNEXE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE SUR LE THÈME DE LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la notion de « global citizenship » ou de « citoyenneté mondiale »²⁵ est de plus en plus présente dans le discours public, que ce soit dans le milieu académique, dans les médias ou parmi le grand public. Pichler fait remarquer que les sciences sociales s'intéressent depuis un certain temps à ce concept et essaient d'y réfléchir en parallèle avec divers enjeux contemporains liés à la justice globale, à la gouvernance politique, aux droits humains ou à la société civile internationale. Schattle, quant à lui, note que dans les dix dernières années, de nombreuses institutions éducatives, entreprises multinationales et organisations de la société civile se sont mises à employer l'expression et à mettre sur pied des programmes qui y sont liés (Schattle, 2009, p. 1). Toutefois, le concept est loin d'être univoque. Au contraire, plusieurs sens différents et parfois opposés coexistent et s'affrontent dans les différents secteurs où l'expression est utilisée. Un autre auteur, Fox, met en garde contre le risque de « conceptual stretching » qui peut survenir quand le sens d'un concept varie énormément en fonction de l'acteur qui l'utilise (Fox, 2005, p. 194). Ce risque est déjà présent en ce qui concerne la citoyenneté, dont la signification est contestée. Il devient d'autant plus grand lorsqu'on ajoute le qualificatif « mondial », qui est à première vue incompatible avec une conception traditionnelle de la citoyenneté.

Pour y voir plus clair, certains auteurs ont tenté d'élaborer une typologie des différentes conceptions de la « citoyenneté mondiale ». Le but de ce texte n'est pas de créer une nouvelle typologie, mais plutôt de présenter quelques-unes des grandes discussions entourant la notion de « citoyenneté mondiale ». Il sera question des liens entre la dimension éthique et politique du concept, des devoirs du citoyen du monde, du rapport entre « citoyenneté globale » et attachements locaux et, finalement, du caractère élitiste ou non du concept. Mais d'abord, je vais tout de même décrire quelques-unes des typologies existantes.

Par une revue de la littérature, Laura Oxley et Paul Morris identifient huit conceptions différentes de la « global citizenship » : politique, morale, économique, culturelle, sociale,

²⁵ J'ai choisi ici de traduire « global citizenship » par « citoyenneté mondiale » pour renvoyer directement à l'expression consacrée « citoyen du monde », même si « citoyenneté globale » aurait été plus proche de l'expression originale anglaise.

critique, environnementale et spirituelle (Oxley et Morris, 2013, p. 306). Dans ce texte, il sera principalement question des deux premières. Elaine R. Thomas élabore quant à elle une typologie des conceptions de la citoyenneté, comprise comme appartenance à une communauté politique (dont l'archétype est l'État-nation). Elle tente ensuite de mettre sa typologie à l'épreuve dans le contexte de discussions entourant la notion de « citoyenneté mondiale ». Selon sa typologie, il existerait cinq façons de définir l'appartenance à une communauté politique. La première est liée à la descendance : fait partie de la communauté celui ou celle qui y est lié par le sang. La citoyenneté ne peut donc pas être acquise. Cette conception est rarement invoquée de nos jours, sauf pour accuser un adversaire politique d'y souscrire (Thomas, 2002, p. 329). La seconde conception est fondée sur la culture, sur l'attachement à un mode de vie particulier. Comme dans le modèle de la descendance, la conception fondée sur la culture fait souvent appel à la métaphore de la famille. Toutefois, dans ce cas-ci, les caractéristiques nécessaires pour faire partie du groupe peuvent être acquises (Thomas, 2002, p. 330). Dans le troisième cas de figure, l'appartenance au groupe est basée sur l'attachement à ses principes fondateurs. Selon la quatrième conception, l'appartenance au groupe relève d'une sorte de contrat par lequel les citoyens accomplissent des devoirs (qui peuvent aller du service militaire à l'implication dans des groupes citoyens en passant par le vote et l'aide à son voisin) en échange de droits. Finalement, le cinquième modèle est celui du contrat monétarisé : le membre de la communauté est celui qui paie ce qu'il doit à la communauté, soit par ses impôts, par son emploi ou par ses investissements.

Lorsqu'on tente d'appliquer cette typologie au concept de « citoyenneté mondiale », on voit émerger une tension possible entre ceux qui se définissent implicitement en référence à la conception culturelle et ceux qui adhèrent davantage à la conception contractuelle de la citoyenneté. En effet, Thomas raconte un échange ayant eu lieu entre Falk, un auteur se réclamant du cosmopolitisme, et un homme d'affaires rencontré à bord d'un avion. Ce dernier se définissait comme citoyen du monde parce qu'il voyageait fréquemment, parce qu'il avait un réseau social global et parce qu'il n'était pas confiné à un territoire particulier. En d'autres mots, parce qu'il faisait partie d'une « *homogeneized elite global culture* » (Falk, 1994, cité par Thomas, 2002, 341). Falk critique cette conception en la décrivant comme étant celle d'individus déracinés qui sont dénués de sens civique. Pour lui, un vrai citoyen du monde est une personne qui se sent responsable envers l'humanité et qui, en conséquence, accepte d'accomplir ses devoirs envers elle.

La même opposition entre une « citoyenneté mondiale » associée à la mobilité internationale et une « citoyenneté mondiale » associée à la responsabilité et à la participation se retrouve dans un article de Hans Schattle. Celui-ci présente les résultats d'un projet de recherche dans lequel 500 articles de journaux contenant une référence à la « citoyenneté mondiale » ont été analysés et 126 entretiens ont été menés auprès de personnalités publiques qui sont apparues dans les articles de journaux recensés. À partir de cette quantité impressionnante de données, l'équipe de recherche de Schattle en est arrivé à la conclusion suivante : « [...] "global citizenship" beyond the academy can be situated within two overarching discourses : a civic republican discourse that emphasizes concepts such as awareness, responsibility, participation and cross-cultural empathy, and a libertarian discourse that emphasizes international mobility and competitiveness » (Schattle, 2005, p. 120). C'est de la première de ces deux conceptions de la « citoyenneté mondiale » dont je parlerai dans les sections qui suivent.

Dimension éthique et dimension politique

Adoptant une conception politique et légale de la citoyenneté, des auteurs comme David Miller, professeur de théorie politique, et Stephen Neff, professeur de droit international, critiquent la notion de « citoyenneté mondiale ». Présenté par Nigel Dower dans un article qui vise à le décortiquer et à le déconstruire pour ensuite mettre de l'avant l'idée de « global citizenship », l'argumentaire de ces deux penseurs repose d'abord et avant tout sur la prémisse selon laquelle le concept de citoyenneté peut seulement avoir un sens dans le contexte d'une communauté politique délimitée (« a bounded political community »). En effet, pour Miller, la citoyenneté est fondée sur quatre caractéristiques, soit :

1. Des droits égaux partagés par tous les membres de la communauté politique.
2. L'obligation correspondante de respecter les droits de l'ensemble des citoyens.
3. L'engagement à défendre activement les droits des citoyens et à promouvoir le bien commun de la collectivité.
4. La participation active à la vie politique de la communauté (Miller, 1998, cité par Dower, 2000, p. 555).

Cet idéal de citoyenneté active ne se réalise jamais pleinement, mais le cadre national fournit néanmoins un espace à au sein duquel il peut potentiellement se réaliser puisqu'il existe une culture publique commune et un ordre politique établi. Par contraste, en l'absence d'un gouvernement mondial, l'espace global ne fournit ni culture publique commune, ni mécanismes de prise de décisions et de négociation des compromis – des éléments sans lesquels on ne peut réellement parler de citoyenneté (Miller, 1998, cité par Dower, 2000, p. 556). Quant à Neff, il part du principe que la citoyenneté est essentiellement un concept légal, associé à des droits conférés par un État. Bien qu'il existe un droit international, celui-ci n'est rien d'autre que le fruit d'un accord entre États (Neff, 1998, cité par Dower, 2000, p. 557). Partant de cette définition legaliste, il n'y aurait donc pas d'échelle globale où la notion de citoyenneté pourrait être appliquée. En ce sens, parler de citoyenneté globale, mondiale ou cosmopolitique, c'est faire usage d'un oxymore qui brouille le sens précis du mot « citoyenneté » (Linklater, 1998, p. 23-24)²⁶.

Turner part d'une perspective semblable, selon laquelle la construction de la citoyenneté s'est faite en parallèle – et a été considérée comme inséparable de – la construction de l'État-nation (Turner, 2002, p. 50). Il avance que la création de véritables citoyens du monde exigerait un gouvernement global pour rendre effectifs les droits et obligations des citoyens (Turner, 2002, p. 56). Néanmoins, il n'abandonne pas l'idée d'arrimer cosmopolitisme et citoyenneté, bien qu'il soutienne que : « [the] theories of citizenship have been singularly unimpressive as perspectives on the possibility of a global polity. Attempts to develop theories of global citizenship look equally unpromising. » (Turner, 2002, p. 45)

Abordant la question de la « citoyenneté mondiale » sous un angle différent, d'autres auteurs s'intéressent à l'individu et au rapport qu'il doit entretenir avec le reste de l'humanité sur le plan éthique. Dans les textes des partisans de ce point de vue, une filiation est fréquemment établie entre la notion contemporaine de « citoyenneté mondiale » et celle qui était défendue par les stoïques de l'Antiquité grecque, qui considéraient que les êtres humains faisaient partie d'un ordre moral universel qui dépassait les frontières des communautés locales (Germann Molz, 2005, p. 518)²⁷. Une

²⁶ Pour Miller comme pour Neff, cela dit, le fait de rejeter la notion de « citoyenneté globale » n'empêche pas d'envisager des devoirs de l'individu ou de l'État envers l'humanité. Ils insistent cependant pour dire que le vocabulaire de la citoyenneté est inapproprié pour parler de ces obligations (Linklater 1998, p. 24). De plus, ils n'accordent pas la même importance à ces obligations que ne le font les partisans de la « global citizenship » (Dower, 2000, p. 558).

²⁷ Voir aussi Delanty, 2000, Dower, 2000 et 2002 et Nussbaum, 1994

filiation est aussi établie avec Diogène le cynique, un autre philosophe de l'Antiquité grecque, qui se déclarait « citoyen du monde » pour s'opposer à l'idée selon laquelle les obligations morales d'un individu s'arrêtent aux portes de sa cité (Athènes, en l'occurrence). Dans cette perspective, l'idée de « citoyenneté mondiale » est essentiellement vidée de son contenu politique et le terme « citoyen » est utilisé principalement pour désigner un « agent moral » (Dower, 2000, p. 553). L'idée de « citoyenneté mondiale » est de surcroît découplée de l'idée de gouvernement mondial ou de renforcement des institutions politiques globales, alors que ces idées ont très souvent été associées, que ce soit dans la pensée cosmopolite de la première moitié du 20^e siècle (Dower, 2000, p. 555) ou dans celle des penseurs présentés ci-haut.

Martha Nussbaum, philosophe américaine, est sans doute la principale représentante académique de cette conception de la « citoyenneté mondiale » axée sur l'individu et ses devoirs moraux. Son texte « Patriotism and Cosmopolitanism », publié pour la première fois en 1994, a été l'un des déclencheurs d'un débat d'envergure sur les mérites du cosmopolitisme parmi certains intellectuels américains²⁸. Pour Nussbaum, l'allégeance première de toute personne devrait être envers la communauté humaine dans son ensemble. Fondamentalement, c'est cette communauté qui est la source de toute obligation morale. Nous devrions donc considérer tous les êtres humains comme nos concitoyens ou comme nos voisins, en reconnaissant les liens d'interdépendance qui nous unissent et en insistant sur les « ingrédients fondamentaux » qui font notre humanité, soit la raison et la capacité morale. Dans ce contexte, l'idée de « citoyenneté mondiale » doit agir comme une sorte de boussole qui inspire et régule nos choix moraux et politiques et qui nous rappelle constamment que nous appartenons à l'humanité et qu'à ce titre, nous devons toujours agir de manière à respecter l'égale dignité de chaque être humain (Nussbaum, 1994).

Le concept de « citoyenneté mondiale » peut donc être compris d'au moins deux façons, l'une politique, l'autre éthique. C'est une des thèses soutenues par Toni Erskine, qui l'exprime ainsi:

Cosmopolitanism can be understood to mean (at least) two different things. It might be equated with the potential achievement of world government and the global

²⁸ Notamment à travers l'ouvrage *For love of country?*, dans lequel 15 philosophes réputés (dont Charles Taylor, Judith Butler, Anthony Kwame Appiah et Immanuel Wallerstein) répliquent à Nussbaum.

political institutions that would accompany it. Alternatively, cosmopolitanism might be thought to entail a universal scope of ethical concern (Erskine, 2002, p. 457)²⁹.

Ces deux conceptions peuvent exister tout à fait indépendamment l'une de l'autre. Une personne peut se reconnaître comme citoyenne du monde sans vouloir altérer les institutions politiques globales, tout comme, hypothétiquement, dans un futur gouvernement mondial, une personne pourrait se dire citoyenne du monde dans un sens strictement légal, sans que cela implique des obligations morales (Dower, 2000, p. 554). Cela dit, il n'y a pas non plus de raison de tracer une frontière trop nette entre la dimension politique et la dimension éthique de la « citoyenneté mondiale ». De l'avis de plusieurs auteurs, elles se complètent mutuellement.

Dans un article portant sur le sens à donner à l'idée de « global citizenship » dans un monde encore largement façonné par la quête de puissance des États et plus particulièrement par l'impérialisme américain, La Torre affirme la nécessité d'une morale qui s'étend à l'ensemble des êtres humains et qui est fondée sur certaines valeurs universelles (La Torre, 2005, p. 241). Toutefois, il critique le fait que Nussbaum se contente de proposer une morale universaliste sans se préoccuper des implications politiques et institutionnelles de sa proposition. Pour La Torre, la morale est toujours hautement fragile en raison de la faiblesse de la volonté (« weakness of will »). Pour expliquer son point de vue, il recourt à une comparaison entre les humains et les anges. Ces derniers peuvent avoir de la difficulté à identifier ce qui est juste, mais lorsqu'ils y parviennent, ils savent se conformer aux préceptes de la justice. Les humains, au contraire, peuvent croire en une certaine conception de la justice sans pour autant avoir la force et la détermination nécessaires pour agir en conséquence. C'est donc pour cette raison, selon La Torre, qu'il faut un ensemble de règles et d'institutions qui rendent la morale effective. Appliquant cette logique à l'échelle du monde, il en conclut que, sans un ordre politique global institutionnalisé, la « citoyenneté mondiale » risque de n'être rien d'autre qu'un exercice contemplatif dépourvu de sens (La Torre, 2005, p. 243).

Moins sévère, Dower considère que l'utilisation du langage de la « citoyenneté mondiale » implique déjà une réorganisation importante et souhaitable des priorités éthiques de l'individu (Dower, 2000, p. 559). Toutefois, il considère que, pour que cette réorganisation

²⁹ Pour être exact, Erskine parle ici de cosmopolitisme et non de « global citizenship », mais il arrive fréquemment que les auteurs cités dans cette revue de la littérature utilisent les termes « world citizenship », « global citizenship », « cosmopolitan citizenship » et « cosmopolitanism » comme des termes interchangeables, en cohérence avec l'étymologie du mot « cosmopolitisme ».

des priorités éthiques fasse sens et que nos obligations morales envers l'ensemble de l'humanité s'expriment pleinement, il faut que des institutions globales appropriées se développent (Dower, 2002, p. 32). Les citoyens du monde sont donc ceux et celles qui se donnent des objectifs globaux liés à une éthique globale et qui utilisent les institutions existantes ou en créent de nouvelles pour atteindre ces objectifs (Dower, 2000, p. 567).

Dans un article où il essaie d'élaborer un « cosmopolitisme émancipatoire », Daniel Crocker Hale rejoint d'une certaine manière les propos de Dower en suggérant que la mondialisation doit être régulée par des institutions politiques globales et que, pour que ces institutions politiques émergent et se forment, il doit y avoir une « global citizenry » prête à faire des concessions en ce sens (Crocker Hale, 2008, p. 9). Les dimensions éthique et politique sont donc liées. En faisant l'analyse des discours et de la couverture médiatique entourant la campagne britannique de solidarité internationale « Make poverty history », Kate Nash montre d'ailleurs comment les deux dimensions peuvent s'articuler. La campagne Make Poverty History visait une restructuration des institutions et des rapports socio-économiques internationaux de manière à les rendre plus justes, tout particulièrement pour les habitants des pays du Sud. Il s'agissait concrètement de créer un engouement médiatique majeur afin d'inciter les citoyens occidentaux à faire pression sur leurs élus et sur les « leaders » du monde pour qu'ils mettent en œuvre les réformes proposées. Or, les artisans de la campagne n'espéraient pas seulement amener les gens à se mobiliser. Ils espéraient faire en sorte que les citoyens du Royaume-Uni se conçoivent comme des « citoyens du monde », c'est-à-dire comme des membres d'une communauté politique globale, liés aux autres habitants du monde par-delà leurs « intérêts nationaux » (Nash, 2008, p. 172). L'idée derrière la campagne était donc en quelque sorte de promouvoir une éthique et une appartenance cosmopolites afin de rendre possible une réforme des institutions politiques globales³⁰.

Être « citoyen du monde », qu'est-ce que ça implique?

Les revendications concrètes de la campagne Make Poverty History étaient entre autres l'augmentation de l'aide internationale, l'annulation d'une partie de la dette des pays en développement, et l'élimination des barrières à l'exportation de produits agricoles pour les

³⁰ Il est à noter que, malgré un succès médiatique majeur, la campagne « Make Poverty History » a donné très peu de résultats concrets (Nash, 2008, p. 176).

pays du Sud dans une perspective de « justice commerciale ». Chacune de ses propositions pourrait faire l'objet de longs débats, mais on peut raisonnablement penser qu'elles seraient approuvées par bon nombre de personnes qui se définissent comme citoyen du monde. Cela nous mène vers une question peu abordée directement, mais pourtant cruciale : si l'on considère le citoyen du monde comme une personne qui est convaincue d'avoir des obligations morales envers l'humanité dans son ensemble, quelle est la nature de ces obligations? Que doit-on faire pour être un « bon citoyen du monde »?

Pour Turner, la principale vertu du citoyen du monde est sa capacité à prendre une certaine distance réflexive par rapport à son lieu d'origine. Cette réflexivité, qu'il nomme « irony », doit permettre de mieux comprendre les autres cultures à travers un questionnement sur sa propre culture locale ou nationale et sur les valeurs qui y sont associées (Turner, 2002, p. 57). Cette prise de distance, qui n'implique pas l'abandon de sa culture, est selon lui la condition *sine qua non* de la tolérance et du respect envers les autres cultures.

Dans un article où elle analyse le rapport entre le national et le global dans le discours de personnes qui font un voyage autour du monde (à travers les récits qu'ils publient sur un blogue ou sur un site personnel), Germann Molz constate justement que les voyageurs qu'elle étudie mettent en œuvre le type d'attitude recommandé par Turner. En effet, dans les propos de ces voyageurs, le périple autour du monde est assorti d'obligations, dont celle d'être ouvert à la différence culturelle : « To varying degrees, round-the-world travellers conceive of their trips as bridging cultural differences and bringing the people of the world together in common understanding » (Germann Molz, 2005, p. 524).

En plus de vouloir aller à la rencontre de la diversité culturelle, le « citoyen du monde » doit chercher à s'informer sur l'état du monde (Germann Molz, 2005, p. 522). C'est un peu la même idée qui est au cœur du texte de Heloisa Pait, sociologue brésilienne. Elle laisse entendre qu'un « citoyen du monde » est quelqu'un qui se tient informé de ce qui se passe ailleurs et qui se sent concerné par les nouvelles du monde entier. Partant de l'idée que « [n]ews is an important way through which we relate to our societies, and views on international conflicts reveal a lot about how one relates to the world » (Pait, 2008, p. 190),

elle interroge des « citoyens ordinaires » au sujet du conflit au Liban. Ce faisant, elle cherche à savoir s'ils sont des « citoyens du monde » ou des « faraway viewers »³¹.

Nussbaum insiste aussi sur l'importance de s'informer et de se renseigner, mais elle met surtout l'accent sur le rôle que peut jouer le système d'éducation. En parlant des étudiants américains, elle soutient que, pour qu'ils deviennent des citoyens du monde, [they should] learn a good deal more than is frequently the case about the rest of the world in which they live, about India and Bolivia and Nigeria and Norway and their histories, problems and comparative successes » (Nussbaum, 1994,).

Reconnaître la diversité culturelle et s'intéresser à ce qui se passe dans le monde sont donc deux des devoirs du citoyen du monde. Mais le concept de « citoyenneté mondiale » est aussi associé à des principes de justice sociale. Ainsi, Tiessen dit : « I define global citizenship as a way of understanding the world in which an individual's attitudes and behaviours reflect a compassion and concern for the marginalized and/or poor and for the relationship between poverty and wealth within and between communities, countries and regions » (Tiessen, 2011, p. 573). Dans la même veine, Angel Valencia Sàiz tente de définir une « citoyenneté écologique » dans le contexte de la mondialisation³². Pour lui, justice sociale, compassion et « care » doivent être les fondements de cette citoyenneté. Il s'agit notamment de faire en sorte que ceux qui ont une empreinte écologique trop grande vivent plus durablement pour que ceux qui sont défavorisés puissent vivre décemment (Valencia Sàiz, 2005, p. 174). Quant à Bhikhu Parekh, professeur de science politique britannique d'origine indienne, il préfère parler de « globally oriented citizens » plutôt que de « citoyens du monde » (nous verrons pourquoi plus tard), mais il donne néanmoins un aperçu des devoirs de ces citoyens. Tout d'abord, ils doivent veiller à ce que les politiques de leur pays ne nuisent pas aux intérêts de l'humanité et ils doivent s'y opposer lorsqu'elles ne répondent pas à ce critère. Ensuite, ils doivent s'intéresser activement aux affaires du monde entier et s'efforcer d'alerter l'opinion publique mondiale quand des

³¹ Les citoyens interrogés sont intéressés et touchés par le conflit, même s'ils font peu de démarches pour en savoir plus que ce que les médias brésiliens en disent. Ils ont l'impression que le conflit est lointain, mais cette impression de distance est associée à un sentiment d'impuissance par rapport au sort des victimes, et non à un sentiment d'indifférence (Pait, 2008, p. 186-187).

³² Pour Valencia Sàiz, une « citoyenneté écologique » est nécessairement aussi une « citoyenneté globale ». En effet, comme les problèmes environnementaux sont globaux, leurs solutions doivent aussi dépasser le cadre de l'État-nation. Il s'agit donc d'étendre les frontières de la citoyenneté « classique » pour y inclure de nouveaux droits, de nouvelles responsabilités et de nouvelles formes de représentation politique qui ne se limitent pas aux communautés politiques nationales (Valencia Sàiz, 2005, p. 172). Son article, intitulé « Globalisation, Cosmopolitanism and Ecological Citizenship », est consacré aux liens entre « citoyenneté mondiale » et « citoyenneté écologique ».

gouvernements s'attaquent aux droits humains de leurs citoyens. Finalement, ils doivent s'engager en vue de créer un ordre mondial juste qui tende vers la paix et la réduction des inégalités (Parekh, 2003, p. 13).

Entre universalisme abstrait et cosmopolitisme enraciné

Sans surprise, l'idée selon laquelle un « citoyen du monde » doit être sensible aux autres cultures fait plutôt l'unanimité parmi ceux qui sont favorables à une forme ou une autre de cosmopolitisme. Le rapport qu'une telle personne doit entretenir avec sa propre culture d'origine soulève davantage de polémique. Comme on l'a vu plus haut, Turner considère que le fait d'adopter une distance réflexive par rapport à sa culture n'implique pas pour autant de délaisser celle-ci. En fait, il croit au contraire que cette distance réflexive est seulement possible lorsque l'on a déjà un attachement émotionnel à un lieu (Turner, 2002, p. 55)³³.

L'universalisme de Nussbaum diffère fortement de cette position. Pour elle, affirmer une loyauté ou une responsabilité particulière à l'égard d'une nation, d'une communauté ou d'un groupe ethnique est suspect. L'argument qu'elle invoque relève du sophisme de la pente glissante :

Once one has said, "I am an Indian first, a citizen of the world second," once one has made that morally questionable move of self-definition by a morally irrelevant characteristic, then what, indeed, will stop one from saying, [...] "I am a Hindu first, and an Indian second," or "I am an upper-caste landlord first, and a Hindu second"? Only the cosmopolitan stance [...] has the promise of transcending these divisions [...]" (Nussbaum, 1994)

Il s'agit donc de transcender les appartenances particulières pour affirmer son allégeance à l'humanité. Elle décrit d'ailleurs le fait de devenir « citoyen du monde » comme un parcours solitaire, « a kind of exile – from the comfort of local truths, from the warm nestling feeling of patriotism [...] ». Les identités locales peuvent tout de même être justifiées (et être sources de grande richesse dans la vie), mais elles n'ont pas à proprement parler de valeur morale. Ainsi, il est normal que les parents accordent plus d'attention à leurs enfants qu'à ceux des autres, mais seulement parce que, *d'un point de*

³³ Malheureusement, il ne présente pas le raisonnement qui l'a mené à cette affirmation.

vue cosmopolite, il est dans l'intérêt de tous qu'il en soit ainsi. Elle étend d'ailleurs cet argument à la nation, considérant par exemple qu'il est normal que les jeunes en apprennent davantage sur l'histoire de leur pays que sur celle des autres nations³⁴.

Bhikhu Parekh s'oppose farouchement à ce type de raisonnement :

[It] requires an individual to approach his parents, children or wife, not as a son, parent or husband but as a representative of humankind. This misses the singularity and uniqueness of the relationship and turns it into something wholly different.
(Parekh, 2003, p. 7)

Justifier les attachements particuliers seulement d'un point de vue cosmopolite équivaut à les dénaturer et à détruire leur spécificité morale. Pour Parekh, nous avons deux ensembles distincts de devoirs moraux :

- Des devoirs généraux envers l'humanité, en vertu de l'égale dignité des êtres humains.
- Des devoirs particuliers envers ceux auxquels nous sommes liés, que ce soit les membres de notre famille ou ceux de la société dans laquelle nous sommes nés.

Ces deux ensembles de devoirs sont importants et ne se confondent pas. Pour Parekh, le cosmopolitisme, parce qu'il nie les attachements particuliers à une communauté, peut vite devenir « an excuse for ignoring the well-being of the community one knows and can directly influence in the name of an unrealistic pursuit of the abstract ideal of universal well-being » (Parekh, 2003, p. 12). C'est pourquoi il rejette l'expression « citoyen du monde » et lui préfère celle de « globally oriented citizenship ».

Calhoun, lui, s'identifie comme cosmopolite et considère qu'une forme de cosmopolitisme est nécessaire dans la société globale moderne (Calhoun, 2002, p. 893). Il est toutefois critique du cosmopolitisme qui existe actuellement. Il soutient que le cosmopolitisme contemporain tire ses origines des Lumières et que, de ce fait, il a historiquement pris forme en s'opposant à la religion et à d'autres identités ancrées profondément : « Against the force of universal reason, the claims of traditional culture and communities were deemed to have little standing. These were at best particularistic, local understandings that grasped universal truths only inaccurately and partially » (Calhoun, 2002, p. 883). Selon lui, cette tendance à dénigrer la tradition et à présenter les attachements particuliers (à une nation, à une communauté, à une religion...) de façon négative est encore présente

³⁴ Même si le système d'éducation devrait faire beaucoup plus de place aux autres nations qu'il ne le fait actuellement, comme on l'a mentionné plus haut.

dans le discours de nombre de penseurs cosmopolites d'aujourd'hui. Par le fait même, ces penseurs deviennent cependant incapables de percevoir le rôle crucial que les solidarités sociales concrètes (souvent issues des appartenances traditionnelles) jouent dans la vie des personnes.

Calhoun est particulièrement sévère envers Nussbaum. Elle incarne un « cosmopolitisme extrême », dont la figure centrale est celle de l'individu qui parvient à échapper aux contraintes sociales au nom d'un universalisme abstrait. Or, ce cosmopolitisme qui part de l'individu pour en appeler à l'humanité dans son ensemble est surtout séduisant du point de vue de ceux qui ont la capacité d'obtenir ce qu'ils veulent par l'action individuelle (Calhoun, 2003, p. 548). Dans les faits, la solidarité ethnique ou communautaire peut être au cœur de la vie sociale et être une ressource utilisée par les moins privilégiés pour agir collectivement. Calhoun invite donc les cosmopolites à être plus attentifs aux différentes formes de relations sociales qui unissent les gens. En cela, il rejoint Parekh, qui affirme ceci : « With all their limitations, political communities in one form or another have long been an inescapable part of our life. [...] Since they are a source of moral and emotional energy, to ignore them is to deprive us of a vital moral resource » (Parekh, 2003, p. 12).

Parekh et Calhoun ne sont pas les seuls à être critiques de l'universalisme de Nussbaum. En fait, si l'on se fie à Hollinger, ces deux auteurs pourraient être inclus dans un courant qu'il appelle le « nouveau cosmopolitisme » et qui est apparu autour de la fin des années 1990 et du début des années 2000. Hollinger note que, dans ces années, différents auteurs ont tenté de qualifier leur cosmopolitisme de différentes manières : cosmopolitisme enraciné, cosmopolitisme critique, cosmopolitisme situé, cosmopolitisme national... Ces qualificatifs ne servent pas à distinguer plusieurs écoles de pensée contemporaines, mais plutôt à se démarquer de ce qu'on considère comme le « vieux cosmopolitisme » associé aux Lumières. Ce dernier serait insuffisamment attentif « to diversity, particularity, history, the masses of humankind, the realities of power, and the need for politically viable solidarities » (Hollinger, 2001, p. 237). Il s'agirait donc d'élaborer un cosmopolitisme plus terre-à-terre qui respecte les instincts qui nous poussent à accorder un traitement particulier à ceux dont nous sommes proches. Ce serait aussi un cosmopolitisme qui reconnaîtrait qu'il est parfois difficile de se sentir solidaire de gens qui sont très différents de nous-mêmes (Hollinger, 2001, p. 238). Bref, un cosmopolitisme qui n'encourage pas les individus à se défaire de leurs appartenances et qui est tout à fait compatible avec plusieurs formes de nationalisme et d'attachement local. *De facto*, un tel

cosmopolitisme diverge du cosmopolitisme universaliste de Nussbaum. Il n'est donc pas surprenant que plusieurs des représentants de ce « nouveau cosmopolitisme » soient parmi les auteurs ayant publié des textes critiques dans l'ouvrage *For love of country?*.

Erskine fournit un autre exemple d'un cosmopolitisme qui se veut ancrer. Dans son texte, elle présente les grandes lignes du débat philosophique qui oppose ceux qu'elle nomme les « cosmopolites impartialistes » à ceux qu'elle nomme les « communautariens réalistes »³⁵. Les premiers prônent une morale universelle inclusive. Pour élaborer cette morale, il faut se défaire des préjugés liés à notre situation sociale afin de juger chaque personne avec une égale considération (Erskine, 2002, p. 460). Les seconds croient qu'il est illusoire de croire qu'on peut faire abstraction des biais liés aux contextes sociaux dans lesquels nous sommes imbriqués. En effet, ce sont nos relations sociales, nos attachements particuliers qui façonnent notre morale. Pour Macintyre, un de ces auteurs, tenter de transcender nos appartenances pour devenir « citoyen du monde », c'est devenir un « citoyen de nulle part » (Macintyre, 1988, cité par Erskine, 2002, p. 461). Poussant cette logique jusqu'au bout, il accepte volontiers que nos obligations morales se limitent aux personnes auxquelles nous sommes directement liées, particulièrement par des liens territoriaux. Il rejette donc complètement le cosmopolitisme éthique.

Erskine reconnaît en quelque sorte la validité de la critique communautarienne, mais sans en accepter les conclusions. Ce sont nos communautés d'appartenance qui définissent notre identité et nos positions morales. Toutefois, nous sommes encastés dans de nombreuses communautés d'appartenance, dont certaines sont territorialement situées et d'autres sont transnationales. De plus, nos identités sont malléables : elles se chevauchent et se recomposent au fil de nos rencontres (Erskine, 2002, p. 472). Nous pourrions donc virtuellement avoir des obligations morales envers l'ensemble de l'humanité, non pas en raison de notre « commune humanité » (ce qu'invoquent les impartialistes), mais en vertu de la multitude de liens nous unissant potentiellement aux autres êtres humains³⁶.

³⁵ Tout en séparant les philosophes concernés par le débat en deux « camps », elle tient quand même à faire remarquer que chaque « camp » regroupe en réalité plusieurs auteurs partant de perspectives philosophiques différentes.

³⁶ Facebook n'existait pas au moment où Erskine a écrit cet article, mais sa conception des relations sociales n'est pas sans rappeler le réseau d'amis communs et d'amis d'amis catégorisés en fonction du groupe social dont ils font partie (amis de l'université, amis du travail, amis rencontrés lors du voyage en Europe, amis militants, amis qui partagent tel ou tel hobby, etc.). Erskine utilise d'ailleurs la métaphore de la toile : « Instead of evoking an image of concentric circles of morally constitutive communities (nation, state, regional union of

Empiriquement, l'idée d'identités multiples qui se chevauchent et s'entrecroisent correspond probablement plus à l'expérience vécue par ceux qui se définissent comme « citoyens du monde » que l'idée plus abstraite d'un regard détaché sur le monde. Germann Molz, dans son étude sur les « round-the-world travellers », démontre d'ailleurs que le voyage est conçu par ces derniers comme un moyen de cerner les contours de leur identité nationale. De plus, parce qu'il permet de développer une nécessaire compréhension interculturelle, le voyage est présenté comme une sorte de devoir national : « In other words, cosmopolitan citizenship is not an exclusive or even straightforward affiliation to the global. Instead, it is often grounded in other frames of belonging such as patriotism or diasporic community » (Germann Molz, 2005, p. 528).

Pichler démontre aussi qu'identité locale, nationale et globales s'imbriquent, mais il le fait en utilisant les données du World Values Survey effectué en 2005-2006. Dans le sondage, les répondants pouvaient dire s'ils étaient en accord ou en désaccord avec le fait de se considérer comme « citoyen du monde », comme membre d'une communauté locale et comme membre d'une nation. Les résultats sont éloquentes quant à la compatibilité entre la « citoyenneté mondiale » et des échelles d'appartenances plus locales : « of those who strongly agree with seeing oneself as a world citizen, 70 percent also strongly agree with being part of national *and* local communities » (Pichler, 2009, p. 8). Les imbrications dont traitent Jennie Germann Molz et Florian Pichler font partie du registre territorial, mais les appartenances globales pourraient très bien se combiner avec des appartenances liées à l'âge, au sexe, à la classe sociale, à la religion ou à tout autre caractéristique sociale.

« Citoyenneté mondiale », élitisme et privilège

On a vu rapidement que, pour Calhoun, un cosmopolitisme individualiste court le risque de dévaloriser l'action collective des moins privilégiés. Il ajoute qu'un tel cosmopolitisme risque d'être un point de vue élitiste, ancré dans une vision occidentale du monde :

In offering a seeming « view from nowhere », cosmopolitans commonly offer a view from Brussels (where the postnational is identified with the strength of the European Union rather than the weakness of, say, African states), or from Davos (where the postnational is corporate), or from the university (where the illusion of a free-floating

states) this idea of community summons the figure of a web of intersecting and overlapping morally relevant ties » (Erskine, 2002, p. 474)

intelligentsia is supported by a relatively fluid exchange of ideas across national borders) (Calhoun, 2002, p. 873)

Peut-on dire qu'être « citoyen du monde » est une idée élitiste? Non, selon Peter A. Furia. Pour répondre à cette question, il fait appel aux données du World Values Survey de 1999-2002. Afin de voir si les répondants adhèrent à un cosmopolitisme moral, il analyse les réponses à une question portant sur les groupes d'appartenances³⁷, tandis que, pour mesurer le soutien au cosmopolitisme politique, il analyse les réponses à une question portant sur la confiance envers certaines institutions³⁸. Dans les deux cas, il montre qu'il y a une faible corrélation positive entre cosmopolitisme et éducation et qu'il y a une faible corrélation négative entre cosmopolitisme et revenu: « Put another way, these data suggest that it is not entirely inaccurate to refer to cosmopolitanism as a doctrine of the "educated", yet it appears more a doctrine of the "educated poor" than of the educated rich » (Furia, 2005, p. 348). Les mêmes tendances se confirment lorsque l'auteur se tourne vers les données d'un sondage américain beaucoup plus détaillé, le Inter-university Survey on Allegiance de 2004.

Quoique fort intéressantes, ces analyses ne permettent pas de voir comment certaines pratiques et certains discours associés à la « citoyenneté mondiale » relèvent possiblement du privilège, malgré les bonnes intentions. Ainsi, lorsqu'il met l'accent sur les bonnes attitudes individuelles à adopter pour être un citoyen global engagé (conscience globale, compréhension des enjeux internationaux, volonté de s'engager socialement, etc.), le discours sur la « global citizenship » semble s'adresser essentiellement à ceux, relativement privilégiés, qui ont accès aux ressources nécessaires (accès à l'éducation, accès à un réseau social, possibilité de voyager, etc.) pour mettre en pratique ces attitudes valorisées. C'est du moins ce que soutient Maria Balarin (2011, p. 357). Pour appuyer ses propos, elle fait référence à une étude dans laquelle elle a mené des entretiens, des groupes de discussions et des activités participatives avec de jeunes Péruviens vivant dans des bidonvilles. Dans le cadre de cette enquête, elle s'est interrogée sur la façon dont les jeunes marginalisés conçoivent leur insertion sociale et leur place en tant que citoyen. Elle montre que, pour les participants rencontrés, il n'existe

³⁷ To which of these geographical groups would you say you belong first of all? And the next? [Locality or town where you live, State or region of country where you live, The country as a whole, Continent, The world as a whole]

³⁸ I am going to name a number of organizations. For each one, could you tell me how much confidence you have in them: is it a great deal of confidence, quite a lot of confidence, not very much confidence or none at all? [Parliament, The European Union, The United Nations]

pas véritablement de communauté ou de réseau social qui soutient l'individu. Le succès s'acquière par l'effort personnel et les droits qu'on associe à la citoyenneté s'achètent (par la corruption ou en accédant au système d'éducation privé). Ce dont un « citoyen » a besoin, c'est donc d'argent. De plus, l'État et son rôle sont difficiles à concevoir (Balarin, 2011, p. 362). Le discours de la « citoyenneté mondiale » apparaît donc comme totalement déphasé par rapport à la réalité vécue par ces jeunes. Pour viser plus juste, selon Balarin, il devrait mieux prendre en compte les inégalités sociales et politiques structurelles qui influencent nos façons de participer à la société, mais aussi nos façons de concevoir la citoyenneté.

Germann Molz, quant à elle, montre que l'ouverture au monde et à sa diversité culturelle qui est au cœur de la définition de soi des « round-the-world travellers » qu'elle a étudié repose en fait sur leur capacité à se sentir chez eux partout. Dans son texte, elle s'attarde à décrire les pratiques qui rendent possible ce sentiment, comme avoir un site internet (qui devient pour les voyageurs un lieu immobile virtuel grâce auquel ils restent en contact avec leurs proches), aménager l'espace dans les véhicules dont ils sont passagers (trains, bateaux) ou encore établir une routine dans les endroits qu'ils visitent : « By making themselves at home on the road, travelers imagine themselves as world citizens who, by virtue of not being attached to any place in particular, are able to belong anywhere and everywhere » (Germann Molz, 2008, p. 336). Or, Germann Molz souligne que cette capacité de se sentir chez soi dans le monde constitue une forme de « capital cosmopolite » qu'il est plus facile de posséder lorsqu'on est un Occidental blanc voyageant volontairement (Germann Molz, 2008, p. 338).

Être « citoyen du monde » n'est donc pas une idée élitiste si, comme le fait Furia, on définit cette étiquette comme étant « the belief that humanity as a whole constitutes a relevant identity group and that concrete moral and political obligations arise from this identification » (Furia, 2005, p. 338). En effet, il semble que cette conviction remporte l'adhésion de bon nombre d'individus, y compris parmi les classes les plus défavorisées. Toutefois, si on définit le « citoyen du monde » par des traits culturels (voyager, être ouvert aux autres cultures) ou par la participation citoyenne active, on exclut *de facto* une part importante de la population qui n'a pas accès aux ressources culturelles et sociales dont dispose le jeune occidental scolarisé. En s'en tenant à une définition strictement morale de la « citoyenneté mondiale », on évite de faire de l'expression « citoyen du monde » un titre

réservé à un petit nombre, mais on se prive peut-être en même temps du potentiel mobilisateur qu'elle peut avoir.

BIBLIOGRAPHIE

- Balarin, Maria. 2011. "Global citizenship and marginalisation: contributions towards a political economy of global citizenship." *Globalisation, Societies & Education* 9(3/4): 355-66.
- Calhoun, Craig. 2003. "Belonging in the Cosmopolitan Imagery." *Ethnicities* 3(4): 531-553.
- Calhoun, Craig. 2002. "The Class Consciousness of Frequent Travelers: Toward a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism." *The South Atlantic Quarterly* 101(4): 869-97.
- Dower, Nigel. "Global Citizenship: Yes or No?" Dans Dower, Nigel et John Williams (dir.). 2002. *Global Citizenship: A Critical Reader*, Edinburgh University Press: Edinburgh.
- Dower, Nigel. 2000. "The Idea of Global Citizenship – A Sympathetic Assessment." *Global Society*, 14(4): 553-67.
- Erskine, Toni. 2002. "Citizen of nowhere' or 'the point where circles intersect'? Impartialist and embedded cosmopolitanisms." *Review of International Studies* 28(3): 457-78.
- Fox, Jonathan. 2005. "Unpacking "Transnational Citizenship"." *Annual Review of Political Science* 8(1): 171-201.
- Furia, Peter A. 2005. "Global citizenship, anyone? cosmopolitanism, privilege and public opinion." *Global Society: Journal of Interdisciplinary International Relations* 19(4): 331-59.
- Germann Molz, Jennie. 2008. "Global Abode: Home and Mobility in Narrative of Round-the-World Travel." *Space and Culture* 11: 325-43.
- Germann Molz, Jennie. 2005. "Getting a "Flexible Eye": Round-the-World Travel and Scales of Cosmopolitan Citizenship." *Citizenship studies* 9(5): 517-31.
- Hale, Daniel Crocker. 2008. "From Erewhon to Emancipation: Toward a Better Framework for Cosmopolitanism and Counter-Hegemonic Global Civil Society." Conference Papers -- American Sociological Association: 1-21.
- Hollinger, David A. 2001. "Not Universalists, Not Pluralists: The New Cosmopolitans Find Their Own Way." *Constellations* 8(2): 236-48.
- La Torre, Massimo. "Global Citizenship? Political Rights under Imperial Conditions." *Ratio Juris* 18(2): 236-57.
- Linklater, Andrew. 1998. "Cosmopolitan citizenship." *Citizenship studies* 2(1): 23-41.
- Nash, Kate. 2008. "Global citizenship as show business: the cultural politics of Make Poverty History." *Media, Culture & Society* 30(2): 167-81.
- Nussbaum, Martha C. 1994. "Patriotism and Cosmopolitanism." [En ligne] <http://bostonreview.net/martha-nussbaum-patriotism-and-cosmopolitanism?> (page consultée le 3 juin 2013).
- Oxley, Laura et Paul Morris. 2013. "Global Citizenship: A Typology for Distinguishing its Multiple Conceptions." *British Journal of Educational Studies* 61(3): 301-25.
- Pait, Heloisa. 2008. "Global Citizens or Faraway Viewers? São Paulo Residents Talk About the 2006 Lebanon Conflict." *International Journal of Politics, Culture & Society* 19(3/4): 179-91.

- Parekh, Bhikhu. 2003. "Cosmopolitanism and global citizenship." *Review of International Studies*, 29: 3-17.
- Pichler, Florian. 2009. "Visions of the Global Community. People's views on global citizenship." Conference Papers -- American Sociological Association: 1-20.
- Schattle, Hans. 2009. "Mind the Gaps: Five Barriers Facing a Political Model of Global Citizenship." Conference Papers -- American Sociological Association: 1-22.
- Schattle, Hans. 2005. "Communicating Global Citizenship: Multiple Discourses Beyond the Academy." *Citizenship studies* 9(2): 119-33.
- Thomas, Elaine R. 2002. "Who Belongs? Competing Conceptions of Political Membership." *European Journal of Social Theory* 5(3): 323-49.
- Tiessen, Rebecca. 2011. "Global Subjects or Objects of Globalisation? The promotion of global citizenship in organisations offering sport for development and/or peace programmes." *Third World Quarterly* 32(3): 571-87.
- Turner, Bryan S. 2002. "Cosmopolitan Virtue, Globalization and Patriotism." *Theory, Culture & Society* 19(1-2): 45-63.
- Valencia Sáiz, Angel. 2005. "Globalisation, Cosmopolitanism and Ecological Citizenship." *Environmental Politics*, 14(2), 163-178.

ANNEXE 2 : SCHÉMA D'ENTRETIEN

Vers une citoyenneté globale?

Les retombées des stages *Québec sans frontières* pour les stagiaires

Schéma d'entretien

Les entretiens seront semi-dirigés, mais plus près de l'entretien libre que de l'entretien dirigé. En ce sens, la seule question dont on peut être sûr qu'elle sera posée, c'est la « consigne » de départ. Ensuite, les différents thèmes seront abordés au cours de l'entretien en fonction de la dynamique de la « conversation ».

Avant le début de l'entretien :

Demander à la personne ce qui l'a motivée à participer au projet de recherche. Permet de voir si les stagiaires ayant apprécié leur expérience sont surreprésentés. Permet de s'ajuster si la personne a vécu son stage en partie de manière négative (ex. choc culturel).

Consigne initiale

Comme tu as pu le voir dans le document d'information, dans le cadre de ma maîtrise et en collaboration avec l'AQOCI, je mène une enquête sur les retombées des stages *Québec sans frontières* pour les participants. On cherche notamment à savoir quelle influence ton stage a pu avoir sur tes sentiments d'appartenance ou sur ta compréhension des liens entre les pays du Nord et du Sud.

Pour commencer, est-ce que tu peux me décrire ton expérience de stage?

Exemples de questions pour relancer l'interviewé-e :

- *Qu'est-ce qui t'a motivé à faire un stage QSF?*
- *Dans quel pays es-tu allé?*
- *Quel genre de projet as-tu fait sur place?*
- *Comment as-tu apprécié ton expérience?*
- *Quelles étaient tes attentes? Est-ce qu'elles ont été remplies?*

Thèmes de recherche

a) Le stage de solidarité internationale a-t-il permis ou non aux participant-e-s de mieux comprendre les enjeux internationaux et les liens entre les pays du Nord et du Sud?

Exemples de questions pour relancer l'interviewé-e :

- *Quels étaient tes liens avec les habitant-e-s du pays? As-tu conservé des liens avec eux?*
- *Comment perçois-tu les liens actuels entre les pays du Nord et du Sud? Est-ce que la solidarité internationale transforme ces liens? Comment?*
- *Si la personne fait une dichotomie du type « riches occidentaux/pauvres des pays en développement », peut-être parler de la pauvreté à l'intérieur même des pays occidentaux. Comment elle la perçoit? A-t-elle les mêmes causes? Comment y répondre?*
- *T'intéresses-tu à l'actualité internationale? Dans le pays d'accueil, t'intéressais-tu à l'actualité locale/internationale? T'y intéresses-tu davantage depuis ton stage?*

b) Le stage de solidarité internationale a-t-il transformé ou non leur manière de s'engager à l'échelle locale, nationale ou internationale?

Exemples de questions pour relancer l'interviewé-e :

- *Te considères-tu comme une personne engagée socialement? Si oui, de quelle façon? Par la sensibilisation des proches (famille, amis), dans les gestes quotidiens, dans une structure formelle? À l'échelle locale, nationale, internationale?*
- *Si la personne se considère comme engagée : pourquoi t'engages-tu? Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager? Quelles causes te tiennent à cœur?*
- *Est-ce que ta façon de t'engager a changé depuis ton retour de stage? Si oui, dans quel sens? Est-ce que tu fais des liens entre ton engagement et la solidarité ou la coopération internationale?*
- *As-tu ou non l'impression de devoir davantage quelque chose à ta communauté, à la société en général?*

c) Le stage de solidarité internationale a-t-il transformé ou non leur sentiment d'appartenir à une ou à des communautés locales, nationales, globales ou transnationales?

Exemples de questions pour relancer l'interviewé :

- *Spontanément, si tu devais te définir, est-ce que tu pourrais me dire à quelles communautés/à quels groupes tu appartiens?*
- *Te considères-tu comme une personne « ouverte sur le monde »? Qu'est-ce que ça signifie pour toi?*
- *Il y a des gens qui se perçoivent comme des « citoyens du monde », tandis que d'autres rejettent cette étiquette. Qu'est-ce que ça évoque pour toi, le concept de « citoyen du monde »? Toi, te définirais-tu comme « citoyen du monde »?*
- *Est-ce que ton stage a changé ta façon de voir les choses par rapport à ça (concept de citoyen du monde)?*
- *As-tu un sentiment d'appartenance envers le réseau QSF/envers le groupe de stagiaires avec lequel tu as fait le stage/envers l'organisme avec lequel tu as fait le stage?*
- *Est-ce que tu te sens Québécois/Canadien? Est-ce que ton appartenance locale (s'il y a lieu) et ton appartenance mondiale (s'il y a lieu) entrent en conflit ou sont complémentaires?*
- *Penses-tu ressentir un sentiment personnel de solidarité par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde?*
- *Ressens-tu un sentiment d'appartenance à l'humanité?*

Question bilan : Qu'est-ce que le stage a changé dans ta vie?

Est-ce que le stage a eu une influence sur ton parcours professionnel?

Questions signalétiques

Noter : sexe

Quel âge as-tu?

Où es-tu né? [Où as-tu habité avant de venir ici? Et là, tu vis [ici]... depuis combien de temps?]

Quelle est ton occupation actuelle?

Quel est ton plus haut diplôme?

Quelle est/était l'occupation de ton père et de ta mère?

D'où tes parents viennent-ils?

Quel était le plus haut diplôme de ton père, de ta mère?

ANNEXE 3 : RAPPORT DE RECHERCHE REMIS À L'AQOCI

**Vers une citoyenneté mondiale? Les retombées des
stages *Québec sans frontières* pour les stagiaires**

Rapport de recherche

Guillaume Tremblay-Boily

INRS

Université d'avant-garde

Centre - Urbanisation Culture Société

Vers une citoyenneté mondiale?

**Les retombées des stages *Québec sans frontières*
pour les stagiaires**

Guillaume Tremblay-Boily

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation Culture Société

Juillet 2014

Table des matières

Résumé	2
Introduction	3
Choix méthodologiques.....	6
Échantillon et limites de l'enquête	6
Le comité consultatif	8
Résultats	9
1. Les liens avec les habitantes et les habitants du pays	9
1.1 La famille d'accueil, un tremplin dans la communauté.....	9
1.2 Des liens avec des gens fortement scolarisés.....	11
1.3 Des liens durables, mais des échanges sporadiques	11
1.4 Un intérêt latent pour l'actualité du pays d'accueil.....	12
2. La vision des relations entre les pays du Nord et les pays du Sud	13
2.1 Un risque de perpétuer une conception stéréotypée des rapports Nord-Sud	14
2.2 Une volonté d'échanger d'égal à égal	15
2.3 Le rôle de la formation	20
2.4 Mettre en contexte et nuancer la notion de pauvreté.....	21
3. S'engager au retour du stage	25
3.1 Des personnes déjà engagées.....	25
3.2 Une diversité de lieux d'engagement	27
3.3 « Mettre des visages sur des enjeux »	28
3.4 Trouver l'énergie pour s'engager.....	30
3.5 Choc du retour et retour du désir de s'engager	31
4. Citoyenneté mondiale et identité québécoise	33
4.1 Respect pour les autres cultures, solidarité humaine et conscience globale	33
4.2 Pluralité des appartenances ou centralité de la culture nationale?	36
4.3 L'ouverture sur le monde, une idée consensuelle	39
4.4 Une reformulation des frontières de l'appartenance	41
Conclusion.....	43

RÉSUMÉ

Expérience majeure pour la plupart de ses participantes et de ses participants, un stage *Québec sans frontières* a des retombées multiples qui varient beaucoup selon les individus. Dans ce rapport, réalisé dans le cadre d'un stage de maîtrise auprès de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), on verra que le séjour à l'étranger permet aux stagiaires de construire des relations souvent marquantes avec des habitantes et des habitants de leur pays de stage et que, lorsque les moyens de communications le permettent, ces relations se poursuivent fréquemment pendant des années. Que les liens tissés persistent ou non, toutefois, les stagiaires ne reviennent pas bredouilles. Grâce à leur formation pré-départ, à leurs discussions avec « les gens de la place » et à leurs observations sur le terrain, ils et elles reviennent généralement au Québec armés d'une compréhension plus fine des rapports entre les pays du Nord et du Sud. Mieux, à travers la découverte d'un autre pays et de ses citoyennes et citoyens, les stagiaires ont pu « mettre des visages sur des enjeux », c'est-à-dire que des notions apprises préalablement, mais qui pouvaient paraître abstraites, ont pu devenir concrètes en étant associées à une expérience vécue. Ce faisant, le stage a pu renforcer chez eux et chez elles le sentiment que les sociétés sont interreliées – que ce qui se passe ici affecte des gens ailleurs et vice-versa. On peut alors penser que cette conscience globale renforcée leur a fourni une motivation supplémentaire pour s'impliquer de différentes manières, en entremêlant préoccupations locales et globales.

INTRODUCTION

Le programme *Québec sans frontières* (QSF) est sans doute le plus important programme de stages d'initiation à la solidarité internationale offert au Québec. Cogéré par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et par le ministère des Relations internationales du Québec, il permet chaque année à plus de 350 Québécoises et Québécois¹ de 18 à 35 ans de partir en Afrique francophone, en Amérique latine et dans les Antilles pour participer à différents projets en partenariat avec des communautés locales. En 2010 et en 2011, l'AQOCI a procédé à l'évaluation participative de l'ensemble des composantes du programme QSF. Il s'agissait de mener une réflexion en profondeur pour déterminer si le programme répondait bien aux besoins des jeunes du Québec et des partenaires du Sud, dans un contexte où l'offre de stages internationaux s'est multipliée et diversifiée et où les stages internationaux ont pris une importance accrue pour les jeunes depuis la création du programme (AQOCI, 2011, p. 1). La démarche a mené à la publication d'un rapport interne comportant plusieurs recommandations portant sur des sujets aussi divers que le fonctionnement du programme, la pertinence de ses différents volets ou les retombées des stages QSF pour les stagiaires. C'est ce dernier sujet qui sera au cœur du présent rapport.

Tout porte à croire que ces stages constituent une expérience marquante pour les participantes et les participants. À titre d'exemple, une enquête par sondage réalisée en 2005 auprès de 76 anciens stagiaires du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke a révélé que plus de la moitié des répondantes et des répondants estiment que leur expérience de stage a eu une influence sur leur plan de carrière et d'études. De plus, 80,2% des répondantes et des répondants jugent que leur expérience a contribué à leur développement personnel² (Bélisle, 2005, p. 27). Néanmoins, il existe peu d'études portant sur les impacts des stages de solidarité internationale pour les participantes et les participants. Cette lacune est d'ailleurs identifiée par l'AQOCI dans le rapport

¹ Afin de représenter équitablement les femmes et les hommes, ce rapport de recherche a été féminisé en s'inspirant librement des recommandations du guide de rédaction non-sexiste de l'AQOCI (http://www.aqoci.qc.ca/IMG/pdf/guide_redaction_non_sexiste_efh_final-2.pdf) et du guide de féminisation de l'UQAM (<http://www.instances.uqam.ca/Guides/Pages/GuideFeminisation.aspx>).

² Elle leur a notamment permis de développer leur ouverture d'esprit, ainsi que d'améliorer leur connaissance de soi et leur confiance en soi.

d'évaluation du programme QSF mentionné ci-dessus. On y note que quatre études sur ce sujet ont été effectuées. Toutefois, trois d'entre elles ont été faites il y a environ dix ans, une longue période considérant que le programme QSF a vingt ans et que le contexte dans lequel s'effectue la solidarité internationale a déjà sensiblement évolué. De plus, deux des quatre études réalisées portaient sur les stagiaires d'un organisme spécifique et non sur l'ensemble des stagiaires QSF. Le rapport d'évaluation du programme QSF recommandait donc de mener une évaluation longitudinale des 15 dernières années pour savoir que sont devenus les stagiaires de 1995 jusqu'à aujourd'hui.

Une telle enquête longitudinale aurait constitué un projet beaucoup plus ambitieux que ce que permettait la situation dans laquelle je me trouvais, soit celle d'un stage de recherche de quelques mois dans le cadre d'un programme de maîtrise³. Il était tout de même possible d'envisager la réalisation d'un projet de recherche de moins grande envergure qui permettrait néanmoins de mieux comprendre les retombées des stages *Québec sans frontières* pour les stagiaires. Là encore, cependant, la thématique de recherche devait être précisée. En effet, les retombées des stages QSF peuvent toucher de nombreux aspects de la vie des participantes et des participants. À titre indicatif, dans l'enquête quantitative effectuée auprès d'anciens stagiaires du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, Annick Bélisle identifiait 14 dimensions par rapport auxquelles un stage QSF pouvait avoir un impact⁴ (2005, p. 3). Il importait donc de trouver un angle de recherche spécifique, à la fois pour éviter l'éparpillement, pour mieux approfondir certaines thématiques et pour permettre un éclairage nouveau par rapport à ce qui avait été fait précédemment.

Lors de l'élaboration du projet, c'est la notion de « citoyenneté mondiale » qui a servi de point de départ pour orienter les questionnements. Parfois formulée un peu différemment (« citoyenneté mondiale active », « conscience de citoyenneté globale », « citoyen du monde »), la notion de citoyenneté mondiale est mise de l'avant par plusieurs organismes de coopération internationale (OCI), ainsi que par l'AQOCI. Pourtant, quoiqu'utilisée régulièrement, cette notion n'est jamais

³ Ce rapport de recherche a été réalisé dans le cadre de [la maîtrise en Pratiques de recherche et action publique de l'INRS](#) (PRAP), qui vise à former des professionnels capables de jeter des passerelles entre la recherche en sciences sociales et l'action publique.

⁴ Ces dimensions incluent par exemple l'engagement, l'intérêt pour une nouvelle langue, les projets et rêves de vie, les relations aux autres et le choix de carrière ou d'études.

formellement définie. Il apparaissait donc intéressant de sonder la signification de ce concept pour les acteurs et actrices du milieu et pour les stagiaires.

Le concept de citoyenneté renvoie, d'une part, à une forme de responsabilité ou de participation sociale – comme lorsque l'on parle de « faire son devoir de citoyen » ou « d'engagement citoyen » – et, d'autre part, à l'appartenance à une certaine communauté, comme lorsque l'on affirme être citoyen de tel ou tel pays. Cette dernière dimension de la citoyenneté, celle de l'appartenance, était intéressante à aborder dans la mesure où des débats identitaires secouent régulièrement l'Occident et le Québec. On peut alors se demander ce que veut dire être citoyen du monde et comment cette notion s'articule avec la citoyenneté « classique », c'est-à-dire la citoyenneté nationale. De plus, la question de l'appartenance a été très peu abordée dans le cadre des études précédentes sur les retombées des stages *Québec sans frontières*.

Quant à « l'engagement citoyen », c'est une thématique qui fait partie des préoccupations des personnes directement impliquées dans le programme QSF. En effet, lors d'une séance de brainstorming de l'AQOCI à laquelle j'ai pu assister et où il était question de l'image que le programme *Québec sans frontières* devait projeter, à peu près tous semblaient s'entendre pour dire que l'engagement et l'implication sociale et politique devaient être présentés comme des aspects centraux du programme, particulièrement alors que les valeurs de solidarité et de responsabilité sociale venaient d'être remises à l'avant-scène par ce qu'il est convenu d'appeler le printemps érable⁵. Il semblait donc logique de se pencher sur l'influence qu'un stage QSF pouvait avoir sur la manière de s'engager des stagiaires.

Finalement, dans les documents de l'AQOCI, la citoyenneté mondiale est mise en relation avec une plus grande compréhension des enjeux internationaux, de la communication interculturelle et des liens entre les pays du Nord et du Sud. Il a donc été décidé, conjointement avec Katina Binette, chargée de programmes à l'AQOCI, d'ajouter ces thématiques au projet de recherche.

⁵ La séance de brainstorming en question a eu lieu à l'hiver 2013, alors que les événements du printemps 2012 étaient encore frais dans la mémoire des participantes et des participants.

L'enquête – et le rapport qui en découle – a donc été structurée autour des grandes questions suivantes :

1. *Les stagiaires ont-ils créé et entretenu des liens avec les personnes rencontrées au cours de leur stage?*
2. *Quelle vision des relations Nord-Sud les stagiaires adoptent-ils?*
3. *Le stage de solidarité internationale a-t-il transformé ou non leur manière de s'engager à l'échelle locale, nationale ou internationale?*
4. *Le stage de solidarité internationale a-t-il transformé ou non leur sentiment d'appartenir à une ou à des communautés locales, nationales, transnationales ou globales?*

CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

L'enquête par sondage effectuée en 2004 par le Secrétariat à l'aide internationale concluait qu'il « serait intéressant de creuser davantage l'impact des stages QSF pour les Québécoises et Québécois en incluant, par exemple, une dimension plus qualitative » (SAI, 2004, p. 42). L'enquête qualitative est en effet la méthode privilégiée pour obtenir des données détaillées et nuancées qui permettent de comprendre le sens que donnent les gens à leur expérience. Par le biais d'entretiens en profondeur, on peut connaître les pratiques des répondantes et des répondants, mais aussi explorer leurs sentiments, leurs impressions, leurs opinions et leurs attitudes en tenant pleinement compte du contexte dans lequel ceux-ci s'inscrivent (Trépanier, 2011, p. 9). C'est donc le type de méthode qui a été choisi pour mener cette recherche.

ÉCHANTILLON ET LIMITES DE L'ENQUÊTE

Quatorze entretiens semi-dirigés ont été effectués entre le 15 avril et le 10 juillet 2013. Comme le nombre de répondantes et de répondants est faible, on ne peut pas dire que l'échantillon est

représentatif de l'ensemble des stagiaires QSF. Cette recherche doit donc être considérée comme une enquête exploratoire, dont les conclusions pourront être vérifiées par d'autres enquêtes qualitatives ou par des enquêtes quantitatives⁶.

Toutefois, des efforts ont été faits pour recruter des participantes et des participants qui reflètent la diversité des parcours et des expériences des stagiaires QSF. Sur le plan du genre, dix femmes et quatre hommes ont été interrogés, ce qui correspond assez bien à la réalité démographique du programme QSF⁷. Par ailleurs, lors d'une présentation du projet de recherche, des personnes issues d'organismes de coopération internationale situés en région avaient insisté pour que la réalité hors-Montréal soit prise en compte. Pour répondre à cette requête en fonction des moyens (temps et argent) mis à ma disposition, deux entretiens ont été effectués à Sherbrooke et un entretien a été effectué à Québec. Les autres entretiens ont été réalisés dans la grande région de Montréal, bien que plusieurs participantes et participants soient originaires d'autres régions du Québec.

À la demande de l'AQOCI et afin de pouvoir étudier les retombées à court et à long terme des stages QSF, il a été décidé d'interviewer à la fois des gens ayant fait leur stage récemment et des gens qui l'ont fait il y a plus longtemps. Dans le corpus, le stage le plus lointain remonte à la première cohorte, en 1995. Un autre participant a fait son stage en 1999. Une répondante a fait son stage en 2003 et une autre a fait le sien en 2007. Tous les autres l'ont fait entre 2008 et 2012⁸.

Les répondantes et les répondants ont fait leur stage avec 9 organismes de coopération internationale différents, ceux revenant le plus fréquemment étant Développement et Paix, Oxfam-Québec et Plan Nagua. Les stages ont eu lieu dans 13 pays différents en Afrique et en Amérique latine.

⁶ D'ailleurs, certaines des conclusions tirées de cette recherche ont déjà été utilisées pour élaborer le questionnaire d'une enquête quantitative qui a été réalisée à l'automne 2013 par des étudiantes du cours de méthodes quantitatives de la maîtrise PRAP de l'INRS. Le sondage, diffusé sur la page Facebook du programme *Québec sans frontières*, a été rempli par plus de 330 personnes. Des résultats du sondage ont été présentés à des membres de l'AQOCI lors d'une conférence qui a eu lieu à l'INRS en décembre 2013. Ces résultats ne seront pas abordés dans le présent rapport, mais devraient faire l'objet d'une autre publication au cours de l'année 2014.

⁷ Selon les données du rapport du Secrétariat à l'aide internationale (SAI, 2004, p. 3) et selon l'avis de plusieurs personnes travaillant dans des organismes de coopération internationale membres de l'AQOCI.

⁸ Puisque les entretiens ont été menés au printemps et à l'été 2013 et puisque les stages ont lieu durant l'été, les stagiaires de la cohorte 2013 étaient sur le point de partir ou en train de faire leur stage. Il a donc été impossible de les interviewer.

Les participantes et les participants à la recherche ont été recrutés grâce à un appel sur la page Facebook du programme *Québec sans frontières*. L'appel a rapidement permis de trouver des participantes et des participants motivés. Dans certains cas, dans le courriel envoyé pour manifester leur intérêt par rapport au projet, les personnes intéressées mentionnaient que le stage avait changé leur vie ou qu'elles y pensaient encore constamment. Cela démontre en quelque sorte la pertinence d'un projet de recherche sur les retombées des stages QSF, mais rappelle en même temps un biais significatif : si les répondantes et les répondants suivent la page Facebook de QSF et s'ils ont voulu participer au projet, c'est dans presque tous les cas parce qu'ils ont beaucoup apprécié leur expérience de stage. Les personnes qui ont cessé d'être en contact avec *Québec sans frontières* ne font donc pas partie de l'échantillon. Or, il est plausible de penser que le stage QSF a eu moins d'influence sur le parcours de celles-ci.

LE COMITÉ CONSULTATIF

Lorsque nécessaire, l'AQOCI a coutume de mettre sur pied des comités consultatifs formés de représentantes et de représentants de ses organismes de coopération internationale membres afin de se pencher sur une question précise. Un tel comité a été constitué dès le début de ce projet de recherche. Cela concordait bien avec la logique de la maîtrise en pratiques de recherche et action publique de l'INRS. En effet, l'idée derrière ce programme de maîtrise est de faire de la recherche en sciences sociales, mais en collaborant étroitement avec des organismes pour que les résultats produits soient utiles au milieu.

Pour les besoins de ce projet, le comité consultatif s'est réuni une fois, à la mi-avril 2013. Il était composé de sept personnes provenant d'autant d'organismes différents. Cette rencontre a rempli trois fonctions. D'abord, elle m'a permis de mieux me familiariser avec la vision et les objectifs du programme *Québec sans frontières*, et notamment d'intégrer le vocabulaire spécifique au programme. Ensuite, elle a été une occasion de discuter du contenu de la grille d'entretien qui a été utilisée, afin que soient intégrées les préoccupations des acteurs et actrices du milieu. D'autres questions méthodologiques ont aussi été abordées, comme celle de la représentativité hommes-femmes et de la représentativité régionale de l'échantillon. Finalement, la rencontre du comité

consultatif a aussi permis de parler de ce que signifient certains concepts pour les responsables des stages QSF. Elle a donné lieu à des échanges approfondis autour de notions comme la citoyenneté mondiale ou la vision des relations Nord-Sud. L'objectif était de pouvoir par la suite comparer les conceptions exprimées par les membres du comité consultatif avec les propos tenus par les anciens stagiaires interviewés, afin de voir dans quel mesure leurs façons de voir les choses se recoupent et donc dans quelle mesure la participation à un stage QSF a les répercussions escomptées par les acteurs et actrices du milieu. C'est donc dans cette optique comparative que des citations des membres du comité consultatif sont intégrées à ce rapport.

RÉSULTATS

Chacun des quatorze entretiens réalisés, d'une durée moyenne d'environ une heure, a donné lieu à une conversation passionnante et enrichissante. Les analyses dégagées de ces entretiens ont été regroupées en quatre grandes sections correspondant aux quatre questions de recherche mentionnées plus haut. Dans l'ordre, les prochaines pages de ce rapport traiteront donc des liens que les stagiaires ont développés avec les gens de leur pays d'accueil, de leur vision des relations Nord-Sud, de leur engagement social et politique et de leurs sentiments d'appartenance. Dans cette dernière section, une attention particulière sera accordée aux rapports entre appartenance globale et appartenance nationale.

1. LES LIENS AVEC LES HABITANTES ET LES HABITANTS DU PAYS

1.1 LA FAMILLE D'ACCUEIL, UN TREMPLIN DANS LA COMMUNAUTÉ

Plongés dans leur projet de stage et immergés dans une culture qu'ils ou elles découvrent, est-ce que les stagiaires QSF parviennent à développer des relations avec les gens qui les accueillent? Tous les participantes et participants, en tout cas, disent avoir développé des liens significatifs avec quelques-unes des personnes rencontrées au cours de leur stage. Quelques fois, ces personnes font partie de l'organisme partenaire local ou d'un autre milieu, mais le plus souvent, c'est avec les membres de leur famille d'accueil que les stagiaires nouent leurs liens les plus

solides. Le contact est facilité quand le ou la stagiaire et un membre de sa famille d'accueil ont le même âge. Lorsque les choses se passent bien, la famille d'accueil offre en quelque sorte une porte d'entrée au sein de la communauté, puisqu'elle donne aux stagiaires la possibilité de rencontrer d'autres personnes (membres de la famille élargie, voisin-e-s, collègues, ami-e-s, etc.) :

Ma famille a été le tremplin dans la communauté. Pis ma famille m'a permis de connaître des amis, les amis de mon frère d'accueil qui avaient sensiblement à peu près le même âge que moi. Et puis c'est ça. Donc ça a vraiment été la famille qui a été le tremplin.

Établir des liens avec les habitantes et les habitants du pays ne semble toutefois pas toujours facile. Comparant deux expériences de stage d'initiation à la solidarité qu'elle a vécues (un stage en Afrique selon une formule semblable à celle de QSF et un stage QSF en Amérique latine), Sarah⁹ remarque que, dans le premier cas, elle a développé des liens très forts avec les habitantes et les habitants qu'elle a côtoyés, tandis que, dans le second cas, elle n'a pas vraiment pu développer de relations en profondeur avec les gens. Elle explique cette différence par le fait de ne pas avoir été en famille d'accueil lors de son second stage. En effet, à cause de cela, le groupe de stagiaires était considéré comme un « tout » et les membres du groupe n'avaient pas vraiment l'occasion de développer des liens de personne à personne avec les habitantes et les habitants du pays. Une place en famille d'accueil apparaît donc comme un facteur qui favorise la création de liens avec les habitantes et les habitants du pays, tandis que vivre en groupe de stagiaires peut nuire à la formation de tels liens¹⁰. La langue a aussi été mentionnée comme une barrière par les stagiaires qui se sont retrouvés dans un village dont ils ou elles ne connaissaient pas le dialecte local.

⁹ Afin de préserver l'anonymat des personnes interviewées, tous les prénoms utilisés sont fictifs. De plus, pour réduire les chances d'identification, le pays de stage ou l'organisme avec lequel le stage a été fait ne sont pas mentionnés.

¹⁰ Ceci dit, quelques stagiaires ont mentionné que l'expérience d'immersion dans une famille d'accueil leur avait parfois paru lourde, dans la mesure où la vie familiale ne leur laissait pas nécessairement l'espace individuel (la « bulle ») dont ils ou elles avaient besoin. Prendre une certaine distance par rapport à la famille (en sortant, en essayant de voir d'autres personnes) devenait alors un moyen de changer d'air et de retrouver une volonté de découverte.

1.2 DES LIENS AVEC DES GENS FORTEMENT SCOLARISÉS

Au fil des entretiens, j'ai pu remarquer que les stagiaires ne se liaient pas d'amitié avec n'importe qui. Plusieurs de ceux ou celles qui ont dit avoir développé de très bons liens avec des habitantes et des habitants du pays ont mentionné que les gens avec qui ils ou elles avaient noué des amitiés étaient plutôt des personnes scolarisées, avec qui il était possible de parler « de tout et de rien ». Une stagiaire dit qu'elle s'entendait beaucoup mieux avec les gars qu'avec les filles du village, notamment parce que les gars étaient plus souvent allés à l'université. Un autre stagiaire fait remarquer qu'il s'est vraiment bien entendu avec sa sœur d'accueil, qui avait étudié en anglais dans une université étrangère. Une autre encore note qu'elle a eu de la difficulté à entrer en relation avec les villageoises et les villageois, mais qu'elle a tissé de bons liens avec le directeur de l'ONG du village, qu'elle a pu revoir par la suite dans un congrès scientifique au Québec.

Le fil conducteur derrière ces exemples, c'est le fait que les stagiaires semblent établir plus facilement des liens avec des gens des pays du Sud qui, comme eux et comme elles, sont relativement aisés et fortement scolarisés. En d'autres mots, des gens qui font plus ou moins partie de la même classe sociale. On peut donc se demander s'il est possible de favoriser des échanges internationaux qui dépassent à la fois les barrières culturelles et les barrières socio-économiques. La présente étude ne permet pas de répondre à cette interrogation, mais suggère qu'il pourrait être utile de prendre des mesures pour que, dans leur pays d'accueil, les stagiaires aient plus d'occasions de socialiser avec des gens provenant de milieux socio-économiques variés.

1.3 DES LIENS DURABLES, MAIS DES ÉCHANGES SPORADIQUES

Au retour de leur stage, tous les stagiaires interviewés expriment le désir de rester en contact avec les personnes rencontrées. Et en effet, ils et elles parviennent souvent à rester en contact de manière plus ou moins soutenue pendant plusieurs années, mais les échanges se limitent la plupart du temps à deux ou trois courriels, lettres ou discussions Facebook par année. La relation se maintient néanmoins dans le temps, entre autres par des gestes posés dans des moments

significatifs (appel ou envoi de cadeaux lors d'un anniversaire, envoi de photos lors de la naissance d'un enfant, etc.).

Quelques stagiaires rencontrés ont gardé des liens forts avec les habitantes et les habitants de leur village d'accueil. Deux stagiaires sont notamment retournés sur place quelques années plus tard. De manière un peu paradoxale, celui qui a fait son stage il y a le plus longtemps est aussi celui qui a gardé les liens les plus forts avec les personnes qu'il avait rencontrés là-bas. Depuis près de vingt ans, cet ancien stagiaire communique au moins une fois par mois avec ses parents d'accueil. Il est retourné à plusieurs reprises en Afrique et, à chaque fois, a fait un détour par le village de son stage pour y revoir les gens qu'il connaissait. Il a d'ailleurs amené ses enfants en voyage là-bas, où ils ont été hébergés dans la même famille d'accueil que lui à l'époque de son stage QSF. Des exemples de liens très forts et très durables existent donc, mais ils semblent être relativement rares.

Dans d'autres cas, les liens se sont peu ou pas du tout maintenus, mais ce n'est pas nécessairement faute d'avoir essayé. Des facteurs technologiques ou liés aux infrastructures de communication empêchent fréquemment les stagiaires d'échanger avec leurs anciens hôtes comme ils le voudraient. Une stagiaire déplore ainsi le fait que la poste se rende mal dans son village d'accueil :

C'est trop compliqué. C'est vraiment difficile de trouver une façon de communiquer avec eux. J'aurais aimé ça avoir plus de contacts, de garder ça, mais c'est difficile.

Dans plusieurs cas, c'est l'accès à internet qui fait défaut. Cependant, il arrive aussi, inversement, qu'une personne avec laquelle le ou la stagiaire avait perdu contact ressurgisse parce qu'elle vient de s'inscrire sur Facebook.

1.4 UN INTÉRÊT LATENT POUR L'ACTUALITÉ DU PAYS D'ACCUEIL

On voit donc que, une fois revenus au pays, une bonne partie des stagiaires restent sporadiquement en contact avec des gens qu'ils ont connus au cours de leur voyage, mais peut-on dire qu'ils et elles continuent à s'intéresser plus largement à ce qui se passe dans le pays de

leur expérience QSF? Une stagiaire ayant séjourné dans un pays d'Afrique de l'Ouest a développé une véritable passion, non seulement pour l'actualité politique et sociale du pays où elle a fait son stage, mais aussi pour celle des autres pays africains. Elle se fait un devoir d'être la porte-parole, auprès de ses amis et de sa famille, de ce qui se passe là-bas. Quelques autres stagiaires ont dit s'intéresser encore activement à ce qui se passait dans leur pays d'accueil, mais ils semblent être minoritaires parmi les stagiaires interviewés.

La plupart des stagiaires ne font vraisemblablement pas d'efforts particuliers pour se tenir au courant des événements ayant cours dans leur pays de stage, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il y a désintérêt total de leur part. En effet, plusieurs participantes et participants au programme ont mentionné qu'ils seraient interpellés s'ils entendaient parler du pays à la radio ou s'ils voyaient un article sur le pays dans le journal. Tout se passe donc comme si l'intérêt pour leur pays d'accueil existait à l'état latent et se manifestait de manière ponctuelle. En pratique, cela veut dire que les stagiaires s'informent sur le pays « quand il se passe des trucs gros », pour reprendre les mots d'une des stagiaires. Lorsqu'il y a des élections, une tentative de coup d'État ou encore une catastrophe naturelle, les stagiaires se sentent davantage concernés étant donné qu'ils et elles ont habité dans le pays. Ayant vécu des expériences et connu des gens là-bas, la nouvelle leur semble plus près d'eux, un peu comme le serait une nouvelle locale.

2. LA VISION DES RELATIONS ENTRE LES PAYS DU NORD ET LES PAYS DU SUD

Dans le cadre de l'évaluation participative réalisée par l'AQOCI en 2011, plusieurs organismes de coopération internationale membres ont souligné que les stages QSF avaient pour effet de permettre aux stagiaires de mieux comprendre les liens entre le Nord et le Sud, ce qui correspond à un des objectifs que le programme QSF souhaite atteindre, à la fois à travers la formation pré-départ et à travers l'expérience vécue sur le terrain. Difficile à évaluer, cet objectif est néanmoins partagé par de nombreuses organisations à travers le monde qui offrent des opportunités de stages semblables à celles qui sont offertes par le programme QSF. Certains chercheurs et certaines chercheuses se sont donc demandés dans quelle mesure de telles expériences de stages internationaux permettaient (ou non) aux participantes et aux participants de rentrer chez eux enrichis d'une vision plus nuancée des relations entre les pays du Nord et les pays du Sud. Andrew Jones, par exemple, a suivi des jeunes ayant participé à des stages d'été au Vietnam et en

Tanzanie. D'après ses conclusions, l'expérience a permis aux stagiaires de se défaire de plusieurs préjugés qu'ils ou elles entretenaient à l'endroit des pays visités (Jones, 2005, p. 13). De plus, elle leur a permis d'acquérir une « perspective globale » et de mieux cerner les relations complexes entre les pays en développement et les pays occidentaux, notamment en ce qui concerne leur imbrication économique (p. 16).

2.1 UN RISQUE DE PERPÉTUER UNE CONCEPTION STÉRÉOTYPÉE DES RAPPORTS NORD-SUD

À l'inverse, en analysant séparément et à plusieurs années d'intervalle des programmes différents, Kate Simpson (chercheure à Newcastle en Angleterre) et Rebecca Tiessen (du Collège militaire royal du Canada à Kingston) arrivent toutes les deux à des conclusions similaires, selon lesquelles le discours tenu par certaines organisations risque de perpétuer les schèmes paternalistes déjà présents dans la relation entre citoyennes et citoyens des pays occidentaux et citoyennes et citoyens des pays dits en développement. Simpson s'est penchée sur le discours d'organismes britanniques qui offrent différentes possibilités de « volunteer-tourism »¹¹, tandis que Tiessen a étudié le discours d'organisations qui offrent des programmes de type « Sport for Development and Peace », à travers lesquels des jeunes originaires de l'Occident sont envoyés dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour réaliser des stages axés sur le sport et sur l'éducation. Dans les deux cas, les auteures soulignent que, dans le discours des organisations étudiées, le « tiers-monde » est défini comme étant « dans le besoin », sans toutefois que cette notion de besoin ne soit critiquée, remise en question ou définie explicitement (Simpson, 2004, p. 686). Les pays du Sud sont perçus comme des lieux désavantagés attendant d'être secourus par les pays du Nord (Tiessen, 2011, p. 579). Tant Tiessen que Simpson notent que le discours des organisations qu'elles ont étudiées laisse implicitement entendre que les pays occidentaux ont atteint un stade plus avancé et qu'il faut permettre aux pays non-occidentaux d'accéder au même stade (Tiessen, 2011, p. 578). Il s'agit donc en quelque sorte « d'occidentaliser le tiers-monde », sans nécessairement prendre en compte les désirs et les besoins exprimés par les communautés

¹¹ Il s'agit du terme générique utilisé dans une partie du monde anglo-saxon pour décrire une vaste gamme de projets de stages internationaux destinés principalement aux jeunes. Certains prennent surtout la forme d'une expérience touristique, tandis que d'autres se rapprochent davantage de véritables projets de solidarité internationale. Les organisations étudiées par Kate Simpson proposaient toutes des séjours d'au moins trois mois dans des pays d'Amérique latine.

locales. De plus, pour convaincre les jeunes de l'Occident de participer à ce genre de projets, l'accent est mis sur le fait, pour les stagiaires, de « faire une différence » ou de « changer les choses », comme si l'impulsion du changement devait provenir de jeunes non-qualifiés (ou peu qualifiés) des pays du Nord et non des membres des communautés locales. En insistant sur ce que l'Occident peut apporter au reste du monde, les organisations analysées par Tiessen et Simpson adoptent donc une approche qui relève plus de la charité que de la solidarité (Tiessen, 2011, p. 575). Ce faisant, malgré leurs bonnes intentions probables, elles peuvent participer au renforcement de la conception stéréotypée d'un Nord actif et d'un Sud passif.

2.2 UNE VOLONTÉ D'ÉCHANGER D'ÉGAL À ÉGAL

Un tel discours est aux antipodes de celui qui est officiellement mis de l'avant par le programme *Québec sans frontières*. QSF insiste en effet sur les valeurs de partage et de solidarité et sur l'établissement de partenariats durables avec les communautés du Sud. À titre d'exemple, la page « Nos valeurs » du site de *Québec sans frontières* parle d'un « échange réciproque et solidaire » entre la société civile québécoise et la société civile du Sud (QSF, 2014). Dans le cadre de la rencontre du comité consultatif, un intervenant parlait de l'importance de concevoir le développement comme un processus qui peut émerger de la communauté et non comme quelque chose qui vient de l'extérieur :

L'idée de QSF, [c'est] de donner à la communauté le pouvoir d'agir par elle-même. C'est pas d'amener une idée du développement [...] du Nord pour l'imposer au Sud. C'est l'idée de travailler en partenariat.

Néanmoins, les travaux de Tiessen et de Simpson montrent que plusieurs discours différents sur les relations entre le Nord et le Sud coexistent dans l'espace public et qu'il n'est donc pas absolument certain qu'un stage international favorise une meilleure compréhension mutuelle entre les stagiaires et les habitantes et habitants des pays qu'ils visitent. Il est même possible que, à travers une expérience de stage, des rapports de domination préexistants soient perpétués. Il semble donc pertinent de se demander ce qu'ont tiré les stagiaires QSF de leur expérience. En parlant de leurs rencontres dans les communautés des pays du Sud, quels sont les éléments sur lesquels ils ou elles mettent l'accent?

D'entrée de jeu, on peut dire que les propos tenus par les personnes interviewées dans le cadre de ce projet de recherche reflètent dans une large mesure les valeurs promues par le programme *Québec sans frontières*. Effectivement, les anciens stagiaires rencontrés ont surtout fait part de leur volonté d'établir un réel échange d'égal à égal avec les habitantes et habitants du pays. Une des stagiaires, par exemple, parle positivement des principes qui sont au cœur de l'action de l'organisme avec lequel elle a fait son stage :

Je dirais que [Nom de l'organisme], c'est une très belle organisation qui a de belles valeurs. [...] [Nom de l'organisme] va dans un pays avec aucune intention de, mettons, de profiter du pays ou des habitants. [Nom de l'organisme] y va vraiment dans une vision de partage, dans une vision d'échange, culturel et autre.

Allant dans le même sens, Florence affirme que la solidarité, « c'est plus une réciprocité Nord-Sud... Que le Sud apporte autant au Nord que le Nord apporte au Sud ». Suivant cette logique, selon laquelle le Sud peut apporter beaucoup au Nord, plusieurs des stagiaires ont mentionné les apprentissages qu'ils ou elles ont faits dans les communautés qui les ont accueillis, en insistant là encore sur le partage. Par exemple, une étudiante en communication qui a travaillé dans une radio communautaire en Afrique de l'Ouest dit que son expérience là-bas lui a permis d'apprendre de nouvelles façons de faire et de remettre en question des « dogmes » de sa formation québécoise. Un autre répondant explique que, dans l'organisation où il faisait son projet de stage, les organisateurs avaient l'habitude de faire un jeu pour faire connaissance au début de chaque réunion. Initialement, il était sceptique par rapport à cette idée parce qu'il avait l'impression que c'était une perte de temps. Il a finalement réalisé qu'en aidant à briser la glace, le jeu permettait de faciliter les discussions entre les gens. Il a donc par la suite intégré cette pratique ici, dans les ateliers ou les réunions auxquels il participait. Pour sa part, une autre stagiaire raconte comment son groupe est venu se greffer à un projet agro-alimentaire déjà en place, par rapport auquel des membres de la communauté locale avaient déjà de l'expertise. Dans son pays d'accueil, elle a donc acquis différentes compétences liées à ce projet. Une citation de Philippe résume l'esprit derrière ces échanges avec les gens du pays : « On se regardait un peu avec curiosité pis en même temps on se faisait découvrir des choses ».

Au-delà des apprentissages pratiques, cependant, ce qui revient souvent dans les propos des interviewés, c'est l'idée qu'on peut apprendre des habitantes et des habitants des pays du Sud en ce qui concerne la qualité des liens sociaux et des rapports humains. Une stagiaire qui est elle-même originaire d'un pays dit en développement, mais qui habite au Québec depuis plusieurs années, est très dure envers l'individualisme occidental, qu'elle oppose aux liens communautaires qui existent dans son pays d'origine ainsi que dans son pays de stage :

J'peux pas comparer à ma culture parce que nous, c'est complètement... Tsé, c'est beaucoup familial [...] pis on se connaît tous pis il fait chaud pis en tout cas. Ici, c'est froid. Pis on voit que c'est de même. C'est une ambiance froide. Les gens ont pas le temps. T'as jamais le temps pour rien faire. T'as trop d'affaires à faire pour toi-même. Pis là "Moi, moi, moi" pis après, peut-être que j'vais avoir d'autre chose, mais c'est pas tout le monde qui est capable de s'en sortir, de ça.

Sans être aussi sévère envers l'Occident, d'autres stagiaires contrastent l'isolement social qui existe dans les pays du Nord au sens communautaire présent dans le Sud. Ainsi, Martin affirme que les Québécois sont très individualistes et qu'ils auraient donc intérêt à entrer davantage en contact avec des gens du Sud, pour renouer avec la faculté d'entretenir des liens de personne à personne :

On parle beaucoup de réseaux, ces temps-ci. Facebook et compagnie, Twitter, là. Mais le réseau, c'est aussi au niveau humain que ça se passe. Plus au niveau humain. Pis dans ces pays-là, c'est ça qu'ils ont à nous apprendre. Les réseaux humains, ça se développe.

Élizabeth associe quant à elle le sens communautaire attribué aux habitantes et aux habitants des pays du Sud à des valeurs qui étaient très présentes au Québec jadis, mais qui le sont moins aujourd'hui et qui mériteraient dans une certaine mesure d'être remises à l'avant-plan:

La communauté, c'est peut-être comme c'était au Québec il y a 50 ans. C'était plus comme ça. Mais les familles se tiennent vraiment entre elles pis ça, j'ai beaucoup aimé ça.

Dans un mémoire issu d'une enquête réalisée en 2008 auprès de participants et de participantes *Québec sans frontières* ayant séjourné en Afrique, Dominique Choquette notait aussi cette tendance qu'avaient les stagiaires à vanter les valeurs communautaires des pays qu'ils avaient visités (2008, p. 135). Elle faisait remarquer qu'il y avait là un risque d'idéaliser l'Autre. Citant

l'anthropologue québécois Gilles Bibeau, elle mettait en garde contre « la tentation de “romantiser” la différence orientale ou africaine dans une sorte d'ethnocentrisme à rebours [...] [qui] consisterait à ne voir dans l'Autre lointain qu'un réservoir rempli de valeurs qui manquent à l'Occident » (Bibeau, 2002, p. 25). Cette question de l'idéalisation mériterait d'être approfondie, ce que je ne ferai pas dans le cadre de ce rapport¹². On voit néanmoins que les stagiaires insistent sur leurs apprentissages effectués auprès des personnes rencontrées au cours de leur stage. De plus, ils et elles souhaitent développer un rapport égalitaire avec ces dernières. Les stagiaires sont donc loin d'adopter la posture que dénoncent Tiessen et Simpson, celle du jeune du Nord parti « occidentaliser le Sud ».

Bien au contraire, plusieurs des participantes et participants s'interrogent sur la possibilité qu'ils ou elles profitent davantage du stage que les personnes des pays où les stages ont lieu. Pour Stéphane, cela ne fait aucun doute :

Je te dirais qu'en général, les liens que j'ai tissés avec ces gens-là, ça m'a beaucoup plus apporté, j'en suis convaincu, que ce que moi je leur ai apporté. Maintenant, avec le temps, par contre, c'est clair que c'est une relation qui est mutuelle. J'dirais une certaine complicité.

Selon lui, c'est seulement au fil du temps, grâce aux liens maintenus avec les gens du pays d'accueil, qu'on peut parvenir à un échange mutuel dont les deux parties profitent également. Florence parle aussi du facteur temps, mais sous un angle différent. Pour elle, le séjour QSF a quelque chose d'égoïste, dans la mesure où la personne qui fait le stage reçoit plus que ce qu'elle donne. Mais en apprenant et en devenant plus au fait de la réalité d'un autre pays, elle peut par la suite redonner à travers son engagement futur. Pour certaines stagiaires, l'idée que l'expérience QSF profite plus aux stagiaires qu'aux communautés locales soulève un questionnement quant à la pertinence du programme. Elles se demandent par exemple s'il n'aurait pas mieux valu faire un

¹² Notons cependant que, parmi les stagiaires rencontrés, certains et certaines ont mentionné que le stage leur avait permis de se défaire de l'image idéalisée qu'ils ou elles avaient des gens des pays du Sud. Ils ont notamment pu constater les défauts de ces derniers, ce qui contribue à les humaniser. Ce qui semble ressortir du discours des personnes que j'ai rencontrées, c'est l'idée que des sociétés différentes peuvent parler de leurs ressemblances et de leurs différences, s'inspirer et se critiquer mutuellement. Ou, dans les mots d'un des anciens stagiaires : « Ça passe par un espèce de... juste un partage où on se met à une position d'égalité. En disant: "J'veux pas vous idéaliser non plus." Tsé, il y a des choses... On peut critiquer un peu ce qu'ils font là-bas, mais toujours avec le respect en comprenant ce qui se passe pis toujours en disant ici qu'est-ce qui fonctionne pas, qu'est-ce qui fonctionne vraiment, tsé. Juste pour remettre les pendules à l'heure. »

don à un organisme local du pays d'accueil au lieu d'acheter un billet d'avion pour aller là-bas. Dans cet esprit, Catherine se dit qu'au lieu de donner de l'argent à des Nord-Américains pour qu'ils partent en voyage, il serait peut-être plus judicieux de donner des bourses d'études à des étudiantes et à des étudiants des pays en développement, pour qu'ils puissent ensuite soutenir leur pays comme ils l'entendent. Elle pense malgré tout que son stage QSF a eu son utilité :

[L]e stage que j'ai fait, même si on n'a pas fait des projets incroyables qui vont rester, ça reste qu'on a aidé à donner la p'tite poussée de: « Ok, vous avez déjà une organisation de mise en place, pis là ben on va juste vous apporter comme un peu de motivation pis quelques nouveaux trucs, mettons, pour vous aider là-dedans ». Donc c'était clairement plus profitable à nous qu'à eux, mais j pense que tout le monde en a tiré avantage.

Pour qu'un véritable échange culturel puisse avoir lieu, les stagiaires posent des conditions. La personne occidentale qui arrive dans un pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine doit y aller dans un certain esprit d'ouverture, de respect et d'écoute :

Solidarité internationale, déjà, ça implique que la personne est ouverte, consciente et volontaire, qu'elle veut aller découvrir. Donc elle arrive avec un état d'esprit, une façon d'être. Elle ne voudra pas nécessairement au premier jour porter un boubou pis [dire :] « Hey, moi, j'suis africain! » Elle va plutôt se donner le temps d'apprendre, de regarder.

De plus, les stagiaires rappellent qu'une telle personne doit essayer de se débarrasser de toute attitude paternaliste, ce qui n'est pas nécessairement évident dans un monde qui a été marqué par la colonisation. Dans cette optique, Sarah explique ce qu'elle pense de la coopération internationale :

J pense que c'est vraiment une belle façon d'entrer en relation avec les communautés du Sud, parce qu'on essaie d'éliminer tout ce qui est justement relié au colonialisme, le « On sait ce qui est bien pour vous ». La coopération, c'est quand même basé sur le « De quoi vous avez besoin? »

2.3 LE RÔLE DE LA FORMATION

Comme on l'a vu plus haut, Kate Simpson considère que le voyage et la rencontre avec l'Autre ne mènent pas automatiquement à une meilleure compréhension mutuelle¹³. Pour qu'elle donne les résultats escomptés, l'expérience d'un stage international doit selon elle être accompagnée d'une « pédagogie de la justice sociale » qui fournit aux stagiaires un langage pour saisir ce qu'ils observeront sur le terrain. Simpson soutient aussi que l'expérience du stage doit être associée à des occasions de réfléchir de manière critique aux dynamiques internationales ainsi qu'aux enjeux liés aux inégalités sociales ou à la diversité culturelle (2004, p. 690). Une telle suggestion rejoint les préoccupations des responsables du programme QSF. Lors de la rencontre du comité consultatif, un intervenant affirmait qu'un stage QSF durait en réalité un an complet :

Le stage terrain dure 75 jours. C'est le projet de stage. Mais j pense que le programme QSF va au-delà de ces 75 jours parce que ça implique des formations pré-départ où les gens sont éduqués à plusieurs enjeux comme le développement, la justice sociale, etc.

Dans le même ordre d'idées, au cours de la même rencontre, une intervenante parlait de l'importance d'avoir des outils pour amener les stagiaires à pousser plus loin leur réflexion, tandis qu'une autre s'inquiétait du risque de renforcer des idées préconçues si la formation n'était pas adéquate. Le programme *Québec sans frontières* intègre donc déjà une dimension pédagogique et ses responsables ont le souci de s'assurer que la formation fournie enrichisse l'expérience des participantes et des participants.

Cependant, est-ce que la formation inhérente au programme de stages QSF atteint bien ses objectifs? Les données obtenues dans le contexte de ce projet de recherche ne permettent pas de répondre pleinement à cette question. En effet, on ne peut savoir dans quelle mesure les stagiaires rencontrés ont été influencés par leur formation pré-départ puisqu'au moment où ils et elles ont été rencontrés, leur réflexion avait aussi été façonnée par d'autres expériences de stage,

¹³ Après avoir mené une enquête approfondie auprès d'une dizaine d'organisations offrant des stages internationaux, deux autres auteurs, Eliza Marguerite Raymond et Michael Hall, abondent dans le même sens. Ils font trois recommandations pour favoriser la compréhension interculturelle, soit (1) de proposer des projets qui correspondent aux besoins de la communauté et aux capacités des participantes et des participants sans nuire à l'emploi dans le pays d'accueil, (2) d'offrir aux participantes et aux participants la possibilité de réfléchir activement à leur expérience par le biais de différentes méthodes (journal de bord, rédaction d'un essai, discussions collectives, etc.) et (3) de favoriser des rencontres fréquentes et significatives avec les habitantes et habitants du pays d'accueil, par exemple par des activités sociales et par l'intégration dans une famille d'accueil (Raymond et Hall, 2008, p. 538-541).

d'engagement, de travail ou d'études. De plus, on ne possède pas d'informations sur ce que pensaient les stagiaires avant d'entamer leur formation pré-départ, outre ce qu'ils et elles ont pu en dire au cours de l'entretien. On peut tout de même supposer que leur formation QSF a participé à la construction de leur vision des relations entre le Nord et le Sud. Dans certains cas, les stagiaires interviewés en ont d'ailleurs fait part explicitement. Par exemple, certaines stagiaires ayant fait leur stage récemment ont mentionné comment la formation leur avait permis de démêler certains concepts liés à l'univers de la solidarité et de la coopération internationale. L'une d'entre elles, qui souhaite un jour devenir « médecin sans frontières », explique que les discussions sur les notions lui ont permis d'apprendre la distinction entre aide humanitaire et coopération internationale. Une autre a aussi indiqué avoir appris cette distinction et faire aujourd'hui des efforts dans la vie de tous les jours pour l'expliquer aux gens, puisque ces concepts sont souvent utilisés indistinctement par la population ou par les médias.

Alors que certains des organismes étudiés par Kate Simpson laissaient croire aux participantes et aux participants qu'ils allaient contribuer à « changer le monde », la formation QSF amène plutôt les stagiaires à avoir des attentes plus réalistes :

En fait, j'étais partie sans grosses attentes parce que c'est ça qu'on m'a dit de faire. On m'a dit que c'était vraiment le meilleur état d'esprit à avoir avant de rentrer dans un stage de ce genre.

L'avantage d'encourager les participantes et les participants à avoir des attentes modestes est double. D'abord, cela permet d'éviter que les stagiaires soient déçus si le projet de stage connaît des ratés, comme c'est souvent le cas. Ensuite, cela permet de remettre les pendules à l'heure en évitant de répéter le schéma stéréotypé du Sud attendant d'être secouru par le Nord, tel qu'abordé ci-haut.

2.4 METTRE EN CONTEXTE ET NUANCER LA NOTION DE PAUVRETÉ

La réalisation d'un stage de solidarité internationale dans un pays dit en développement amène les stagiaires à être confrontés directement – souvent pour la première fois – à la question de la pauvreté du Sud. Ce qu'ils ou elles en disent à leur retour peut donc, dans une certaine mesure,

être révélateur de la façon dont le stage a contribué à construire leur conception des relations entre le Nord et le Sud.

S'appuyant sur des entretiens effectués auprès de participantes et de participants à des stages en Amérique latine, Kate Simpson montre comment les jeunes qu'elle a rencontrés ont tendance à minimiser l'importance de la pauvreté au sein des pays occidentaux et à accentuer celle des pays en développement. Ce faisant, ils et elles en viennent à concevoir la pauvreté comme une chose qui « se passe ailleurs » et qui ne les concerne qu'indirectement :

[...] [R]ather than finding commonality between the developed and developing worlds, students are emphasizing difference and establishing a dichotomy of 'them and us'. Poverty is allowed to become a definer of difference, rather than an experience shared by people marginalized by resource distribution. Poverty becomes an issue for 'out there', which can be passively gazed upon, rather than actively interacted with (Simpson, 2004, p. 688).

De plus, mal équipés pour comprendre les dynamiques politiques et économiques internationales, les stagiaires rencontrés par Kate Simpson parlent de la « chance » qu'ils ont de vivre dans un pays développé sans se questionner sur les rapports d'exploitation qui peuvent exister entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Pour la plupart des anciens stagiaires que j'ai rencontrés, l'expérience sur le terrain semble plutôt avoir été une occasion de remettre en question des idées préconçues. Jeanne, par exemple, explique comment elle et les membres de son groupe ont découvert que le pays d'Amérique latine où ils allaient séjourner n'était pas aussi démunis qu'ils le croyaient :

Avant de partir, on s'imaginait vraiment qu'on allait dans une place complètement différente, là. Quand on est arrivé, là, tsé, les maisons étaient normales. Comme les nôtres, presque. Pis il y avait des routes, tsé, pas d'la terre.

Martin, qui a fait son stage dans un pays africain, abonde un peu dans le même sens. Il critique au passage le portrait des pays en développement qui est fait dans les médias :

On n'entend pas parler du Sud à part si, à la télévision, il y a de la guerre, il y a de la famine, toutes les affaires négatives, là. Pourtant, moi, je suis allé là-bas pis il y a vraiment

des belles histoires qui se passent. C'est dynamique. C'est vraiment pas ce qu'on dépeint, là.

En revanche, une des stagiaires interviewées soutient qu'il n'y a pas de véritable pauvreté au Québec, rejoignant en cela le type de discours tenu par les personnes interrogées par Kate Simpson.

La plupart des stagiaires tiennent cependant à déconstruire l'image monolithique d'un Nord riche et d'un Sud pauvre. Outre les transformations dans leurs représentations du Sud, cette déconstruction passait entre autres, dans leurs rencontres sur place, par une tentative de défaire l'image idéalisée que certains habitants des pays du Sud pouvaient avoir de l'Occident. Un stagiaire, par exemple, montrait des photos de Détroit à ses interlocuteurs africains, ce qui leur permettait de voir que l'Amérique est loin d'être uniformément riche. Une autre surprenait plusieurs Latino-Américains en leur disant qu'elle travaillait comme caissière dans une chaîne de restauration rapide :

Les jeunes de mon âge, ils étaient traumatisés parce que moi, je travaillais dans un Tim Hortons. Pour eux, c'était très, très, très bas travailler comme serveur dans un café, dans un resto. Pour eux, ils n'en revenaient pas que, entre guillemets, la « Canadienne blanche » travaille là-dedans.

Il s'agit donc, pour ces stagiaires, de nuancer la réalité socio-économique du Nord et du Sud, notamment pour revaloriser le mode de vie des communautés du Sud, alors que certains stagiaires ont pu constater que des habitantes et des habitants des pays du Sud avaient tendance à s'auto-dévaloriser.

Est-ce à dire que les stagiaires QSF tombent dans un autre travers, qui consisterait à minimiser la gravité des rapports d'exploitation qui existent entre les pays du Nord et ceux du Sud? Non, à en croire les propos tenus par ceux qui ont été interviewés dans le cadre de ce projet de recherche. Plusieurs mettent l'accent sur la façon dont gouvernements et entreprises entretiennent les inégalités ou alimentent les conflits pour obtenir l'accès à des ressources naturelles ou à une main-d'œuvre bon marché. Certains parlent de relation dominant-dominé, tandis que d'autres parlent de la persistance de liens du type colonisateur-colonisé. D'autres encore soulignent qu'il

existe une certaine hypocrisie dans la façon dont notre société parle d'aide au développement tout en profitant souvent de l'exploitation des pays du Sud. Dans cette analyse, les individus ne sont pas épargnés : ils contribuent aussi, à leur échelle, au maintien du système d'inégalités. Philippe l'exprime de manière explicite :

Notre qualité de vie dépend de ça. On veut des produits pas chers. Ben c'est de là qu'ils vont provenir. On veut que nos compagnies minières florissent à l'étranger. On veut que nos actions montent. Bon, ben pour ça, il va falloir qu'on aille exploiter des gens, tsé. [...] On comprend peut-être pas toujours à quel point on est à la fois les bénéficiaires de l'exploitation et donc la cause de l'exploitation aussi. Tsé, c'est pas [seulement] le système néolibéral, c'est pas les grandes entreprises seulement, là, tsé.

Les stagiaires interviewés ont donc le sentiment de vivre dans un système économique inégalitaire et sont conscients de se trouver du côté des privilégiés. C'est dans ce contexte de relations Nord-Sud inévitables qu'ils et elles replacent la notion de pauvreté. Or, pendant la rencontre du comité consultatif, un intervenant se demandait si une trop grande emphase sur la domination Nord-Sud ne risquait pas d'avoir un effet démobilisateur, en ce sens que le fardeau de la culpabilité serait trop lourd à porter :

[J]e trouve que ça peut culpabiliser les stagiaires aussi [...] : « Ah, moi je suis du Nord. J'ai beaucoup de privilèges. Qu'est-ce que je peux faire pour changer ça? ». Pis devenir tellement énorme qu'ils ne voient pas les pistes de solution pour régler les petites choses immédiates.

Les propos des personnes interviewées tendent plutôt à montrer le phénomène inverse. Bien sûr, l'ampleur des problèmes sociaux peut parfois faire douter de la possibilité de changer les choses, mais, pour plusieurs anciens stagiaires, le fait d'être conscient de leur statut d'occidental privilégié devient une raison de s'engager, soit parce qu'il s'agit de réparer les torts passés et actuels causés par les pays occidentaux, soit parce que redonner va de soi lorsqu'on a reçu beaucoup. Catherine le résume de cette façon :

C'est une espèce de redevance à l'humanité. Du genre... J'suis née sur un plateau d'argent pis j'voudrais offrir au moins des conditions de base à tout le monde.

3. S'ENGAGER AU RETOUR DU STAGE

Nous avons vu que les anciens stagiaires QSF interviewés adoptent une vision plutôt nuancée des relations entre les pays du Nord et les pays du Sud. Souhaitant établir une relation d'égal à égal, ils ou elles sont néanmoins conscients des inégalités structurelles et, souvent, de leur propre situation privilégiée. D'une manière ou d'une autre, toutes les participantes et tous les participants à cette étude sont sensibles aux questions politiques, sociales et environnementales et veulent transformer le monde qui les entoure. Mais concrètement, que font-ils et que font-elles en ce sens? Quelle forme prend leur engagement et comment celui-ci a-t-il été façonné (ou non) par le stage QSF?

3.1 DES PERSONNES DÉJÀ ENGAGÉES

De prime abord, il faut mentionner que les stagiaires QSF sont souvent déjà engagés socialement avant leur expérience de stage. Une enquête statistique menée par le Secrétariat à l'aide internationale en 2004 auprès de l'ensemble des anciens stagiaires QSF montrait effectivement que 85% d'entre eux et elles étaient impliqués avant leur stage :

Nombre de milieux d'implication avant le 1^{er} stage QSF

	Répondants
2 milieux d'implication ou plus	45 %
1 seul milieu d'implication	40 %
Aucune implication	15 %

Source : SAI, 2004, p. 24

Ce sondage date un peu, mais il est plausible de penser que les réponses seraient semblables si la question était posée aujourd'hui. Les résultats ne sont nullement surprenants, dans la mesure où l'implication sociale et communautaire fait souvent partie des critères de sélection des stagiaires, bien que ces critères diffèrent selon les organismes de coopération internationale participant au programme.

Par ailleurs, certains stagiaires sont impliqués depuis longtemps. Dans les entretiens réalisés, plusieurs personnes ont mentionné avoir eu leurs premiers contacts avec l'implication sociale et politique à l'école secondaire (parfois dès l'âge de 12 ans), grâce à l'organisme Amnistie internationale. Elles étaient donc déjà sensibilisées à des enjeux internationaux, dont plusieurs qui sont abordés dans le cadre du programme *Québec sans frontières* (droits humains, environnement, droits des femmes, etc.). D'autres ont débuté leur implication active plus tard, mais ont l'impression que la volonté de changer les choses est présente chez eux depuis un certain temps. Ainsi, Stéphane dit que c'est par une grève étudiante au cégep qu'il a véritablement commencé à s'impliquer socialement et politiquement, mais qu'il a toujours eu un « côté politique » et de la « graine de militant ».

Le stage QSF contribue sans doute à activer ou à renforcer chez certains une « sensibilité militante » déjà présente. Selon l'étude du Secrétariat à l'aide internationale citée précédemment, il semble avoir un impact, quoique modeste, sur l'implication des stagiaires :

Nombre de milieux d'implication

	Avant le 1^{er} stage QSF	6 mois après le 1^{er} stage QSF
2 milieux d'implication ou plus	45 %	56 %
1 seul milieu d'implication	40 %	32 %
Aucune implication	15 %	12 %

Source : SAI, 2004, p. 24

On peut voir que les stagiaires, déjà impliqués avant leur expérience QSF, le sont plus fortement après celui-ci. En effet, six mois après leur stage, ils et elles sont légèrement moins nombreux qu'avant le stage à n'avoir aucune implication et la proportion de stagiaires affirmant s'impliquer dans plus d'un milieu passe de 45% à 56%. Dans une autre enquête, menée par Annick Bélisle en 2005 auprès de gens ayant effectué leur stage QSF avec le Carrefour de solidarité internationale

de Sherbrooke (CSI), 59% des répondantes et des répondants ont dit s'impliquer de façon active dans la société depuis la réalisation de leur stage (2005, p. 47).

3.2 UNE DIVERSITÉ DE LIEUX D'ENGAGEMENT

Savoir dans quelle mesure les stagiaires sont impliqués ne nous dit cependant rien sur la forme que prend leur implication. Afin de mieux comprendre ce que les personnes ayant répondu à son sondage considéraient comme de l'implication active, Annick Bélisle avait donc choisi d'intégrer à son enquête une question ouverte pour permettre aux participantes et aux participants de décrire leur engagement. Elle a ensuite pu regrouper les formes d'engagement en quatre catégories différentes (p. 30-31) :

- L'implication dans une structure formelle (association étudiante, groupe d'aide aux immigrants, groupe environnemental, etc.)
- L'implication au quotidien (choix de consommation, sensibilisation des proches)
- L'implication dans des projets de coopération internationale
- L'implication à travers son travail (tenter de changer les choses dans son milieu de travail ou choisir sa carrière en fonction de ses valeurs)

Les résultats des entretiens que j'ai effectués vont dans le même sens en ce qui concerne la diversité des lieux d'implication¹⁴. Ils permettent aussi de voir comment une même personne s'implique de plusieurs manières différentes et à plusieurs échelles. Ainsi, un des répondants est

¹⁴ Cela dit, lorsqu'on leur demande si elles sont engagées socialement, plusieurs des personnes interviewées mettent surtout l'accent sur l'engagement dans des structures formelles. Elles ont donc parfois tendance à se considérer comme peu engagées ou moins engagées si elles ne sont pas activement impliquées engagées dans un groupe, même si elles pratiquent des formes d'engagement plus informelles. Cet extrait d'entretien montre l'ambiguïté de la notion :

[En parlant de la consommation « éthique » ou « responsable »]

- Élisabeth: *Oui, c'est vrai que ça peut être une forme d'engagement, là.*

- Intervieweur : *Mais spontanément, tu le percevais pas comme une forme d'engagement?*

- Élisabeth : *Non, j'avoue que j'y avais pas pensé. Ben c'est juste... Dans ma tête, engagement, c'est comme aller faire du bénévolat pour Équiterre. Fait que j'ai pas ça en ce moment, fait que j'me sens pas comme une personne engagée, mais j'prends le vélo, le transport en commun, j'ai pas de voiture. Ma vision de l'engagement, j'pense que c'est pas tant de faire des dons à des organismes, du bénévolat dans les organismes. J'aimerais ça, là, avoir le temps pis... Mais ma vision, c'est aussi, genre, au quotidien, qu'est-ce que tu peux faire? C'est utiliser ton vélo, acheter des produits bio, faire du sport, prendre soin de ta santé, prendre soin de la... de ton entourage. C'est comme l'impact qu'on a. Fait que j'sais pas. C'est vrai que ça peut être ma vision de l'engagement.*

impliqué dans son travail dans le domaine du développement durable; il habite dans une coopérative; il siège sur le CA de plusieurs organismes; il a participé activement aux manifestations du printemps 2012; et il est maintenant organisateur de projets de coopération internationale. Un peu plus de la moitié des personnes interviewées ont un profil d'engagement semblable, soit celui de personnes qui sont fortement impliquées et dont l'implication correspond en même temps aux quatre types décrits par Annick Bélisle¹⁵. D'autres s'impliquent d'abord et avant tout dans le domaine de la solidarité internationale. D'autres encore disent s'impliquer surtout au quotidien à travers leurs choix de consommation ou dans leur vie personnelle en optant pour des emplois et des activités qui correspondent à leurs valeurs sociales, ce qui correspond à une tendance observée par Anne Quénart (2008) chez la jeunesse québécoise. Certaines déplorent le fait de ne pas être aussi engagées qu'elles le voudraient. Tous, cependant, ont nommé au moins une des formes d'engagement décrites par Annick Bélisle dans son étude sur les anciens stagiaires du CSI Sherbrooke.

3.3 « METTRE DES VISAGES SUR DES ENJEUX »

Il semble donc que les stagiaires s'impliquent plus à leur retour qu'avant leur expérience QSF, mais comment peut-on expliquer que le stage influence leur engagement? Dans une étude qui avait été faite pour Plan Nagua en 2005, les auteures notaient que le stage amenait les répondantes et les répondants à s'impliquer davantage entre autres parce qu'il leur donnait une expérience concrète à laquelle ils pouvaient se référer pour justifier leur implication et parce qu'il leur permettait de prendre conscience des impacts de leurs actions (Gauthier et Olivier-d'Avignon, 2005, p. 28). À travers l'expérience du terrain, les réalités liées au développement, aux relations Nord-Sud, à la mondialisation et à d'autres concepts souvent appris durant la formation pré-départ cessent d'être abstraites. Pendant la rencontre du comité consultatif, une intervenante a bien décrit ce processus par lequel les stagiaires de groupes qu'elle a côtoyés en sont arrivés à « mettre des visages sur des enjeux » :

¹⁵ Ce nombre élevé de personnes très engagées est peut-être un effet du mode de recrutement. En effet, ces personnes sont probablement plus susceptibles de se porter volontaires pour participer à un projet de recherche dont les thématiques rejoignent en partie leurs engagements. Néanmoins, il se peut aussi que cela reflète la réalité des anciens stagiaires QSF. Le tableau du Secrétariat à l'aide internationale présenté ci-haut montrait en effet que plus de la moitié des anciens stagiaires s'impliquaient dans deux milieux ou plus.

Ils ont mis des visages sur les phénomènes ou les enjeux, en fait. Le commerce équitable, en ayant travaillé avec des gens qui cultivaient du café équitable. Ben maintenant, ils ont des visages sur des gens qui cultivent. Ou on a rencontré des gens qui ont fui au Mexique pis aux États-Unis, là, illégalement et clandestinement. Ben maintenant, ils connaissent des gens. Ça a pu mettre des visages, des noms, des histoires, qu'ils ont vraiment côtoyés sur des enjeux dont on entend parler. Ça les sensibilise pis [...] ça enlève la distance, des fois. [...] Ça permet de côtoyer ces enjeux-là, en fait. De voir vraiment les impacts. Le coup d'État du Honduras en 2009, ben on a pu côtoyer des gens qui nous ont dit: "À cause de ça, ça a coupé l'aide internationale. Ça a coupé telle affaire". Donc ça vient mettre des visages pis des exemples micros qu'ils vont relier avec des enjeux mondiaux, en fait.

Plusieurs des personnes que j'ai rencontrées abondent dans le même sens et donnent des exemples de ce processus. Florence explique qu'elle a fait son stage dans un village où la pollution environnementale était flagrante, ce qui l'a amenée à prendre fortement conscience de l'ampleur du problème de la gestion des déchets et à remettre en question les pratiques occidentales :

Là-bas, n'importe quel petit déchet, on le gardait avec nous pis on attendait de retourner à la capitale pour le jeter dans une place qui a de la gestion de déchets plutôt que de le jeter dans la rivière comme tout le monde le faisait là-bas. [...] On voyait l'impact de chaque petit déchet là-bas. Fait que c'est ça qui m'a marqué plus au retour: toute la consommation, tous les déchets qu'on créait, le plastique qu'on produit ici. Fait que j'essayais de sensibiliser mon entourage proche au départ pis c'était pas toujours facile.

Ici, comme dans bien des cas, la prise de conscience est liée à une question environnementale et mène à une critique de ce qui se fait au Québec. Mais voir ce qui se passe ailleurs peut aussi amener une personne à faire un retour sur le sens de certains choix qui ont été faits au Québec dans le passé. Jean-François fait remarquer qu'on a tendance à prendre pour acquis certaines mesures sociales ou certains programmes sociaux, notamment parce qu'on n'a pas connu comment c'était avant qu'ils existent et parce qu'on n'a pas accès à des témoignages de l'époque. La découverte de la situation qui prévaut dans un autre pays vient alors éclairer notre compréhension de notre propre société et des décisions qu'elle a prises :

Ça nous permet de voir ce qui se passait avant, dans certains cas. [...] Tsé, des fois, l'assurance-maladie, dans certains pays, ça fait pas si longtemps qu'ils l'ont, par exemple. Mais là, tu comprends... T'as des témoignages vivants de cette époque-là. D'avant, comment c'était horrible, les assurances. Tsé, il y a des pays où l'avortement est illégal. Pis là, tsé, tu leur parles à ces gens-là, pis ils t'expliquent [...] qu'est-ce que ça amène

l'avortement illégal. [...] Fait que c'est comme un espèce de rappel de pourquoi on a pris des décisions. Parce que des fois, ici, on oublie, tsé, pourquoi on a fait ça.

Par le fait même, pour Jean-François, cette prise de conscience a renforcé sa conviction selon laquelle certaines mesures étaient nécessaires et lui a permis d'étayer son discours lorsqu'il devait les défendre dans un débat. Une autre stagiaire utilise aussi ce qu'elle a vu lors de son stage pour étayer son discours, mais elle le fait dans le cadre de son travail pour un organisme de coopération internationale, en donnant des exemples concrets issus de son expérience personnelle dans un pays du Sud pour faire comprendre certains enjeux aux gens avec qui elle traite.

3.4 TROUVER L'ÉNERGIE POUR S'ENGAGER

Deux stagiaires ont mentionné que le stage QSF avait été un point de départ de leur engagement. Une autre, Sarah, a présenté son séjour à l'étranger comme une sorte de moment-bilan, une occasion de réfléchir sur la personne qu'elle est et sur la personne qu'elle veut être. Le stage lui a permis de se rendre compte qu'elle voulait poursuivre dans la voie qu'elle avait choisie en ce qui concerne ses pratiques de consommation et ses implications sociales. Quelques-unes des stagiaires considèrent que le stage n'a pas réellement changé leur manière de s'engager, même s'il a pu confirmer ou renforcer des tendances déjà présentes. C'est que, selon elles, le stage s'adresse à des personnes qui sont souvent déjà convaincues. L'impact du stage est donc moindre. De plus, les personnes qui participent au programme QSF peuvent revenir au pays avec l'envie de partager ce qu'elles ont vécu avec leurs proches, mais vite se rendre compte qu'elles sont entourées de personnes qui sont déjà sensibilisées, ce qui limite le potentiel de changement du stage.

Toutefois, parmi les personnes rencontrées, celles qui disaient que le stage leur avait fourni la motivation pour s'engager étaient plus nombreuses que celles qui exprimaient de tels bémols. Anna s'investissait déjà dans différents groupes et comités avant de faire l'expérience QSF, mais elle dit en être revenue « trois fois plus motivée » à s'impliquer. Cela rejoint les propos de Philippe, pour qui voir les effets de son action dans le cadre de son stage a donné un second souffle à son engagement :

Ça m'a comme mis dans une situation où j'avais pas le choix de faire ça pis où j'voyais tout de suite la réaction que ça apportait. Ça m'a comme enthousiasmé pis ça m'a montré que j'étais capable aussi. Fait qu'il y avait ça qui était une espèce de valorisation, tsé, qui fait que la motivation vient par la suite, là, tsé.

Dans le même ordre d'idées, quelques anciens stagiaires soulignent l'énergie positive et l'impression d'être utile qu'ils et elles ont ressentis dans leur pays d'accueil. Pour Jean-François, cela contraste avec ce qu'il a vu dans le milieu communautaire québécois, dans lequel il a travaillé :

J'trouvais que le milieu [communautaire] avait une énergie lourde, négative par moments. Il y a tellement de coupures. Il y a tellement du bon monde qui essaient de se battre, mais qui n'ont aucunement les moyens de quoi que ce soit. Pis j'trouve qu'au moins, en coopération [internationale], même si t'amènes rien, presque rien, c'est déjà mieux que rien. [...] C'est un peu égoïste, mais j'trouve que le milieu coopératif a une énergie positive, plus. Tsé, dans le fond, t'amènes de quoi. Qu'importe ce qu'il y a, t'amènes de quoi.

Ses expériences lui ont donc donné le goût de poursuivre son engagement dans le milieu de la coopération internationale, sans pour autant délaisser son implication au Québec. En somme, la participation à un stage QSF peut donner aux stagiaires une motivation accrue à s'engager socialement par la suite, lorsque leur engagement dans le contexte du programme QSF a été valorisant et lorsqu'ils en ont vu les retombées.

3.5 CHOC DU RETOUR ET RETOUR DU DÉSIR DE S'ENGAGER

Pour plusieurs stagiaires, la période du retour est particulièrement marquante. Ils peuvent vivre une sorte de choc qui prend une forme différente pour chacun et chacune. Le phénomène est bien connu des organismes de coopération internationale. Une intervenante du comité consultatif le décrivait de cette façon :

Quand ils reviennent dans leur société québécoise, ils ont souvent un choc. On dit un choc de retour. Oui, c'est psychologique et tout, mais c'est parce qu'on ne comprend plus, on a de la misère à comprendre. On ne sait plus trop comment réfléchir pis nos points de repère sont un peu brouillés et tout.

Pour certains, ce choc du retour se manifeste en pratique par une volonté de changer radicalement ses pratiques de consommation. Une stagiaire raconte par exemple qu'en voyant la quantité d'objets qu'il y avait dans sa chambre à Montréal, elle a été atterrée parce qu'elle ne voyait plus la pertinence de posséder autant de biens. Elle a donc décidé, sur le coup, de donner énormément de choses. Elle affirme aussi s'être chicanée avec des proches parce qu'elle voulait tout changer, ce qui la poussait à critiquer et à confronter les gens. Cette attitude a été partagée par d'autres stagiaires qui avaient un très fort désir de sensibiliser leurs proches dans les semaines suivant leur retour, mais qui avaient tendance à le faire d'une manière agressive :

J'étais beaucoup dans la dénonciation. [...] J'confrontais. Pis c'était pas la meilleure technique à adopter parce que c'était pas super bien reçu, mais c'était dans ce mode-là que j'me sentais. C'est ça. Au retour, c'était beaucoup ça.

Le retour d'un stage QSF est donc un moment de grande sensibilité, qui peut mener à des changements majeurs à court terme. Cette sensibilité s'estompe par la suite. Certaines pratiques et certaines attitudes que les stagiaires ont adoptées à leur retour s'effacent. D'autres qu'ils avaient abandonnées reviennent :

Tsé, tu reviens, t'es super confrontée. "Hey, tu gaspilles l'eau!" Tsé, on dirait que tu fais la morale à tout le monde, là. Mais tsé, on dirait que ça... On la reprend vite, cette habitude-là.

Pourtant, ça ne veut pas dire que le stage n'a pas eu d'effets à long terme. Des idées et des habitudes acquises au cours du stage peuvent disparaître pendant un temps, puis ressurgir beaucoup plus tard, quand le contexte s'y prête. Le parcours d'un des répondants est révélateur à ce sujet. Martin n'était pas du tout impliqué avant son stage QSF. À son retour, le fait d'avoir vécu dans un pays d'Afrique de l'Ouest l'aide à tisser des liens avec l'association des étudiants africains de son université. Il fait alors le relais entre les demandes des étudiants africains et l'administration de l'université. Ensuite, il participe à la fondation d'un comité d'intégration des étudiants internationaux qui marche très bien. Après l'université, pourtant, différents facteurs font en sorte qu'il cesse presque complètement de s'impliquer. Plus de dix ans plus tard, il a une rencontre marquante avec quelqu'un qui est parti à l'étranger. Il se dit alors :

Ah, c'est vrai! Moi, j'avais cette fibre-là en moi. Ça serait peut-être bon que je la réanime.

Il décide donc à ce moment-là de contacter un organisme de coopération internationale bien connu. Depuis, il fait régulièrement du bénévolat avec cet organisme et il est devenu ambassadeur QSF.

On peut donc penser que le stage QSF a des effets qui restent enfouis et qui ressortent quand le contexte le permet. De plus, le séjour sur le terrain contribue à stimuler l'engagement social des stagiaires parce qu'il leur permet de voir concrètement des réalités dont ils et elles ont entendu parler auparavant et parce qu'il leur donne la possibilité de constater quelle influence leurs gestes peuvent avoir. Dans bien des cas, cette prise de conscience les incite à donner davantage de leur temps au profit de différentes causes.

4. CITOYENNETÉ MONDIALE ET IDENTITÉ QUÉBÉCOISE

Comme on l'a vu en introduction, l'expression « citoyen du monde » a été un des points de départ de cette recherche. Cette expression est utilisée par l'AQOCI et par les organismes de coopération internationale. Elle est aussi employée dans le monde académique et apparaît de temps à autre dans les médias de masse, mais il est rare qu'elle soit définie clairement. Lors des entretiens réalisés, j'ai cherché à savoir ce que cette expression pouvait signifier pour d'anciens stagiaires QSF et dans quelle mesure ils ou elles s'y reconnaissaient.

4.1 RESPECT POUR LES AUTRES CULTURES, SOLIDARITÉ HUMAINE ET CONSCIENCE GLOBALE

Environ la moitié des répondants s'est définie comme « citoyen du monde ». Parmi ceux-ci et celles-ci, plusieurs l'ont fait spontanément et avec enthousiasme en cours d'entretien ou en réponse à une question ouverte sur les groupes ou les communautés auxquels ils ou elles s'identifient, avant même que j'aie posé de questions à ce sujet. Pour ceux et celles qui se disent citoyens du monde, l'expression revêt plusieurs sens différents, mais complémentaires. D'abord, elle renvoie au constat selon lequel les sociétés d'aujourd'hui sont toutes multiculturelles :

J'suis citoyenne du monde avant tout. Ouais, ben on est tellement dans des sociétés... Le monde est multiculturel, maintenant. Comme juste être à Montréal... En fait, c'est ma première année à Montréal aussi, pis là, j'suis sous le choc de "Wow, il y a tellement d'origines"... Les gens sont tous d'origines différentes.

Abondant dans le même sens, Geneviève souligne qu'il est impossible de nier la diversité culturelle de nos sociétés puisqu'on la voit partout autour de nous. Elle donne l'exemple d'un restaurant moyen-oriental qui se trouve en face du lieu où se déroule l'entretien. Selon elle, la diversité culturelle constitue une richesse et il importe de s'intéresser aux autres cultures, de faire preuve de respect envers celles-ci, notamment en voyage :

J pense qu'être citoyen du monde... voyager citoyen du monde, là, c'est beaucoup de respect envers l'autre culture, je pense.

Au-delà du respect envers les autres cultures, l'expression « citoyen du monde » renvoie aussi, pour ceux et celles qui y adhèrent, à l'idée d'une solidarité qui s'étend à l'humanité entière. Les citoyennes et les citoyens du monde se considèrent comme partie prenante d'un ensemble qui inclut tous les êtres humains et dans lequel tous devraient être également reconnus. Chloé se dit ainsi qu'elle est ouverte sur le monde, mais aussi issue du monde :

On fait partie d'un tout. Citoyen du monde, c'est de dire : « J'appartiens à l'ensemble de la planète. Je vaud autant qu'un monsieur qui vient de n'importe où sur la planète, du coin le plus reculé. C'est un citoyen autant que moi ».

Bien sûr, ceux et celles qui mettent de l'avant cette idée savent très bien qu'il s'agit d'un idéal qui est loin d'être atteint dans la pratique. Chloé juge d'ailleurs que l'expression « citoyen du monde » a quelque chose de « québécois », même si elle s'y reconnaît. Sarah, quant à elle, dit s'identifier fortement comme citoyenne du monde tout en admettant que ça peut sembler naïf :

C'est juste un refus des frontières dans l'fond. [...] Justement, on est tous des êtres humains pis il n'y a aucune raison que toi, tu n'aies pas le droit de passer là [...] pis il n'y a pas de raison que tu décides que ça, c'est chez toi, ça, c'est chez moi. La Terre appartient à tout le monde. C'est vraiment une question aussi d'égalité de tout le monde. Si tu veux venir chez nous [...], il n'y a pas de raison qu'on t'en empêche. [...] C'est naïf, là, comme définition. Clairement. C'est juste que ça a quelque chose de très solidaire qui me plaît, là.

La solidarité envers les autres humains reste souvent implicite dans le discours des interviewés. Ce qui est le plus mentionné, pour décrire ce que peut être une « citoyenneté mondiale », c'est plutôt l'idée d'une conscience globale. Il s'agit de s'informer sur ce qui se passe ailleurs, sans pour autant négliger ce qui se passe là où l'on se trouve :

[J] 'habite à Montréal, mais je garde l'œil ouvert sur la situation mondiale.

Cette capacité à se tenir au courant de ce qui se passe ailleurs dans le monde dépend des démarches personnelles de l'individu (pour s'informer par le biais des médias), mais aussi de ses liens avec des personnes qui se trouvent ailleurs ou qui sont originaires d'ailleurs. Stéphane parle en ce sens de son travail dans un milieu multiethnique :

À cette époque-là, on se disait tout le temps: « Ah, on est des citoyens du monde. On est branché. On a de la famille ailleurs. On sent que, quand on se parle, on est capable d'être feedé sur le monde en même temps ».

Mais, pour les stagiaires, avoir une conscience globale, ce n'est pas seulement savoir ce qui se passe dans d'autres pays; c'est surtout en tenir compte dans sa vie quotidienne. Insistant sur l'importance d'être conscient de l'interdépendance des sociétés, les anciens stagiaires interviewés soulignent que, justement parce que toutes les sociétés sont interreliées, il faut que nous prenions en considération les impacts de nos gestes. Pour eux et pour elles, il ne s'agit donc pas de s'intéresser de manière abstraite au reste du monde, comme s'il s'agissait d'une réalité extérieure à la leur. Il s'agit au contraire de reconnaître pleinement que la vie des habitantes et des habitants des autres pays a des répercussions sur la nôtre et que les actions posées en Occident – par des individus ou par des organisations, des entreprises et des gouvernements – ont des impacts ailleurs dans le monde. À ce sujet, les opinions exprimées par les employés d'organismes de coopération internationale qui ont participé au comité consultatif font écho à celles des anciens stagiaires interviewés. Reflétant des affirmations semblables faites par d'autres membres du comité, une intervenante décrit ce qu'est être citoyen du monde :

C'est de poser tes actions en pensant : « On est tous interreliés ». Pis on s'en rend compte en faisant QSF qu'on est tous interdépendants, tous interreliés pis que la citoyenneté mondiale, c'est quand tu commences à prendre conscience que chacune de tes actions, ben elle a un impact à travers la planète. [...] Fait qu'on dirait que ça m'a interpellé, tout à

coup, cette expression-là. Poser des gestes en étant conscient de... Vivre son quotidien en ayant conscience de l'interrelation des gens sur la planète.

Les stagiaires interviewés tiennent des propos similaires. Par exemple, Stéphane affirme que le terme « citoyen du monde » lui va tout à fait, dans le sens où il pense qu'on est citoyen du monde quand on est en phase avec la réalité de gens de partout et quand cette réalité influence notre propre vie. Pour clarifier ce qu'il veut dire, il se lance dans un récit où il explique comment, selon lui, il faut être cohérent et tenir compte des impacts de nos choix, notamment en matière de consommation. En effet, une collègue lui parlait avec enthousiasme de son idée de vendre du chocolat pour financer un projet de coopération internationale en Afrique, mais elle n'avait pas pensé à s'assurer que le chocolat vendu serait équitable. Il lui a fait remarquer qu'il y avait là une incohérence à laquelle il fallait remédier. Du point de vue des anciens stagiaires QSF qui adhèrent à ce concept, la « citoyenneté mondiale » n'est donc pas un concept passif. Elle implique d'être sensible à ce qui se passe autour de la planète, mais aussi d'agir en conséquence.

4.2 PLURALITÉ DES APPARTENANCES OU CENTRALITÉ DE LA CULTURE NATIONALE?

Cependant, plusieurs répondantes et répondants rejettent l'expression « citoyen du monde », affirmant qu'elle ne leur correspond pas du tout. Un stagiaire dit par exemple :

C'est comme trop galvaudé pour moi. J'étais en voyage là pis tsé: « Hey, I'm a citizen of the world. Oh, sorry, I don't speak French or I don't speak Spanish or I don't speak... ».

D'autres sont ambivalents par rapport à cette expression, ne sachant pas trop quoi en penser ou la trouvant trop abstraite. Pourtant, ceux et celles qui ne s'identifient pas comme citoyens du monde partagent plusieurs des attitudes que les autres associent à la notion de « citoyenneté mondiale ». En effet, tous les stagiaires rencontrés sont attachés à l'idée d'une solidarité qui s'étend à l'ensemble de l'espèce humaine. Qu'ils ou elles se disent citoyens du monde ou non, les stagiaires ayant pris part à cette étude accordent tout autant d'importance au fait de comprendre et de respecter les autres cultures. De plus, ils ou elles parlent presque tous d'une manière ou d'une autre de conscience globale. Dans ce cas, comment expliquer que des gens qui semblent partager

le même type de valeurs cosmopolites aient des réactions opposées face à une même expression qui, pour plusieurs d'entre eux et elles, est justement associée à ces valeurs?

Ce qui les distingue, en fait, c'est surtout l'importance qu'ils et elles accordent à la culture nationale dans la formation des identités. Bien qu'ils soient la plupart du temps attachés à leur identité nationale, ceux et celles qui se disent citoyens du monde tendent parfois à minimiser l'importance de celle-ci. L'un des répondants, par exemple, explique que, pour lui, la citoyenneté au sens identitaire ou national du terme n'est pas importante. Elle peut être utile pour décrire d'où l'on vient, mais sans plus. Par contre, il accorde une importance fondamentale à la citoyenneté au sens civique, c'est-à-dire celle qui concerne l'engagement social et politique dans une communauté. Par ailleurs, ceux et celles qui s'identifient comme citoyens du monde ont tendance à insister sur la pluralité des appartenances, sur les sources multiples de l'identité d'une personne :

Ça veut dire que ben, entre autres, ma personnalité, je l'ai faite en voyageant donc, tsé, j'ai comme des aspects de plein de pays qui sont en moi. J'suis pas juste québécoise d'origine pis fixe.

La culture québécoise peut occuper une place importante, mais elle reste une appartenance parmi d'autres dans un contexte où l'individu est façonné par de multiples influences culturelles de toutes sortes. Suivant cette logique, l'une des répondantes s'est décrite comme « citoyenne du monde avant tout », ce qui implique, pour elle, d'éviter de se présenter comme québécoise lorsqu'elle est à l'étranger et de mettre plutôt de l'avant les identifications qu'elle a choisies, comme son domaine d'études (par opposition à l'identité nationale, qu'elle considère comme une catégorie imposée par la naissance).

À l'inverse, ceux et celles qui rejettent l'expression « citoyen du monde » insistent sur la place centrale de la culture nationale dans leur identité. Quand on lui demande si elle se considère comme « citoyenne du monde », Florence répond :

Non, non, parce que j'ai toujours une appartenance plus forte au Québec. Non, je trouve ça drôle le monde qui se disent citoyens du monde. C'est trop hippie pour moi. [...] Ben non, parce que je me sens toujours plus chez moi ici qu'ailleurs pis même si je me sens bien

ailleurs aussi, dans une autre culture, non, j'peux pas passer par-dessus le fait que j'suis quand même québécoise à la base, là.

Pour les anciens stagiaires qui sont du même avis qu'elle, la culture nationale joue un rôle majeur dans la construction de soi parce qu'elle est véhiculée dès le plus jeune âge par la famille, les amis, les institutions. Ils et elles évoquent donc leurs racines, les lieux où ils ont grandi, que ce soit au Québec ou ailleurs. En témoigne Anna, née hors du Québec :

Moi, je trouve qu'on a tous nos racines quelque part. Fait que moi, c'était en [Nom du pays] pis c'est grâce à ça que je suis la personne que je suis en ce moment pis c'est les expériences que j'ai vécues là-bas pis ici aussi qui m'ont aidées à me redéfinir, là. Mais j'peux pas dire absolument que je suis citoyenne du monde quand je sais qu'au fond de moi, j'suis plus définie par ma culture [d'origine].

Par extension, c'est justement parce qu'ils considèrent que la société dans laquelle on grandit définit notre personnalité que les anciens stagiaires qui partagent cette conception des choses veulent en savoir plus sur les autres cultures. En effet, pour comprendre une autre personne, il faut savoir d'où elle vient, ce qui suppose d'accorder une attention particulière à toutes les nuances de la diversité culturelle. De plus, en raison de la richesse et de la complexité des différentes cultures, acquérir une véritable compréhension de l'autre demande du temps et de l'énergie. Ceux et celles qui rejettent l'étiquette « citoyen du monde » sont donc généralement critiques des gens qui s'intéressent aux autres cultures uniquement de manière superficielle :

J'pense pas qu'on puisse se dire citoyen du monde en ayant parcouru genre cent pays du monde, là, mais que t'as passé quatre jours dans la capitale de chacun de ces pays-là à aller dans une auberge de jeunesse avec des gens qui ne venaient pas de ce pays-là, mais bien de partout ailleurs dans le monde.

Dans certains cas, ils et elles critiquent aussi l'expression « citoyen du monde » parce qu'elle peut être associée à une forme de privilège que détiennent les personnes occidentales, qui peuvent se permettre de voyager parce qu'elles en ont généralement les moyens financiers et parce que leur passeport est reconnu partout. De l'avis d'Élizabeth, les habitantes et les habitants du pays d'Amérique centrale où elle a séjourné pourraient bien vouloir se dire citoyens du monde, mais ils n'ont pas la même possibilité de parcourir le monde que les jeunes Nord-Américains issus de la classe moyenne. Un autre répondant, Jean-François, en rajoute, en soulignant que l'expression

« citoyen du monde » s'est aussi faite approprier par des individus qui n'ont pas le souci des autres et la conscience sociale qui sont valorisées par les anciens stagiaires QSF : un homme d'affaires qui voyage constamment et qui a des usines partout dans le monde peut lui aussi se dire « citoyen du monde », mais l'expression aura alors un sens fort différent. L'observation faite par Jean-François coïncide avec les données recueillies par le chercheur Hans Schattle, qui s'est penché sur le sens donné à l'expression « citoyenneté mondiale » dans l'espace public. Ayant analysé 500 articles de journaux et plus d'une centaine d'entretiens avec des personnalités publiques qui emploient le concept de « citoyenneté mondiale », il en conclut que l'expression est principalement associée à deux grands courants. Le premier, qu'il qualifie de « républicain civique », met de l'avant des valeurs comme la conscience sociale, la responsabilité, la participation et l'empathie interculturelle. Quant au second, qu'il qualifie de « libertarien », il est associé à des notions comme la mobilité internationale et la compétitivité (Schattle, 2005, p. 120). Visiblement, c'est surtout ce dernier courant que rejette Jean-François, tandis que les stagiaires QSF qui se disent citoyens du monde font surtout référence au premier courant, axé sur la participation sociale et sur la rencontre interculturelle.

4.3 L'OUVERTURE SUR LE MONDE, UNE IDÉE CONSENSUELLE

Bien qu'ils et elles se distinguent de manière significative sur le plan de l'importance accordée à l'identité nationale, les citoyens du monde et ceux et celles qui ne se reconnaissent pas dans cette étiquette se rejoignent quant au fait d'avoir une sensibilité internationale. D'ailleurs, parmi ceux et celles qui ont des réticences par rapport à l'expression « citoyen du monde », quelques-uns ont affirmé qu'ils se reconnaîtraient dans cette expression si on définissait un citoyen du monde comme étant quelqu'un qui a une conscience globale, c'est-à-dire une conscience des liens entre les sociétés et des répercussions internationales de nos gestes.

De plus, tous les stagiaires interviewés se considèrent comme des personnes ouvertes sur le monde. À ce sujet, les définitions de l'ouverture sur le monde proposées se rejoignent sur l'essentiel. D'une part, il s'agit de s'intéresser aux autres en prenant véritablement le temps d'essayer de les comprendre et d'échanger avec eux. D'autre part, être ouvert sur le monde, c'est

se retenir de juger précipitamment et dépasser ses premières impressions pour tenter de réellement connaître l'autre. Élisabeth le résume de cette manière :

Ça signifie que, quand t'arrives dans une nouvelle communauté, dans un nouveau pays, de pas juger au premier degré. Genre comment ça fonctionne dans ce pays-là. Pis de prendre le temps de s'asseoir avec les gens de ce pays-là pis de jaser avec eux pis de voir comment ça marche pour eux pis comment ils réfléchissent, comment ils conçoivent la vie.

L'ouverture sur le monde, toutefois, n'est pas une attitude qui se pratique exclusivement lorsqu'on est à l'étranger. Une ancienne stagiaire parle de « s'intéresser à ce qui t'entoure » en soulignant que « ce qui t'entoure », c'est autant l'environnement immédiat que la société dans laquelle on vit, ou encore le monde dans son ensemble. Cela met en évidence le fait que, pour les stagiaires QSF, il n'y a aucune contradiction entre s'intéresser à ce qui se passe ici et s'intéresser à ce qui se passe ailleurs. À l'inverse, il s'agit plutôt de choses complémentaires.

Il n'y a pas non plus de contradiction entre ouverture sur le monde et appartenance nationale. À l'exception d'une stagiaire ayant immigré au Québec relativement récemment et s'étant définie par son pays d'origine, tous les stagiaires interviewés se sont définis comme québécois à un moment ou à un autre de l'entretien¹⁶. De plus, lorsque je leur ai demandé « Spontanément, si tu devais te définir, peux-tu me dire à quelles groupes ou à quelles communautés tu appartiens », la moitié des répondants ont nommé leur nationalité en premier. Il semble donc clair que, dans la très vaste majorité des cas, s'ouvrir sur le monde n'implique aucunement d'abandonner son attachement à une collectivité nationale donnée. Cela est tout à fait cohérent avec d'autres études portant sur des sujets connexes. Par exemple, Jennie Germann Molz a étudié les blogues de voyage d'individus ayant choisi de faire le tour du monde. Elle a constaté que, pour ces voyageurs, visiter d'autres pays, s'intéresser à d'autres cultures, c'est souvent un moyen de cerner les contours de leur propre identité nationale (2005, p. 528).

¹⁶ Même si, comme on l'a vu, cette identification est très importante pour certains et l'est moins pour d'autres.

4.4 UNE REFORMULATION DES FRONTIÈRES DE L'APPARTENANCE

Il est en effet probable qu'un voyage d'assez longue durée comme celui du stage *Québec sans frontières* amène les stagiaires à revoir leur conception de l'identité québécoise. Dans un ouvrage qui porte sur l'expérience vécue par des jeunes de l'Europe lors d'échanges étudiants internationaux, le sociologue Vincenzo Cicchelli parle de *reformulation des frontières de l'appartenance* pour décrire le mouvement par lequel les jeunes qui partent en échange développent des appartenances transnationales au fil de leurs rencontres. Sur la base de certains traits culturels communs à deux ou à plusieurs sociétés, ils et elles se reconnaissent comme membres d'un ensemble culturel plus large. Un exemple – qui peut paraître anecdotique, mais qui est tout de même révélateur – est celui de la cuisine :

Des jeunes Italiens et Grecs reconnaissent volontiers des points communs à leurs cuisines. Même si les recettes ne sont pas identiques, ils peuvent identifier des saveurs déjà connues et s'en servir pour conclure à une appartenance à un ensemble plus large transcendant leurs cuisines nationales respectives : ils utilisent alors l'expression de « cuisine méditerranéenne » (Cicchelli 2012, p. 219).

Le même phénomène s'observe parmi les personnes ayant fait un stage *Québec sans frontières*. Pour un des stagiaires, par exemple, le stage en Amérique latine a été une occasion de réaliser ce que le Québec partage avec cette région du monde :

Comme j'dis, j'ai vraiment un recul sur notre société. Ça m'a permis un recul social. [...] Pis même avec l'Amérique latine, ça m'a montré aussi d'être fier d'être latin. Pis que l'Amérique est latine. Souvent, on l'oublie au Québec. On a l'impression d'être une minorité, mais on est une majorité latine, tsé. On fait partie d'une majorité, mais on s'en rend pas compte. On est comme, oui, un bassin entouré d'anglophones, mais on fait partie d'une majorité qui est latine. Pis entre l'espagnol et le français, tsé, c'est très rapide, la compréhension. [...] En français pis en espagnol, tu penses à 98% de la même façon. [...] Moi, ça m'a permis vraiment de me rendre compte de ça, ouais. Que l'Amérique est latine. Que certaines façons de faire sociales québécoises ont un sens. Tsé, même si en Amérique du Nord, ça n'a pas de sens. En Amérique, ça a un sens.

Outre les similitudes perçues en termes de « façons de faire », il n'est pas anodin qu'il parle de la proximité linguistique. En plus d'être une part centrale de l'identité nationale, la langue sert à communiquer, et donc à établir des ponts pour franchir les différences culturelles et établir des contacts avec les habitants d'un autre pays. C'est aussi ce qu'a constaté Geneviève, qui a fait son

stage en Afrique de l'Ouest et qui considère que la langue française permet de se rapprocher des francophones d'ailleurs :

[Ç]a a été mon identité québécoise qui m'a permis de nouer des liens avec ma famille [d'accueil] parce que j'suis francophone. [...] On a le même langage. On a le même code pour parler. Donc ouais. Moi, ça me touche beaucoup. J' préfère voyager dans des communautés francophones. Juste parce que j'trouve que l'échange est meilleur. Le contact, le premier contact est plus facile.

Le rapprochement peut aussi se faire sur la base d'une situation commune dans laquelle les différents peuples se trouvent ou se sont trouvés. Ainsi, pour deux des répondants rencontrés, le Québec a historiquement été une nation colonisée et il est donc possible d'établir certains parallèles avec ce qu'ont vécu les peuples africains. Selon Stéphane, cette expérience historique commune peut peut-être contribuer à une certaine compréhension mutuelle entre habitantes et habitants de deux régions du monde qui ont connu une certaine forme de colonisation.

Ce qui relie ces différents exemples, c'est que la découverte de caractéristiques communes au Québec et au pays visité permet de voir le Québec comme une partie prenante d'un ensemble culturel plus grand qui peut prendre différentes formes (les pays latins, les pays francophones, les pays qui ont vécu la colonisation, etc.), mais qui, dans tous les cas, dépasse les frontières nationales. En rattachant le Québec à différents ensembles transnationaux, les stagiaires QSF se donnent la possibilité de redéfinir leur propre identité à la lumière de ce qu'ils ou elles ont pu constater dans le cadre de leur stage. C'est un processus semblable que décrit une intervenante lors du comité consultatif. Elle remarque que le séjour à l'étranger est l'occasion de mieux cerner les contours de notre propre identité nationale, notamment en prenant conscience de la façon dont elle a pu être influencée par différentes cultures :

Moi, j'ai tendance à penser que ça l'aide à définir notre propre identité quand on va ailleurs. C'est sûr qu'on revient avec des nouveaux éléments [...] avec lesquels on a pu développer des affinités. Personnellement, j pense que ça peut aider à comprendre plus notre identité. [...] J'ai discuté de ça souvent avec des gens qui ont fait QSF aussi, l'aspect de nous-mêmes de se réapproprier nos racines. Parce qu'étant donné qu'on a un passé aussi d'immigrant, le fait que tsé... Comme moi, j'prends mon exemple personnel, le fait d'avoir été dans des communautés andines et en lien avec les Premières nations, je reviens ici pis je me suis réapproprié mes racines autochtones. [...] Pis j'ai parlé de ça avec plein de gens aussi qui ont dit: « C'est vrai. La plupart des Québécois, on a des racines des

Premières nations » ou « Ah ben, mon arrière-grand-mère est irlandaise ». Donc l'identité... C'est quoi l'identité québécoise? C'est aussi le passé d'immigrant pis tout ça. Pis ça, souvent, c'est lié avec Québec sans frontières.

CONCLUSION

Certains stagiaires considèrent que le stage *Québec sans frontières* a eu une influence déterminante sur leur parcours, voire même qu'il a changé leur vie. D'autres croient que l'impact du stage a été plus modeste. Tous ceux et celles que j'ai rencontré m'ont toutefois affirmé que leur stage avait été une expérience importante à bien des égards.

Il va sans dire que les rencontres faites dans le pays d'accueil contribuent beaucoup à faire du stage *Québec sans frontières* un moment mémorable. Dans ce rapport, on a pu voir que le séjour à l'étranger permet aux stagiaires de construire des relations souvent marquantes avec des habitantes et des habitants de leur pays de stage. C'est d'autant plus vrai quand les stagiaires résident dans des familles d'accueil et quand ces dernières les aident à rencontrer d'autres membres de la communauté. Quand la volonté d'échanger n'est pas freinée par des obstacles liés à l'accès aux technologies de communication, les relations formées durant le stage se poursuivent fréquemment pendant des années, quoique souvent de manière intermittente.

Ces rencontres, combinées à la formation pré-départ et à l'ensemble des observations faites en cours de stage, permettent généralement aux stagiaires de revenir au Québec armés d'une compréhension plus fine des rapports entre les pays du Nord et du Sud. De plus, alors que des recherches sur d'autres programmes de stages de solidarité internationale ont montré que ceux-ci pouvaient renforcer une conception stéréotypée des rapports entre pays du Nord et pays du Sud, l'expérience *Québec sans frontières* semble plutôt avoir été, pour plusieurs, une occasion de remettre en question des idées reçues, notamment par rapport à des enjeux comme celui de la pauvreté. Par ailleurs, conscients de leurs privilèges, les stagiaires affichent une volonté de développer une relation d'égal à égal avec les habitantes et les habitants des pays du Sud.

En ce qui concerne le niveau d'engagement social et politique des stagiaires, l'effet du stage QSF semble être modeste, notamment parce que la très grande majorité des stagiaires sont déjà

engagés avant leur expérience de stage. Cela dit, bon nombre d'entre eux et d'entre elles considèrent que le stage leur a donné une motivation supplémentaire pour s'engager. C'est sans doute en partie parce qu'en découvrant un autre pays et en développant des liens avec les personnes qui y vivent, les stagiaires ont pu « mettre des visages sur des enjeux ». En d'autres mots, ils et elles ont pu mieux saisir des réalités globales complexes en les associant à des exemples concrets tirés d'expériences vécues et de rencontres faites pendant leur stage. Ce faisant, les stagiaires ont pu se sentir mieux outillés pour sensibiliser leur entourage à différents enjeux sociaux et politiques.

Parce qu'il les confronte à d'autres cultures et à d'autres modes de vie, le stage *Québec sans frontières* contribue à rendre ses participantes et ses participants plus ouverts sur le monde. Plusieurs stagiaires en viennent d'ailleurs à se considérer comme citoyens du monde, ce qui, pour eux et pour elles, est synonyme d'un respect envers les autres cultures, d'une solidarité à l'égard de tous les êtres humains et d'une conscience de l'interdépendance des sociétés. D'autres stagiaires rejettent l'expression « citoyen du monde » parce qu'ils et elles se définissent d'abord et avant tout par leur identité nationale. Toutefois, cela ne les empêche pas pour autant de se sentir solidaires des autres êtres humains. En effet, tous les stagiaires rencontrés ont insisté sur l'importance de prendre en compte les liens qui unissent les différentes sociétés et, par conséquent, d'agir en étant soucieux des impacts locaux et internationaux de nos gestes.

Bibliographie

AQOCI. 2011. *Rapport d'évaluation participative du programme QSF*. Montréal. Document interne.

Bélisle, Annick. 2005. *Rapport d'évaluation de l'impact des stages outre-mer auprès des stagiaires*. Sherbrooke : Université de Sherbrooke. Rapport présenté au Carrefour de solidarité internationale.

Bibeau, Gilles. 2002. « Regards perçants sur le monde occidental. » *L'Agora* 9(1).

Choquette, Dominique. 2008. « Les jeunes adultes québécois dans la rencontre de l'autre lors d'un stage d'initiation à la coopération internationale ». Mémoire de maîtrise. Montréal : UQAM.

Cicchelli, Vincenzo. 2012. *L'esprit cosmopolite : Voyages de formation des jeunes en Europe*. Paris : Presses de Sciences Po.

Gauthier, Christine et Geneviève Olivier-d'Avignon. 2005. *Retombées d'un séjour de coopération internationale sur l'implication sociale et sur les cheminements personnel et professionnel*. Québec: Plan Nagua.

Germann Molz, Jennie. 2005. « Getting a "Flexible Eye": Round-the-World Travel and Scales of Cosmopolitan Citizenship. » *Citizenship studies* 9(5).

Jones, Andrew. 2005. « Assessing international youth service programmes in two low-income countries. » *Voluntary Action: The Journal of the Institute for Volunteering Research* 7(2).

Québec sans frontières. 2014. « Nos valeurs » [En ligne]
<http://www.mrifce.gouv.qc.ca/qsif/index.asp?Page=quisommes&SousPage=valeurs> (page consultée le 7 février 2014).

Quénart, Anne. 2008. « The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work. » *Youth and society* 40(2).

Raymond, Eliza Marguerite et C. Michael Hall. 2008. « The Development of Cross-Cultural (Mis)Understanding Through Volunteer Tourism. » *Journal of Sustainable Tourism* 16(5).

Schattle, Hans. 2005. « Communicating Global Citizenship: Multiple Discourses Beyond the Academy. » *Citizenship studies* 9(2).

Secrétariat à l'aide internationale (SAI). 2004. *Impacts à court et à long terme des stages Québec sans frontières (QSF) sur les anciens participants du programme*. Québec. Rapport d'enquête.

Simpson, Kate. 2004. « "Doing development": the gap year, volunteer-tourists and a popular practice of development. » *Journal of International Development* 16.

Tiessen, Rebecca. 2011. « Global Subjects or Objects of Globalisation? The promotion of global citizenship in organizations offering sport for development and/or peace programmes. » *Third World Quarterly* 32(3).

Trépanier, Michel. 2011. « L'entretien ». Powerpoint rédigé pour le cours PRA8110, donné à l'automne 2011.